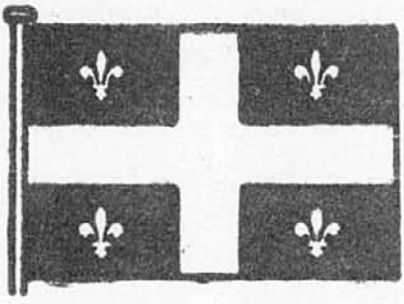


Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI, Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 13 juin 1959

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, June 13th, 1959

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine, avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces: Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: $1 la douzaine.

Abonnement: $7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
41502 — 1-52 -o

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: $1. per dozen.

Subscriptions: $7 per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

Government House. Quebec, June 27th, 1940.
41502 — 1-52-o

Lettres patentes

(P.G. 12932-59)

Addicks Machine Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize mai 1959, constituant en corporation: James Penrose Anglin, conseil en loi de la Reine, de Ville Mont-Royal, Raymond Eric Parsons et Derek Austin Hanson, tous deux de Westmount, tous avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer et, en général, faire le commerce de toutes sortes de matériaux servant à la manutention et l'entreposage d'équipement et celui de constructions et pièces relativement à iceux et d'accessoires, instruments, dispositifs et fournitures s'y rapportant, sous le nom de "Addicks Machine Co. Ltd.", avec un capital-actions divisé en 400 actions sans valeur nominale ou au pair et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations ne sera pas moins que $2,000.

Le siège social de la compagnie sera à Ville Mont-Royal, district judiciaire de Montréal.

Letters Patent

(A.G. 12932-59)

Addicks Machine Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of May, 1959, incorporating: James Penrose Anglin, Queen's Counsel, of the town of Mount Royal, Raymond Eric Parsons and Derek Austin Hanron, both of Westmount, all advocates, for the following purposes:

To manufacture and generally deal in all kinds of materials handling and storage equipment and structures and parts thereof and accessories, instruments, devices and supplies therefor, under the name of "Addicks Machine Co. Ltd.", with a capital stock divided into 400 shares without nominal or par value, and the amount with which the company will commence its operations will be not less than $2,000.

The head office of the company will be at the town of Mount Royal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777 P. FRENETTE.

(P.G. 11762-59)

Ahuntsic Telecommunications Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit avril 1959, constituant en corporation: Olivier Gauthier, avocat, Louis Bertrand, notaire, et Thérèse Bordeleau Téletcha, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Roger Téletcha, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un système électronique pour capter les émissions télévisées en provenance du Canada et des États-Unis d'Amérique et fournir un service de communication de telles émissions à des abonnés, sous le nom de "Ahuntsic Telecommunications Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions communes de $10 chacune et en 800 actions privilégiées de $25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777-o P. FRENETTE.

(P.G. 12024-59)

Ameublement Général Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf avril 1959, constituant en corporation: Rosaire Beaulé, avocat, Simone Brandener, secrétaire, célibataire, tous deux de Montréal, et Joseph-Bernard Carisse, avocat, de ville d'Anjou, pour les objets suivants:

Industrie et commerce de meubles, nouveautés, appareils de radio, de télévision, accessoires électriques, instruments de musique, et autres marchandises semblables, sous le nom de "Ameublement Général Inc.", avec un capital total de $20,000, divisé en 1,000 actions communes de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777-o P. FRENETTE.

(P.G. 12106-59)

Arvida Terrazo & Tile Co. Ltd.
Arvida Terrazo & Tuile Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze avril 1959, constituant en corporation: Ralph Fountain, ingénieur, d'Arvida, Gustave Gauthier et René Gaudreault, tous deux entrepreneurs, de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de terrazzo, ciment, blocs de ciment, tuiles, chaux, pierre à chaux, grès, plâtres, simili-pierres, et autres matériaux sem-

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
50777-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11762-59)

Ahuntsic Telecommunications Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of April, 1959, incorporating: Olivier Gauthier, advocate, Louis Bertrand, notary, and Thérèse Bordeleau, Téletcha, secretary, wife contractually separate as to property of Roger Téletcha, all of Montreal, for the following purposes:

Operate an electronic system in order to pick up broadcasts televised from Canada and the United State of America, and provide a service for the purpose of communicating said broadcasts to subscribers, under the name of "Ahuntsic Telecommunications Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 800 preferred shares of $25 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50777 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12024-59)

Ameublement Général Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of April 1959, incorporating: Rosaire Beaulé, advocate, Simone Brandener, secretary, spinster, both of Montreal, and Joseph-Bernard Carisse, advocate, of the town of Anjou, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in furniture, novelties, radio and televisions sets, electrical appliances, musical instruments, and other similar goods, under the name of "Ameublement Général Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of April 1959.

P. FRENETTE,
50777 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12106-59)

Arvida Terrazo & Tile Co. Ltd.
Arvida Terrazo & Tuile Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of April, 1959, incorporating: Ralph Fountain, engineer, of Arvida, Gustave Gauthier, and René Gaudreault, both contractors, of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on a business dealing in terrazzo, cement, cement blocks, tiles, lime, lime-stone, sandstone, plasters, artificial stone and other

blables, sous le nom de "Arvida Terrazo & Tile Co. Ltd. — Arvida Terrazo & Tuile Ltée", avec un capital total de $5,000, divisé en 500 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Arvida, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777-o P. FRENETTE.

similar materials, under the name of "Arvida Terrazo & Tile Co. Ltd. — Arvida Terrazo & Tuile Ltée", with a total capital stock of $5,000, divided into 500 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Arvida, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50777 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12078-59)

Aspler & Aspler Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit avril 1959, constituant en corporation: Abrahma T. Seidman, comptable, de Côte St-Luc, Anne Goldenblatt, de Montréal, et Irene Strecko, de St-Hubert, toutes deux secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Sujet aux dispositions de la Loi de l'assurance de la province de Québec, (S.R.Q. 1941, chapitre 299), exercer dans toutes ses spécialités, le commerce de courtiers et agents d'assurances, sous le nom de "Aspler & Aspler Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune et 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777 P. FRENETTE.

(A.G. 12078-59)

Aspler & Aspler Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of April, 1959, incorporating: Abraham T. Seidman, accountant, of Côte St. Luc, Anne Goldenblatt, of Montreal, and Irene Strecko, of St. Hubert, both secretaries, spinsters, for the following purposes:

Subject to the provisions of the Quebec Insurance Act, (R.S.Q. 1941, chapter 299), to carry on in all its branches the business of insurance brokers and agents, under the name of "Aspler & Aspler Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 preferred shares of a par value of $100 each and 100 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50777-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11944-59)

Awanee Investment Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux avril 1959, constituant en corporation: Julius Briskin, Leonard Liverman, tous deux de Montréal, et Arthur Yanofsky, de St-Laurent, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Awanee Investment Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777 P. FRENETTE.

(A.G. 11944-59)

Awanee Investment Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of April, 1959, incorporating: Julius Briskin, Leonard Liverman, both of Montreal, and Arthur Yanofsky, of St. Laurent, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Awanee Investment Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50777-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11389-59)

Basle Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier avril 1959, constituant en corporation: Maynard B. Golt, avocat, Marlene Lacroix et Anna Mikula, secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de placements, sous le nom de "Basle Investment Corp.", avec un

(A.G. 11389-59)

Basle Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of April 1959, incorporating: Maynard B. Golt, advocate, Marlene Lacroix and Anna Mikula, secretaries, spinsters, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of investment, under the name of "Basle Investment Corp.", with a

capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, et 9,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777 P. FRENETTE.

(P.G. 12259-59)

Beauchamp Explosifs Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze avril 1959, constituant en corporation: Paul Beauchamp, industriel, Gilles Beauchamp, gérant, et Clément Beauchamp, comptable, tous de Saint-Jérôme, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'explosifs, sous le nom de "Beauchamp Explosifs Inc.", avec un capital total de $50,000, divisé en 150 actions communes de $100 chacune et en 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777-o P. FRENETTE.

(P.G. 11228-59)

Better Distributors Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du trente avril 1959, constituant en corporation: Charles Pichette, comptable, René Pichette, agent-manufacturier, et Liette Pichette, secrétaire, fille majeure, célibataire et usant de ses droits, tous d'Outremont, pour les objets suivants:

Sujet aux dispositions de la loi de pharmacie de Québec, fabriquer, vendre, et faire le commerce en gros de spécialités médicales et de préparations pharmaceutiques et médicales de toutes sortes, sous le nom de "Better Distributors Limited", avec un capital atotal de $40,000, divisé en 100 actions ordinaire sde $100 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6580, rue Jeanne-Mance, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777-o P. FRENETTE.

(P.G. 12442-59)

B.N.A. Transport Service Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois avril 1959, constituant en corporation: Jacques Charette, comptable, Alphonse-J. Bellefeuille et Lionel Bellefeuille, camionneurs, tous des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exercer le commerce du transport de passagers et de marchandises par voie de terre, sous le nom de "B.N.A. Transport Service Ltée", avec un

total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $1 each and 9,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50777-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12259-59)

Beauchamp Explosifs Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of April 1959, incorporating: Paul Beauchamp, industrialist, Gilles Beauchamp, manager, and Clément Beauchamp, accountant, all of Saint Jérôme, for the following purposes:

To deal in explosives, under the name of "Beauchamp Explosifs Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 150 common shares of $100 each and 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Saint Jérôme, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of April 1959.

P. FRENETTE,
50777 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11228-59)

Better Distributors Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of April, 1959, incorporating: Charles Pichette, accountant, René Pichette, manufacturing agent, and Liette Pichette, secretary, spinster, of full age, and in use of her rights, all of Outremount, for the following purposes:

Subject to the provisions the Quebec Pharmacy Act, to munufacture, sell, and to carry on a wholesale business of medical specialties and pharmaceutical and medical preparations of all kinds, under the name of "Better Distributors Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and into 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 6580 Jeanne-Mance Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, thie thirtieth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50777 Acting Deputy AttorneyGeeeral.

(A.G. 12442-59)

B.N.A. Transport Service Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of April 1959, incorporating: Jacques Charette, accountant, Alphonse-J. Bellefeuille, and Lionel Bellefeuille, truckers, all of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on the business of forwarding passengers and goods by land, under the name of "B. N.A. Transport Service Ltée", with a total capi-

capital total de $40,000, divisé en 200 actions communes de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 650, rue Bureau, Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777-o P. FRENETTE.

(P.G. 14096-58)

Boucher & Frères Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente avril 1959, constituant en corporation: Cyrille Morand, avocat, Léonide Lalonde, notaire, et Gloria Boulard, secrétaire, célibataire majeure usant de ses droits, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce, transformer et mettre en boîte des produits alimentaires, sous le nom de "Boucher & Frères Inc.", avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777-o P. FRENETTE.

(P.G. 14386-58)

Canadian Velvet Bent Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix mars 1959, constituant en corporation: Wesley Hyndman Bradley, conseil en loi de la Reine, William Tinling Stewart et Gordon Leonard McGilton, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer et entreprendre le commerce ou les commerces de pépiniéristes, grainetiers, jardiniers, producteurs et fermiers, sous le nom de "Canadian Velvet Bent Limited", avec un capital-actions divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le dix mars 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777 P. FRENETTE.

(P.G. 10023-59)

Cenco Building Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt février 1959, constituant en corporation: Roy Fraser Elliott, avocat, de Ville Mont-Royal, Margot Mary Quinn et Elizabeth Spracklin, secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Cenco Building Company Limited", avec un capital total de $100,000, divisé en 990 actions privilégiées d'une valeur

tal stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each an 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 650 Bureau Street, Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières,

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of April 1959.

P. FRENETTE,
50777 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14096-58)

Boucher & Frères Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of April, 1959, incorporating: Cyrille Morand, advocate, Léonide Lalonde, notary, and Gloria Boulard, secretary, spinster of full age of majority making use of her rights, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of, transform and can foodstuffs, under the name of "Boucher & Frères Inc.", with a total capital stock of $100,000 divided into 1,000 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50777 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14386-58)

Canadian Velvet Bent Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of March, 1959, incorporating: Wesley Hyndman Bradley, Queen's Counsel, William Tinling Stewart and Gordon Leonard McGilton, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on and engage in the business or businesses of nurserymen, seedsmen, gardeners, growers and farmers, under the name of "Canadian Velvet Bent Limited", with a capital stock divided into 4,000 common shares of a par value of $5 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of March, 1959.

P. FRENETTE,
50777-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10023-59)

Cenco Building Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of February 1959, incorporating: Roy Fraser Elliott, advocate, of the town of Mount Royal, Margot Mary Quinn and Elizabeth Spracklin, secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Cenco Building Company Limited", with a total capital stock of $100,000, divided into 990 preferred shares

au pair de $100 chacune et 10 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 771 est, rue St-Joseph, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt février 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777 P. FRENETTE.

(P.G. 12097-59)

Chicoutimi Ready-Mix Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze avril 1959, constituant en corporation: René-M. Boulet, comptable agréé, de Ste-Foy, Lucien Poirier, vendeur, de Québec, Patrick Boisvert, vendeur, et Jean-Marie Godin, entrepreneur, tous deux de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de mélange (ready-mix) du béton et ciment de toute catégorie, sous le nom de "Chicoutimi Ready-Mix Inc.", avec un capital total de $100,000, divisé en 600 actions communes de $100 chacune et en 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera Chemin St-Paul, Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777-o P. FRENETTE.

(P.G. 12143-59)

Cie de Construction Octogone Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf avril 1959, constituant en corporation: Louis Corbeil, constructeur, Cécile Corbeil, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Louis Corbeil, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Montréal, Jean-Paul Hamelin, marchand, et Lucette Hamelin, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jean-Paul Hamelin, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Ville Mont-Royal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Cie de Construction Octogone Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1695, rue Sauvé, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777-o P. FRENETTE.

(P.G. 12255-59)

Cie de Literie Provinciale Ltée
Provincial Bedding Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

of a par value of $100 each and 10 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at St. Joseph Street East, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of February, 1959.

P. FRENETTE,
50777-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12097-59)

Chicoutimi Ready-Mix Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April 1959, incorporating: René-M. Boulet, chartered accountant, of St. Foy, Lucien Poirier, salesman, of Quebec, Patrick Boisvert, salesman, and Jean-Marie Godin, contractor, both of Chicoutimi, for the following purposes:

Deal in a concrete and cement mix (ready-mix) of any category, under the name of "Chicoutimi Ready-Mix Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 600 common shares of $100 each and 400 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at St. Paul Road, Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of April 1959.

P. FRENETTE,
50777 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12143-59)

Cie de Construction Octogone Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of April, 1959, incorporating: Louis Corbeil, builder, Cécile Corbeil, housewife, wife contractually separate as to property of the said Louis Corbeil, and duly authorized by him for these present purposes, both of Montreal, Jean-Paul Hamelin, merchant, and Lucette Hamelin, housewife, wife contractually separate as to property of the said Jean-Paul Hamelin, and duly authorized by him for these present purposes, both of the town of Mount-Royal, for the following purposes:

To carry on a business as constructors and general building contractors, under the name of "Cie de Construction Octogone Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1695 Sauvé Street, East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50777 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12255-59)

Cie de Literie Provinciale Ltée
Provincial Bedding Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth

du dix-sept avril 1959, constituant en corporation: Roger Charlebois, Léo Sarrazin, rembourreurs, et Albert Champeau, avocat, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Industrie et commerce de meubles, nouveautés, bois, matelas et autres articles de literie, sous le nom de "Cie de Literie Provinciale Ltée — Provincial Bedding Co. Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 11110 rue Vineuse, Rivière-des-Prairies, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777-o P. FRENETTE.

day of April, 1959, incorporating: Roger Charlebois, Léo Sarrazin, upholsterers, and Albert Champeau, advocate, all of Montreal, for the following purposes:

Carry on the business of and deal in furniture, novelties, lumber, mattresses and other bedding articles, under the name of "Cie de Literie Provinciale Ltée — Provincial Bedding Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at 11110 Vineuse Street, Rivière-des-Prairies, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50777 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12048-59)

Cine Art Film Distributing Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a égé accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux avril 1959, constituant en corporation: Charles Wolfson, avocat et conseil en loi de la Reine, Richard Boucher, courtier en immeubles, et Alva Phyllis Boyd sténographe, fille majeure, tous de Montréal, pour les gjets suivants:

Acquérir, produire, réaliser, vendre, louer mettre sur le marché ou disposer, de vues animées, films, images, pièces films dramatiques, scénarios, aucun et tous droits et intérêts en iceux ou en ce qui les concerne et tous autres articles y connexes ou incidents, sous le nom de "Cine Art Film Distributing Co. Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777 P. FRENETTE.

(A.G. 12048-59)

Cine Art Film Distributing Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of April, 1959, incorporating: Charles Wolfson, advocate and Queen's Counsel, Richard Boucher, Real Estate Broker, and Alva Phyllis Boyd, stenographer, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To acquire, produce, create, sell, lease, market or dispose of motion pictures, films, pictures, plays, photoplays, scripts, and any and all rights and interest therein or in regard thereto and all other articles connected therewith or incidental thereto, under the name of "Cine Art Film Distributing Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial distirct of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50777-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11918-59)

Contrecœur Realties Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier avril 1959, constituant en corporation: Samuel David Rudenko, conseil en loi de la Reine, Clarence Reuben Gross, tous deux avocats, et Sarah Miller, sténographe, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de "Contrecoeur Realties Ltd.", avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777 P. FRENETTE.

(A.G. 11918-59)

Contrecœur Realties Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of April, 1959, incorporating: Samuel David Rudenko, Queen's Counsel, Clarence Reuben Gross, both advocates, and Sarah Miller, stenographer, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under the name of "Contrecoeur Realties Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50777-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11726-59)

Corporation de l'Institut de Cardiologie de Montréal

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

(A.G. 11726-59)

Corporation de l'Institut de Cardiologie de Montréal

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept avril 1959, constituant en corporation sans capital-actions: Émé. Lacroix, de Ville Mont-Royal, Jacques Viau, de Lachine, tous deux conseils en loi de la Reine, et Armand Poupart, fils, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Poursuivre et continuer les activités de l'Institut de Cardiologie de Montréal, sous le nom de "Corporation de l'Institut de Cardiologie de Montréal".

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $250,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777-o P. FRENETTE.

(P.G. 11307-59)

Crédit Nova Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf avril 1959, constituant en corporation: Paul-Émile Bélanger, courtier, O'Brien Allard, notaire, J. Walter Matteau, J. Emery Lavergne et Laurent Doyon, commerçants, tous de Shawinigan, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de finance, sous le nom de "Crédit Nova Inc.", avec un capital total de $225,000, divisé en 550 actions classe "A" de $100 chacune, 450 actions classe "B" de $100 chacune et en 1,250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Shawinigan, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777-o P. FRENETTE.

(P.G. 14797-58)

Cresswell Realty Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize mars 1959, constituant en corporation: Philip Levenson, Saul Levenson et Myer Levenson, tous fabricants, de Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et terrains et une agence d'immeubles, et agir comme courtiers et évaluateurs en immeubles, sous le nom de "Cresswell Realty Co.", avec un capital total de $50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 4,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize mars 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777 P. FRENETTE.

(P.G. 11924-59)

Crystal Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of April, 1959, to incorporate as a corporation without share capital: Émé. Lacroix, of the Town of Mount Royal, Jacques Viau, of Lachine, both Queen's Counsel and Armand Poupart, junior, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To carry on and further the activities of the "Institut de Cardiologie de Montréal", under the name of "Corporation de l'Institut de Cardiologie de Montréal".

The amount to which the annual revenue issuing from the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $250,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50777 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11307-59)

Crédit Nova Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of April, 1959, incorporating: Paul-Émile Bélanger, broker, O'Brien Allard, notary, J. Walter Matteau, J. Emery Lavergne and Laurent Doyon, dealers, all of Shawinigan, for the following purposes:

To carry on business as a finance company, under the name of "Crédit Nova Inc.", with a total capital stock of $225,000, divided into 550 shares class "A" of $100 each, 450 shares class "B" of $100 each and 1,250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Shawinigan, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50777 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14797-58)

Cresswell Realty Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of March, 1959, incorporating: Philip Levenson, Saul Levenson and Myer Levenson, all manufacturers, of Saint-Laurent, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and land company and a real estate agency, and to act as real estate brokers and valuators, under the name of "Cresswell Realty Co.", with a total capital stock of $50,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 4,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of March, 1959.

P. FRENETTE,
50777-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11924-59)

Crystal Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier avril 1959, constituant en corporation: Manuel Sachs, comptable agréé, Allan Colton, fabricant et Abe Arick, agent d'immeubles, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une corporation de portefeuille et de placements, sous le nom de "Crystal Investment Corp.", avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

50777 P. FRENETTE.

(P.G. 11398-59)

Custom Development Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux avril 1959, constituant en corporation: Louis Orenstein, avocat, Alan Golden, gérant, tous deux d'Outremont, Jason Ruby, avocat, de Montréal, et Huguette St-Marseille, secrétaire, de l'Ile Perrot, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et développement, sous le nom de "Custom Development Ltd.", avec un capital total de $20,000, divisé en 50 actions ordinaires de $100 chacune et 150 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

50777 P. FRENETTE.

(P.G. 10674-59)

Deacon Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept avril 1959, constituant en corporation: George W. Deacon, Harold Deacon et George Deacon, fils, tous marchands, de Lachute, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de "Deacon Enterprises Ltd.", avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 450 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lachute, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le sept avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

50777 P. FRENETTE.

(P.G. 12206-59)

Delano Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf avril 1959, constituant en corporation: Seymour Machlovitch, Morris Chaikelson, avo-

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of April, 1959, incorporating: Manuel Sachs, chartered accountant, Allan Colton, manufacturer, and Abe Arick, realtor, all of Montreal, for the following purposes:

To act as a holding and investment corporation, under the name of "Crystal Investment Corp.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of April, 1959.

P. FRENETTE,

50777-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11398-59)

Custom Development Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of April, 1959, incorporating: Louis Orenstein, advocate, Alan Golden, manager, both of Outremont, Jason Ruby, advocate, of Montreal, and Huguette St-Marseille, secretary, of Ile Perrot, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and development company, under the name of "Custom Development Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 50 common shares of $100 each and 150 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of April, 1959.

P. FRENETTE,

50777-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10674-59)

Deacon Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of April, 1959, incorporating: George W. Deacon, Harold Deacon and George Deacon, jr., all merchants, of Lachute, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under the name of "Deacon Enterprises Ltd.", with a total capital stock of $50,000, divided into 500 common shares of a par value of $10 each and 450 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Lachute, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of April, 1959.

P. FRENETTE,

50777-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12206-59)

Delano Development Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of April, 1959, incorporating: Seymour Machlovitch, Morris Chaikelson, advocates, and Gisèle

cats, et Gisèle LeBlanc, secrétaire, épouse séparée de biens de Marcel LeBlanc, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et développement, sous le nom de "Delano Development Corp.", avec un capital total de $5,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 9720 rue Jeanne Mance, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777 P. FRENETTE.

(P.G. 11327-59)

Descarries, Vinet and Company, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux avril 1959, constituant en corporation: Jean L'Écuyer, commis, Denise Chéné, secrétaire, tous deux de Montréal, et Marguerite Normandin, comptable, d'Outremont, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Descarries, Vinet and Company, Limited", avec un capital total de $120,000, divisé en 4,000 actions d'une valeur au pair de $5 chacune et 1,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777 P. FRENETTE.

(P.G. 12322-59)

Edgar Duval Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt avril 1959, constituant en corporation: Pierre Marchand, comptable, de Champlain, Edgar Duval, constructeur, et Aline-L. Duval, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Edgar Duval, tous deux des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Edgar Duval Inc.", avec un capital total de $75,000, divisé en 250 actions communes de $100 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 564, rue Bonaventure, Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777-o P. FRENETTE.

(P.G. 12256-59)

E. J. Kirwan Cartage Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept avril 1959, constituant en corporation: Jacqueline Laurendeau, secrétaire, fille

LeBlanc, secretary, wife separate as to property of Marcel LeBlanc, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and development company, under the name of "Delano Development Corp.", with a total capital stock of $5,000, divided into 5,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at 9720 Jeanne Mance Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50777-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11327-59)

Descarries, Vinet and Company, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of April, 1959, incorporating: Jean L'Écuyer, clerk, Denise Chéné, secretary, both of Montreal, and Marguerite Normandin, accountant, of Outremont, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Descarries, Vinet and Company, Limited", with a total capital stock of $120,000, divided into 4,000 shares of a par value of $5 each and 1,000 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50777-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12322-59)

Edgar Duval Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of April 1959, incorporating: Pierre Marchand, accountant, of Champlain, Edgar Duval, builder, and Aline-L. Duval, housewife, wife contractually separate as to property of the said Edgar Duval, both of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on the business of builders and general building contractors, under the name of "Edgar Duval Inc.", with a total capital stock of $75,000, divided into 250 common shares of $100 each and 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 564 Bonaventure Street, Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of April 1959.

P. FRENETTE,
50777 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12256-59)

E. J. Kirwan Cartage Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of April, 1959, incorporating: Jacqueline Laurendeau, secretary, spinster, of Montreal, Jean-

majeure, de Montréal, Jean-Paul Bergeron, de Montréal-Ouest, et Marcel Landry, de Belœil, tous deux avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de transport et d'emmagasinage sous toutes ses formes et dans toutes ses branches, sous le nom de "E. J. Kirwan Cartage Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 150 actions communes de $100 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 8037, Côte St-Luc, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777-o P. FRENETTE.

(P.G. 11349-59)

Elizabeth Realty Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux avril 1959, constituant en corporation: Arthur Garmaise, avocat, John McDougall, secrétaire, et Dorothy Bickerstaff, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants

Exercer le commerce d'une compagnie de terrains, développement, construction et placements, sous le nom de "Elizabeth Realty Ltd.", avec un capital total de $10,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux avril 1959.

L'Assistant-procureurg énéral suppléant,
50777 P. FRENETTE.

(P.G. 11963-59)

Elm Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois avril 1959, constituant en corporation: Julius Briskin, Leonard Liverman et Arthur Yanofsky, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux et constructeurs et celui d'une compagnie de placements, sous le nom de "Elm Investment Corp.", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777 P. FRENETTE.

(P.G. 12392-59)

Fer Ornemental Windsor Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois avril 1959, constituant en corporation: Félix Bourget, industriel, Hugue Farquhar, commerçant, et Laura Landreville, secrétaire, fille majeure, tous de Windsor-Mills, pour les objets suivants:

Paul Bergeron, of Montreal-West, and Marcel Landry, of Belœil, both advocates, for the following purposes:

To operate a transportation and storage business in all its forms and in all its branches, under the name of "E. J. Kirwan Cartage Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 150 common shares of $100 each, and into 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 8037 Côte St-Luc, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50777 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11349-59)

Elizabeth Realty Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of April, 1959, incorporating: Arthur Garmaise, advocate, John McDougall, secretary, and Dorothy Bickerstaff, secretary, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, development, construction and investment company, under the name of "Elizabeth Realty Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 10,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50777-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11963-59)

Elm Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of April, 1959, incorporating: Julius Briskin, Leonard Liverman and Arthur Yanofsky, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors and builders and the business of an investment company, under the name of "Elm Investment Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50777-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12392-59)

Fer Ornemental Windsor Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of April, 1959, incorporating: Félix Bourget, industrialist, Hugue Farquhar, dealer, and Laura Landreville, secretary, fille majeure, all of Windsor-Mills, for the following purposes:

Industrie et commerce d'articles fabriqués en tout ou en partie de métal, sous le nom de "Fer Ornemental Windsor Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions d'une valeur au pair de $40 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Windsor-Mills, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777-o P. FRENETTE.

Carry on the business of and deal in articles manufactured wholly or partly with metal, under the name of "Fer Ornemental Windsor Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 shares of a par value of $40 each.

The head office of the company will be at Windsor-Mills, judicial district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50777 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10991-59)

Gaudreault Plastering Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre avril 1959, constituant en corporation: Camille-L. Bergeron, René Bédard, tous deux avocats, et Simone Séguin, secrétaire, célibataire majeure, tous de Rouyn, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en décorations intérieures et extérieures et exercer le commerce des matériaux nécessaires à ces fins, sous le nom de "Gaudreault Plastering Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 350 actions communes de $100 chacune et en 500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Evain, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777-o P. FRENETTE.

(A.G. 10991-59)

Gaudreault Plastering Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of April, 1959, incorporating: Camille-L. Bergeron, René Bédard, both advocates, and Simone Séguin, secretary, spinster of full age, all of Rouyn, for the following purposes:

To carry on business as contractors in interior and exterior decorations and to carry on a business dealing in materials required for these purposes under the name of "Gaudreault Plastering Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 350 common shares of $100 each and into 500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Evain, judicial district of Rouyn-Noranda.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50777 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12118-59)

Gavex Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze avril 1959, constituant en corporation: Samuel David Rudenko, conseil en loi de la Reine, Rollin Gallay, tous deux avocats, et Sarah Miller, sténographe, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de "Gavex Corp.", avec un capital total de $1,500, divisé en 1,500 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777 P. FRENETTE.

(A.G. 12118-59)

Gavex Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April 1959, incorporating: Samuel David Rudenko, Queen's Counsel, Rollin Gallay, both advocates, and Sarah Miller, stenographer, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of real estate company, under the name of "Gavex Corp.", with a total capital stock of $1,500, divided into 1,500 shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50777-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12390-59)

Girouard Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois avril 1959, constituant en corporation: Claude Delcourt, assureur, de Belœil, Maurice Girouard, surintendant en construction, et Alfred L'Abbé, machiniste, de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de "Girouard Construction Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

(A.G. 12390-59)

Girouard Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of April 1959, incorporating: Claude Delcourt, underwriter, of Belœil, Maurice Girouard, construction superintendent, and Alfred L'Abbé, machinist, of Montreal, for the following purposes:

The real estate and construction business, under the name of "Girouard Construction Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie sera 4542, rue Messier, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777-o P. FRENETTE.

(P.G. 12394-59)

G. R. Lecompte Construction Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois avril 1959, constituant en corporation: Germain Goyer, comptable, Raymond Lecompte, entrepreneur, et Rita Larivière Lecompte, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Raymond Lecompte, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous de Salaberry-de-Valleyfield, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "G. R. Lecompte Construction Ltée", avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Salaberry-de-Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777-o P. FRENETTE.

(P.G. 12150-59)

G. & W. Realties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze avril 1959, constituant en corporation: Philip Wiener, gérant, Harry A. Gillman, agent d'immeubles, et Rose Markis, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, et construction, sous le nom de "G. & W. Realties Inc.", avec un capital total de $10,000, divisé en 1,200 actions ordinaires de $1 chacune et 8,800 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777 P. FRENETTE.

(P.G. 12260-59)

Hallé Service Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize avril 1959, constituant en corporation: Henri Beaupré, avocat, Jean-Paul Beaupré, inspecteur, tous deux de Québec, et Adolphe Hallé, commerçant, de Rivière-Portneuf, pour pour les objets suivants:

Exercer le commerce de garagiste, sous le nom de "Hallé Service Inc.", ave cun capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

The head office of the company will be at 4542 Messier Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of April 1959.

P. FRENETTE,
50777 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12394-59)

G. R. Lecompte Construction Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of April, 1959, incorporating: Germain Goyer, accountant, Raymond Lecompte, contractor, and Rita Larivière Lecompte, housewife, wife contractually separate as to property of the said Raymond Lecompte, and duly authorized by him for the purposes therein, all of Salaberry-de-Valleyfield, for the following purposes:

To carry on the business of builders and general building contractors, under the name of "G. R. Lecompte Construction Ltée", with a total capital stock of $50,000, divided into 500 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Salaberry-de-Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50777 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12150-59)

G. & W. Realties Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of April, 1959, incorporating: Philip Wiener, manager, Harry A. Gillman, realtor, and Rose Markis, secretary, fille majeure, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "G. & W. Realties Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,200 common shares of $1 each and 8,800 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50777-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12260-59)

Hallé Service Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of April, 1959, incorporating: Henri Beaupré, advocate, Jean-Paul Beaupré, inspecter, both of Quebec, and Adolphe Hallé, tradesman, of Rivière-Portneuf, for the following purposes:

To carry on the business of garage-keeper, under the name of "Hallé Service Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Hauterive, comté de Saguenay, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le seize avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777-o P. FRENETTE.

The head office of the company will be at Hauterive, county of Saguenay, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50777 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11171-59)

Hôtel Cartierville Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit avril 1959, constituant en corporation: Gaston Gagnon, hôtelier, Mme Marthe Cournoyer, ménagère, épouse séparée de biens dudit Gaston Gagnon, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Maurice Lavallée, secrétaire, tous de Joliette, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'hôtelier, sous le nom de "Hôtel Cartierville Limitée", avec un capital total de $200,000, divisé en 1,000 actions communes de $100 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777-o P. FRENETTE.

(A.G. 11171-59)

Hôtel Cartierville Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the eighth day of April 1959, incorporating: Gaston Gagnon, hotel-keeper, Mrs. Marthe Cournoyer, housewife, wife separate as to property of the said Gaston Gagnon, and duly authorized by him for the purposes therein, and Maurice Lavallée, secretary, all of Joliette, for the following purposes:

To carry on the business of hotel-keeper, under the name of "Hôtel Cartierville Limitée", with a total capital stock of $200,000, divided into 1,000 common shares of $100 each and 1,000 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of April 1959.

P. FRENETTE,
50777 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11754-59)

H. P. Tremblay Construction Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze avril 1959, constituant en corporation: René Boudreault, avocat, Andrée Boudreault et Denise Racine, secrétaires, tous de Jonquière, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "H. P. Tremblay Construction Ltée", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Normandin, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777-o P. FRENETTE.

(A.G. 11754-59)

H. P. Tremblay Construction Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of April 1959, incorporating: René Boudreault, advocate, Andrée Boudreault and Denise Racine, secretaries, all of Jonquière, for the following purposes:

To carry on the business of builders and general building contractors, under the name of "H. P. Tremblay Construction Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Normandin, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50777 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11168-59)

Hudson Water Works Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois avril 1959, constituant en corporation: Marcel Lajeunesse, avocat, de Westmount, Jean-Paul Cardinal, conseil en loi de la Reine, Jacques-P. Dansereau, tous deux avocats, Marie-Claire Clément, secrétaire, fille majeure, tous trois de Montréal et Jean-T. Vien, avocat, de Préville, pour les objets suivants:

Faire, bâtir, construire, ériger, établir, entretenir et exploiter des réservoirs, aqueduct, citernes, barrages, canaux, tunnels, ponceaux, dalles, conduits, conduites principales d'eau et autres tuyaux et fournitures, et exécuter et faire tous autres travaux et choses nécessaires ou

(A.G. 11168-59)

Hudson Water Works Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of April, 1959, incorporating: Marcel Lajeunesse, advocate, of Westmount, Jean-Paul Cardinal, Queen's Counsel, Jacques-P. Dansereau, both advocates, Marie-Claire Clément, secretary, spinster of the full age of majority, all three of Montreal, and Jean-T. Vien, advocate, of Préville, for the following purposes:

To make, build, construct, erect, lay down, maintain and operate reservoirs, water works, cisterns, dams, canals, tunnels, culverts, flumes, conduit, main and other pipes and appliances, and to execute and do all other works and things necessary or convenient for obtaining, storing,

opportuns dans le but d'obtenir, emmagasiner, vendre, livrer, mesurer et distribuer de l'eau, sous le nom de "Hudson Water Works Ltd.", avec un capital-actions divisé en 100 actions sans valeur nominale ou au pair et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de $500.

Le siège social de la compagnie sera à Hudson, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777 P. FRENETTE.

selling, delivering, measuring and distributing water, under the name of "Hudson Water Works Ltd.", with a capital stock divided into 100 shares without nominal or par value, and the amount with which the company will commence its operations will be $500.

The head office of the company will be at Hudson, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50777-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11342-59)

Immeubles Belnor Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six mars 1959, constituant en corporation: Herman Lindy, vendeur, Joseph H. Freedman, avocat, et Mme D. Olivier, veuve, secrétaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et exploiter une compagnie de construction générale et d'immeubles, sous le nom de "Immeubles Belnor Ltée", avec un capital total de $39,000, divisé en 9,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six mars 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777 P. FRENETTE.

(A.G. 11342-59)

Immeubles Belnor Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of March, 1959, incorporating: Herman Lindy, salesman, Joseph H. Freedman, advocate, and Mrs. D. Oliver, widow, secretary, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of and to operate as a general construction and real estate company, under the name of "Immeubles Belnor Ltée", with a total capital stock of $39,000, divided into 9,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of March, 1959.

P. FRENETTE,
50777-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10612-59)

Industrial Refuse Disposal Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre avril 1959, constituant en corporation: André Valiquette, de Montréal, J.-Jacques Beauchemin, d'Outremont, tous deux avocats, et Madeleine Riel, secrétaire, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de l'enlèvement des vidanges, sous le nom de "Industrial Refuse Disposal Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5452, rue Sherbrooke, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777-o P. FRENETTE.

(A.G. 10612-59)

Industrial Refuse Disposal Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of April 1959, incorporating: André Valiquette, of Montreal, J.-Jacques Beauchemin, of Outremont, both advocates, and Madeleine Riel, secretary, fille majeure, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of removing garbage, under the name of "Industrial Refuse Disposal Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 shares of $1 each.

The head office of the company will be at 5452 Sherbrooke Street, west, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of April 1959.

P. FRENETTE,
50777 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10131-59)

Institut Côté Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois avril 1959, constituant en corporation: Jean-Jacques Côté, du Lac Quenouille, St-Faustin, comté de Terrebonne, Jean-Chs. Archambault, et Joseph-Raymond Goyette, de Montréal, tous instructeurs de culture physique, pour les objets suivants:

Établir, dans la province de Québec, un institut de culture humaine, tant au point de vue

(A.G. 10131-59)

Institut Côté Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of April, 1959, incorporating: Jean-Jacques Côté, of Lac Quenouille, St-Faustin, county of Terrebonne, Jean-Chs. Archambault and Joseph-Raymond Goyette, of Montreal, all physical culture instructors, for the following purposes:

To establish, in the Province of Quebec, an institute of human culture as much from a

physique que psychique, pour le développement de la personnalité; organiser des studios à cet effet, des centres de vacances, centres de convalescence et repos, centres artistiques et athlétiques et faire en général tous actes se rapportant à l'exploitation d'un tel institut et à celle du commerce d'hôtellerie en général, sous le nom de "Institut Côté Inc.", avec un capital total de $100,000, divisé en 900 actions communes de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au Lac Quenouille, Saint-Faustin, comté de Terrebonne, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777-o P. FRENETTE.

physical point of view as well as psychic, for the development of personality; to organize studios to this effect, vacation centers, rest and convalescent centers, artistic and athletic centers, and to generally carry on any acts pertaining to the operation of such an institute and to that of the hotsl business in general, under tne name of "Institut Côté Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 900 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $50 each.

The head office of the company will be at Lac Quenouille, Saint-Faustin, county of Terrebonne, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50777 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12382-59)

International Land Promoter Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux avril 1959, constituant en corporation: Jacques Lalonde, avocat, Lise Parant et Denyse Moreau, secrétaires, filles majeures usant de leur droits, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de "International Land Promoter Ltd.", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777-o P. FRENETTE.

(A.G. 12382-59)

International Land Promoter Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of April, 1959, incorporating: Jacques Lalonde, advocate, Lise Parant, and Denyse Moreau, secretaries, spinsters in full use of their rights, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of real estate, under the name of "International Land Promoter Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50777 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10439-59)

Interprovincial Development Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois avril 1959, constituant en corporation: William Patrick Keating, avocat, de ville Mont-Royal, James Edward Droby, avocat, et Ethel Bernice MacDonald, secrétaire, célibataire, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et développement, sous le nom de "Interprovincial Development Co. Ltd.", avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 152 est, rue Notre-Dame Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777 P. FRENETTE.

(A.G. 10439-59)

Interprovincial Development Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of April, 1959, incorporating: William Patrick Keating, advocate, of the town of Mount Royal, James Edward Drody, advocate, and Ethel Bernice MacDonald, secretary, spinster, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and development company, under the name of "Interprovincial Development Co. Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at 152 Notre-Dame Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50777-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11151-59)

Iyar Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du sept avril 1959, constituant en corporation: Icko Hertz, imprimeur, Elka Szlagbaum Edel-

(A.G. 11151-59)

Iyar Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of April, 1959, incorporating: Icko Hertz, printer, Elka Szlagbaum Edelstein, housewife,

stein, ménagère, épouse séparée de biens de Joseph Edelstein, et Moszek Rosenfeld, charpentier, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et développement, sous le nom de "Iyar Investment Corp.", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777 P. FRENETTE.

(P.G. 11411-59)

Jas Realty Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize mars 1959, constituant en corporation: Murray Lapin, de la ville de Hampstead, Alan B. Gold et Morris M. Weiner, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de terrains, amélioration, construction et placements sous le nom de "Jas Realty Corp.", avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à chambre 312, 1449 rue St-Alexandre, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize mars 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777 P. FRENETTE.

(P.G. 11770-59)

J. B. A. Lachance Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept avril 1959, constituant en corporation: Wilbrod Bhérer, conseil en loi de la Reine, Georges Côté, tous deux avocats, et Wilfrid Turcotte, comptable, tous de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce ou l'industrie d'entrepreneur en plomberie, chauffage, ventilation, électricité, réfrigération, isolation et couvertures, sous le nom de "J. B. A. Lachance Inc.", avec un capital total de $60,000, divisé en 3,500 actions privilégiées de $10 chacune et en 2,500 actions communes de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777-o P. FRENETTE.

(P.G. 10708-59)

J. L. Courtemanche Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix avril 1959, constituant en corporation: Joseph-Laurent Courtemanche, entrepreneur, De-

wife separate as to property of Joseph Edelstein, and Moszek Rosenfeld, carpenter, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and development company, under the name of "Iyar Investment Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50777-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11411-59)

Jas Realty Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of March 1959, incorporating: Murray Lapin, of the town of Hampstead, Alan B. Gold and Morris M. Weiner, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a land, improvement, construction and investment company, under the name of "Jas Realty Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of a par value of $10 each and 3,500 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at room 312, 1449 St. Alexander Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of March, 1959.

P. FRENETTE,
50777-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11770-59)

J. B. A. Lachance Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of April 1959, incorporating: Wilbrod Bhérer, Queen's Counsel, Georges Côté, both advocates, and Wilfrid Turcotte, accountant, all of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business or industry of plumbing, heating, ventilating, electrical, cooling, insulating and roofing contractors, under the name of "J. B. A. Lachance Inc.", with a total capital stock of $60,000, divided into 3,500 preferred shares of $10 each and 2,500 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of April 1959.

P. FRENETTE,
50777 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10708-59)

J. L. Courtemanche Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of April, 1959, incorporating: Joseph-Laurent Courtemanche, contractor, Denise Racine and

nise Racine et Andrée Boudreault, secrétaires, tous de Jonquière, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "J. L. Courtemanche Inc.", avec un capital total de $100,000, divisé en 400 actions communes de $100 chacune et en 600 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 576, rue Père Lalemand, Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le dix avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777-o P. FRENETTE.

Andrée Boudreault, secretaries, all of Jonquière, for the following purposes:

To carry on the business of builders and general building contractors, under the name of "J. L. Courtemanche Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 400 common shares of $100 each and 600 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 576, Père Lalemand Street, Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50777 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10209-59)

J. R. Construction Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre avril 1959, constituant en corporation: Jacques Robert, entrepreneur en construction, de St-Jean, Maurice-J. Demers, avocat, et Estelle Chaput, secrétaire, célibataire, tous deux d'Iberville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "J. R. Construction Incorporée", avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair ou nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777-o P. FRENETTE.

(A.G. 10209-59)

J. R. Construction Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of April, 1959, incorporating: Jacques Robert, building contractor, of St. Johns, Maurice-J. Demers, advocate, and Estelle Chaput, secretary, spinster, both of Iberville, for the following purposes:

To carry on the business of builders and general building contractors, under the name of "J. R. Construction Incorporée", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 common shares of a nominal or par value of $100 each.

The head office of the company will be at Saint Johns, judicial district of Iberville.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50777 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11172-59)

Labelle Land Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un avril 1959, constituant en corporation: Léon Bissonnet, de Montréal, Bernard Lasnier, de St-Lambert, tous deux avocats, et Rémi Labelle, courtier, de St-Laurent, pour les objets suivants:

Commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de "Labelle Land Investment Corporation", avec un capital total de $20,000, divisé en 199 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune et en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777-o P. FRENETTE.

(A.G. 11172-59)

Labelle Land Investment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of April 1959, incorporating: Léon Bissonnet, of Montreal, Bernard Lasnier, of St. Lambert, both advocate, and Rémi Labelle, broker, of St. Laurent, for the following purposes:

To deal in real estate and construction work, under the name of "Labelle Land Investment Corporation", with a total capital stock of $20,000, divided into 199 preferred shares of a par value of $100 each, and 100 common shares of a par value of $1 each.

The head office of the ompany will be at Saint Laurent, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50777 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11174-59)

Labelle Rémi & Associés Inc.
Labelle Rémi & Associates Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un avril 1959, constituant en corporation: Rémi Labelle, courtier, de St-Laurent,

(A.G. 11174-59)

Labelle Rémi & Associés Inc.
Labelle Rémi & Associates Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of April, 1959, incorporating: Rémi Labelle, broker, of St-Laurent, Léon Bissonnet,

Léon Bissonnet, avocat, Thérèse Rousseau, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, Bernard Lasnier, avocat, et Micheline Robichaud, secrétaire, fille majeure, tous deux de St-Lambert, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de "Labelle Rémi & Associés Inc. — Labelle Rémi & Associates Inc.", avec un capital total de $100,000, divisé en 990 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune et en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777-o P. FRENETTE.

advocate, Thérèse Rousseau, secretary, spinster, both of Montreal, Bernard Lasnier, advocate, and Micheline Robichaud, secretary, spinster, both of St-Lambert, for the following purposes:

To carry on the operations of a holding company under the name of "Labelle Rémi & Associés Inc. — Labelle Rémi & Associates Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 990 preferred shares of a par value of $100 each and into 100 common shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50777 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12155-59)

La Cie de Placements Valla Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf avril 1959, constituant en corporation: Roger Allaire, comptable agréé, Léo Beaulieu, industriel, et Maurice Giard, entrepreneur, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "La Cie de Placements Valla Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 50 actions communes de $100 chacune et en 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 10, rue St-Jacques, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777-o P. FRENETTE.

(A.G. 12155-59)

La Cie de Placements Valla Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of April, 1959, incorporating: Roger Allaire, chartered accountant, Léo Beaulieu, industrialist, and Maurice Giard, contractor, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the busines of an investment company, under the name of "La Cie de Placements Valla Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 50 common shares of $100 each and 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 10 St. James Street, West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50777 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12061-59)

La Compagnie Cormier & Gaudet Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente avril 1959, constituant en corporation: Jean Cormier, marchand, Jérôme Cormier, cultivateur, et Bruno Gaudet, ouvrier, tous de Ste-Gertrude, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de fabricants de cercueils, portes, fenêtres, et meubles de toutes sortes, sous le nom de "La Compagnie Cormier & Gaudet Limitée", avec un capital total de $100,000, divisé en 800 actions communes de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Gertrude, comté de Nicolet, district judiciaire de Nicolet.

Daté du bureau du Procureur général, le trente avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777-o P. FRENETTE.

(A.G. 12061-59)

La Compagnie Cormier & Gaudet Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of April, 1959, incorporating: Jean Cormier, merchant, Jérôme Cormier, farmer, and Bruno Gaudet, labourer, all of Ste. Gertrude, for the following purposes:

Carry on the business of manufacturers of caskets, doors, sashes, and furniture of all kinds, under the name of "La Compagnie Cormier & Gaudet Limitée", with a total capital stock of $100,000, divided into 800 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Sainte Gertrude, county of Nicolet, judicial district of Nicolet.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50777 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13868-58)

La Ligue des Propriétaires de Desbiens

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze avril 1959, constituant en corporation sans capital-actions: Arthur Doucet, entre-

(A.G. 13868-58)

La Ligue des Propriétaires de Desbiens

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1959, to incorporate as a corporation without share capital: Arthur

preneur, Trefflé Côté, marchand de meubles, et Ls.-Maurice Côté, contremaître, tous de Desbiens pour les objets suivants:

Grouper en association, dans le but de promouvoir leurs intérêts, les propriétaires de résidences à Desbiens et dans les environs, sous le nom de "La Ligue des Propriétaires de Desbiens".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $10,000.

Le siège social de la corporation sera à Desbiens, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777-o P. FRENETTE.

(P.G. 11159-59)

L'Association des Citoyens de Tracy Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize avril 1959, constituant en corporation sans capital-actions: Roland Séguin, surintendant, Wilfrid Leclerc, machiniste, tous deux de Tracy, et Henri Desalliers, gérant, de St-Joseph-de-Sorel, pour les objets suivants:

Grouper en association, en vue de leurs intérêts, les propriétaires et autres contribuables de la ville de Tracy, sous le nom de "L'Association des Citoyens de Tracy Inc.".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $25,000.

Le siège social de la corporation sera à Tracy, district judiciaire de Richelieu.

Daté du bureau du Procureur général, le seize avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777-o P. FRENETTE.

(P.G. 12478-59)

L'Association des Distributeurs de Gaz Propane de la Province de Québec Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq mai 1959, constituant en corporation sans capital-actions: Leslie Gardos, gérant, de Lachine, Victor Landry, des Trois-Rivières, Henri-C. Panet, de Jacques-Cartier, William Carrière, de Valleyfield, Benoît Vallée, de St-Romuald d'Etchemin, Gustave Felteau, Urbain Boutin, tous deux de Sherbrooke, Gérard Green, de St-Jean, et Maurice Blanchard, de St-Vincent-de-Paul, tous huit distributeurs, pour les objets suivants:

Étudier, promouvoir, protéger et développer de toutes manières les intérêts économiques, sociaux et professionnels des marchands et distributeurs de gaz propane, sous le nom de "L'Association des Distributeurs de Gaz Propane de la Province de Québec Inc.".

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Vincent-de-Paul, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777-o P. FRENETTE.

Doucet, contractor, Trefflé Côté, furniture merchant, and Ls.-Maurice Côté, foreman, all of Desbiens, for the following purposes:

To group into an association for the purpose of promoting their interests, residence owners at Desbiens and thereabouts, under the name of "La Ligue des Propriétaires de Desbiens".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $10,000.

The head office of the corporation will be at Desbiens, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50777 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11159-59)

L'Association des Citoyens de Tracy Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of April 1959, to incorporate as a corporation without share capital: Roland Séguin, superintendent, Wilfrid Leclerc, machinist, both of Tracy, and Henri Desalliers, manager, of St. Joseph-de-Sorel, for the following purposes:

To group into an association, in view of their interests, the proprietors and other ratepayers of the town of Tracy, under the name of "L'Association des Citoyens de Tracy Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $25,000.

The head office of the corporation will be at Tracy, judicial district of Richelieu.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of April 1959.

P. FRENETTE,
50777 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12478-59)

L'Association des Distributeurs de Gaz Propane de la Province de Québec Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the May fifth, 1959, to incorporate as a corporation without share capital: Leslie Gardos, manager, of Lachine, Victor Landry, of Trois-Rivières, Henri-C. Panet, of Jacques-Cartier, William Carrière, of Valleyfield, Benoît Vallée, of St-Romuald d'Etchemin, Gustave Felteau, Urbain Boutin, both of Sherbrooke, Gérard Green, of St-John, and Maurice Blanchard, of St-Vincent-de-Paul, all eight distributors, for the following purposes:

To study, promote, protect and develop in every way the economical, social and professional interests of merchants and distributors of propane gas under the name of "L'Association des Distributeurs de Gaz Propane de la Province de Québec Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Saint-Vincent-de-Paul, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
50777 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12112-59)

Leacraft Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze avril 1959, constituant en corporation: Samuel David Rudenko, conseil en loi de la Reine, Rollin Gallay, tous deux avocats, et Sarah Miller, sténographe, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de "Leacraft Corp.", avec un capital total de $1,500, divisé en 1,500 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777 P. FRENETTE.

(A.G. 12112-59)

Leacraft Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1959, incorporating: Samuel David Rudenko, Queen's Counsel, Rollin Gallay, both advocates, and Sarah Miller, stenographer spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under the name of "Leacraft Corp.", with a total capital stock of $1,500, divided into 1,500 shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50777-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12378-59)

L E A F Rotang Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois avril 1959, constituant en corporation: Jean-Eugène Tardif, Pierre Tardif, tous deux de St-Méthode, et Antonius M. Oosterbaan, de Cowansville, tous industriels, pour les objets suivants:

Exercer le commerce du bois et de tous les produits du bois, sous le nom de "L E A F Rotang Limitée", avec un capital total de $100,000, divisé en 1,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $50 chacune et en 500 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Méthode, comté de Frontenac, district judiciaire de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777-o P. FRENETTE.

(A.G. 12378-59)

L E A F Rotang Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of April, 1959, incorporating: Jean-Eugène Tardif, Pierre Tardif, both of St. Méthode, and Antonius M. Oosterbaan, of Cowansville, all industrialists, for the following purposes:

To deal in lumber and all the products thereof, under the name of "L E A F Rotang Limitée", with a total capital of $100,000, divided into 1,500 common shares of a par value of $50 each and 500 preferred shares of $50 each.

The head office of the company will be at Staint Méthode, county of Frontenac, judicial district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50777 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10621-59)

Le Club Bonaventure Inc.
Bonaventure Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois mars 1959, constituant en corporation: Réginald J. P. Dawson, comptable agréé, de Ville Mont-Royal, John H. Sullivan, courtier, Peter Kerrigan, administrateur, tous deux de Westmount, Philippe Gélinas, avocat, d'Outremont, Egan Chambers, courtier d'assurances, Hyman Brock, Denis Jotcham, Paul Langlais, administrateurs, Jacques C. McNicoll, courtier, J.-Claude Nolin, avocat, Jean Jodoin, administrateur, tous les sept de Montréal, et Gerald Sullivan, avocat, de Pointe Claire, pour les objets suivants:

Exercer les activités d'un club social privé dont les avantages seront offerts a ses membres et actionnaires, et sujet à la constitution, règles et règlements devant être décrétés, la pratique de jeux de hasard de toute nature étant interdite et prohibée, sous le nom de "Le Club Bonaventure Inc.— Bonaventure Club Inc.", avec un capital total de $500,000, diviséé n 1,000 actions ordi-

(A.G. 10621-59)

Le Club Bonaventure Inc.
Bonaventure Club Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of March, 1959, incorporating: Reginald J. P. Dawson, chartered accountant, of the town of Mount Royal, John H. Sullivan, broker, Peter Kerrigan, executive, both of Westmount, Philippe Gélinas, advocate, of Outremont, Egan Chambers, insurance broker, Hyman Brock, Denis Jotcham, Paul Langlais, executives, Jacques C. McNicoll, broker, J.-Claude Nolin, advodate, Jean Jodoin, executive, all seven of Montreal, and Gerald Sullivan, advocate, of Pointe Claire, for the following purposes:

To carry on the business of a private social club whose facilities shall be offered to its shareholders and members, and subject to the constitution, rules and regulations to be enacted, the gambling practices of any nature being excluded and prohibited, under the name of "Le Club Bonaventure Inc.— Bonaventure Club Inc.", with a total capital stock of $500,000, divided

naires d'une valeur au pair de $100 chacune et 4,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois mars 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777 P. FRENETTE.

(P.G. 11021-59)

Le Gymnase du Centre Sportif de Port-Alfred, Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois avril 1959, constituant en corporation sans capital-actions: Alain Simard, commis de magasin, Jacques Legendre, papetier, et Marcellin Simard, soudeur, tous de Port-Alfred, pour les objets suivants:

Former un club sportif; promouvoir le sport et la culture physique en général, sous le nom de "Le Gymnase du Centre Sportif de Port-Alfred, Incorporée".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $10,000.

Le siège social de la corporation sera à Port-Alfred, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777-o P. FRENETTE.

(P.G. 11863-59)

Lerme Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux avril 1959, constituant en corporation: Louis Lichter, Maurice Entine, Nathan Rucker, fourreurs, Serge Entine, étudiant, tous quatre de Montréal, et Sol Mosse, vendeur, de St-Laurent, pour les objets suivants:

Acheter, posséder, détenir, gérer, exploiter, subdiviser, louer, vendre, échanger, améliorer, disposer et aliéner et de toutes manières faire le commerce entier ou partiel de certains emplacements situés à L'Assomption et connus ou désignés comme étant les lots P. 428 et P. 515 à L'Assomption, dans la province de Québec, sous le nom de "Lerme Development Corp.", avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et 900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777 P. FRENETTE.

(P.G. 11979-59)

Les Constructions V.P. Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois avril 1959, constituant en corporation: Aimé Villeneuve, entrepreneur, Clément Perron,

into 1,000 common shares of a par value of $100 each and 4,000 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of March, 1959.

P. FRENETTE,
50777-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11021-59)

Le Gymnase du Centre Sportif de Port-Alfred, Incorporée

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of April, 1959, to incorporate as a corporation without share capital: Alain Simard, store-clerk, Jacques Legendre, paper-maker, and Marcellin Simard, solderer, all of Port-Alfred, for the following purposes:

To form a sports club; to promote sports and sphysical culture generally, under the name of "Le Gymnase du Centre Sportif de Port-Alfred, Incorporée".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $10,000.

The head office of the corporation will be at Port-Alfred, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50777 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11863-59)

Lerme Development Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of April, 1959, incorporating: Louis Lichter, Maurice Entine, Nathan Rucker, furriers, Serge Entine, student, all four of Montreal, and Sol Mosse, salesman, of St. Laurent, for the following purposes:

To buy, own, hold, manage, operate, subdivide, rent, sell, exchange, improve, dispose of and alienate, and in all manners deal with the whole or part or parts of certain emplacements situated at L'Assomption known and designated as being lots P. 428 and P. 515 at L'Assomption, in the Province of Quebec, under the name of "Lerme Development Corp.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 common shares of $10 each and 900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50777-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11979-59)

Les Constructions V.P. Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of April, 1959, incorporating: Aimé Villeneuve, contractor, Clément Perron, joiner, both of

menuisier, tous deux de Orsainville, André Perron, Augustin Perron et Paul-Émile Perron, tous trois menuisiers, de Québec, pour les objets suivants:

Commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de "Les Constructions V.P. Ltée", avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 20, 1ère avenue, Orsainville, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le trois avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777-o P. FRENETTE.

Orsainville, André Perron, Augustin Perron and Paul-Émile Perron, all three joiners, of Quebec, for the following purposes:

To carry on a business dealing in immoveables and construction, under the name of "Les Constructions V.P. Ltée", with a total capital stock of $50,000, divided into 500 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 20, 1st Avenue, Orsainville, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50777 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11984-59)

Les Éditions de Charlevoix Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un avril 1959, constituant en corporation: Lucien Harvey, industriel, de La Malbaie, Roland Gagné, pilote de marine, et Jean Bergeron, employé civil, tous deux de Pointe-au-Pic, pour les objets suivants:

Publication d'un journal; publication en général, impression, édition, sous le nom de "Les Éditions de Charlevoix Inc.", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à La Malbaie, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777-o P. FRENETTE.

(A.G. 11984-59)

Les Éditions de Charlevoix Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of April 1959, incorporating: Lucien Harvey, industrialist, of La Malbaie, Roland Gagné, naval pilot, and Jean Bergeron, civil servant, both of Pointe-au-Pic, for the following purposes:

To publish a newspaper; publishing in general, printing and editiing, under the name of "Les Éditions de Charlevoix Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 shares of $100 each.

The head office of the company will be at La Malbaie, judicial district of Saguenay,

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50777 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11787-59)

Les Entreprises Mascouche Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux avril 1959, constituant en corporation: Jacques-L. Leblanc, comptable, Aimé Choquette, industriel, et Rita Choquette, infirmière, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de "Les Entreprises Mascouche Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 295, rue Villeneuve, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777-o P. FRENETTE.

(A.G. 11787-59)

Les Entreprises Mascouche Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of April, 1959, incorporating: Jacques-L. Leblanc, accountant, Aimé Choquette, industrialist, and Rita Choquette, trained nurse, fille majeure, all of Montreal, for the following purposes:

Deal in real estate and construction work, under the name of "Les Entreprises Mascouche Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 295 Villeneuve Street, West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50777 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12465-59)

Les Entreprises Ray-Vic Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept avril 1959, constituant en corporation: Raoul Lambert, gérant d'affaires, Ubald Lafontaine, propriétaire de poste de taxis et de restaurant, et Florian Cloutier, commis-réceptionniste, tous de Victoriaville, pour les objets suivants:

(A.G. 12465-59)

Les Entreprises Ray-Vic Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of April, 1959, incorporating: Raoul Lambert, business manager, Ubald Lafontaine, owner of a taxi-stand and restaurant, and Florian Cloutier, receptionist clerk, all of Victoriaville, for the following purposes:

Commerce de chaussures, lingerie, d'épicerie et de quincaillerie, sous le nom de "Les Entreprises Ray-Vic Inc.", avec un capital total de $50,000, divisé en 1,000 actions communes de $5 chacune et en 450 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777-o P. FRENETTE.

(P.G. 11751-59)

Librairie Universelle Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois avril 1959, constituant en corporation: Michel Tremblay, avocat-stagiaire, de Longueuil, André Villeneuve, avocat, et Michelle Proulx, secrétaire, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de libraire, sous le nom de "Librairie Universelle Inc.", avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions communes de $5 chacune et en 50 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5621, Côte des Neiges, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777-o P. FRENETTE.

(P.G. 12046-59)

Lionel Dubuc Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt avril 1959, constituant en corporation: Lionel Dubuc, commerçant-négociant, Mme Yvette Foisy Dubuc, ménagère, épouse séparée de biens dudit Lionel Dubuc, tous deux de St-Jean, et Honorat Daigneault, vendeur, de Napierville, pour les objets suivants:

Faire affaires en qualité d'électriciens et exercer le commerce de meubles, ferronnerie et quincaillerie, sous le nom de "Lionel Dubuc Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777-o P. FRENETTE.

(P.G. 12536-59)

Lu Co Placements Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente avril 1959, constituant en corporation: Léo-Conrad Marcotte, Louis Vaillancourt, avocats, Jacques Viger, commis de bureau, Jeanne Gagnon, comptable, fille majeure, tous quatre de Montréal, et René Cousineau, avocat, de St-Laurent, pour les objets suivants:

Deal in footwear, lingerie, groceries and hardware, under the name of "Les Entreprises Ray-Vic Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 1,000 common shares of $5 each and 450 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50777 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11751-59)

Librairie Universelle Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of April, 1959, incorporating Michel Tremblay, law-student of Longueuil, André Villeneuve, advocate, and Michelle Proulx, secretary, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business as stationers, under the name of "Librairie Universelle Inc.", with a total capital stock of $10,000,. divided into 1,000 common shares of $5 each and into 50 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 5621 Côte des Neiges, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50777 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12046-59)

Lionel Dubuc Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of April 1959, incorporating: Lionel Dubuc, wholesale merchant, Mrs. Yvette Foisy Dubuc, housewife, wife separate as to property of the said Lionel Dubuc, both of St. Johns, and Honorat Daigneault, salesman, of Napierville, for the following purposes:

To carry on business as electricians and deal in furniture, iron ware and hardware, under the name of "Lionel Dubuc Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of a par value of $10 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Saint Johns, judicial district of Iberville.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of April 1959.

P. FRENETTE,
50777 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12536-59)

Lu Co Placements Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of April, 1959, incorporating: Léo-Conrad Marcotte, Louis Vaillancourt, advocates, Jacques Viger, office clerk, Jeanne Gagnon, accountant, spinster of full age, all four of Montreal, and René Cousineau, advocate, of St-Laurent, for the following purposes:

Commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de "Lu Co Placements Inc.", avec un capital total de $25,000, divisé en 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de LaSalle, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777-o P. FRENETTE.

To carry on a business dealing in immoveables and construction, under the name of "Lu Co Placements Inc.", with a total capital stock of $25,000, divided into 250 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be in the city of LaSalle, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50777 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11785-59)

Lunar Investment Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux avril 1959, constituant en corporation: Julius Briskin, Leonard Liverman et Arthur Yanofsky, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Lunar Investment Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777 P. FRENETTE.

(A.G. 11785-59)

Lunar Investment Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of April, 1959, incorporating: Julius Briskin, Leonard Liverman and Arthur Yanofsky, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Lunar Investment Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50777-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10293-59)

Marchal (Canada) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre mai 1959, constituant en corporation: Bernard Nantel, avocat, Jacques-S. Guillon, dessinateur, tous deux de Westmount, et Hector Dupuis fils, gérant, de Roxboro, pour les objets suivants:

Agir comme importateurs, exportateurs, marchands de gros et distributeurs de quincaillerie, pièces détachées de véhicules-moteurs et accessoires d'automobiles, sous le nom de "Marchal (Canada) Inc.", avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1638, rue Sherbrooke, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777-o P. FRENETTE.

(A.G. 10293-59)

Marchal (Canada) Inc.

Notice is hereby that under Part I of the Quebec Companies'Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of May, 1959, incorporating: Bernard Nantel, advocate, Jacques-S. Guillon, draughtsman, both of Westmount, and Hector Dupuis, son, manager, of Roxboro, for the following purposes:

To operate as importers, exporters, wholesale merchants and distributors of hardware, separate spare-parts of motor vehicles and accessories for automobiles, under the name of "Marchal (Canada) Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1638 Sherbrooke Street, West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
50777 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11262-59)

Meunerie Richard Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre avril 1959, constituant en corporation: Bernardin Blanchet, avocat, de Sillery, Aurèle Richard, ingénieur forestier, et Ernest Richard, médecin-vétérinaire, tous deux de St-Pascal, comté de Kamouraska, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de meunier et le commerce de grains et céréales, des produits de la terre et

(A.G. 11262-59)

Meunerie Richard Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of April, 1959, incorporating: Bernardin Blanchet, advocate, of Sillery, Aurèle Richard, forestry engineer, and Ernest Richard, veterinary doctor, both of St-Pascal, county of Kamouraska, for the following purposes:

To carry on the business of mille and to deal in grains and cereals, products of the land and

de leurs sous-produits, sous le nom de "Meunerie Richard Ltée", avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Pascal, district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777-o P. FRENETTE.

(P.G. 12304-59)

Muir G.M. Realty Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt avril 1959, constituant en corporation: J.-Claude Bureau, avocat, Marcel Hamelin, notaire, et Thérèse David, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtier en immeuble et agir comme agent ou représentant pour l'achat, la vente et l'échange de tous biens immobiliers, sous le nom de "Muir G.M. Realty Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions communes de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777-o P. FRENETTE.

(P.G. 11897-59)

New Style Upholstering Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier avril 1959, constituant en corporation: Boris Garmaise, avocat, Honoria Sharpe, secrétaire, fille majeure, et Frank Kishner, comptable, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de décorateurs d'intérieur ensembliers, dessinateurs, et celui qui consiste à rembourer des meubles, tapissiers, fabricants de meubles et fournitures de maisons, sous le nom de "New Style Upholstering Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777 P. FRENETTE.

(P.G. 11995-59)

Nomo Trading Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six avril 1959, constituant en corporation: Lucien Parant, garagiste, Diane Parant et Françoise Matte, secrétaires, filles majeures usant de leurs droits, tous d'Outremont, pour les objets suivants:

Construire des bâtiments et faire le commerce des matériaux de construction, sous le nom de

their by-products under the name of "Meunerie Richard Ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Saint-Pascal, judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50777 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12304-59)

Muir G.M. Realty Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of April, 1959, incorporating: J.-Claude Bureau, advocate, Marcel Hamelin, notary and Thérèse David, secretary, spinster and in full use of her rights, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business as real estate broker and to operate as agent or representative for the purchase, sale and exchange of all immoveable property, under the name of "Muir G.M. Realty Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will beat Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50777 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11897-59)

New Style Upholstering Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of April, 1959, incorporating: Boris Garmaise, attorney, Honoria Sharpe, secretary, spinster of full age of majority, and Frank Kishner, accountant, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of interior decorators, fitters, designers, upholsterers, furniture manufacturers and house furnishers, under the name of "New Style Upholstering Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a par value of $100 each and 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50777-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11995-59)

Nomo Trading Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of April, 1959, incorporating: Lucien Parant, garage-keeper, Diane Parant and Françoise Matte, secretaries, spinsters in use of their rights, all of Outremount, for the following purposes:

To construct buildings and to carry on business in building materials, under the name of "Nomo

"Nomo Trading Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions communes de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 164, rue Saint-Louis, Saint-Eustache, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le six avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777-o P. FRENETTE.

(P.G. 12235-59)

Old Europe Meat Market Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize avril 1959, constituant en corporation: David Bellam, marchand, Toba Herscovitch Bellam, ménagère, épouse séparée de biens dudit David Bellam, et Laszlo Nemenyi, boucher, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'un marché de viandes, sous le nom de "Old Europe Meat Market Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777 P. FRENETTE.

(P.G. 11795-59)

Orchid Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre avril 1959, constituant en corporation: William Sanville Aaron, de St-Laurent, David Harry Wood, de Westmount, et Henri-Wilfrid Laurier, de St-Lambert, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer en général et dans toutes ses spécialités, un commerce d'immeubles sous le nom de "Orchid Investments Inc.", avec un capital total de $5,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 5757 avenue Decelles, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777 P. FRENETTE.

(P.G. 12111-59)

Pat-An-Ray Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze avril 1959, constituant en corporation: Camille Bouchard, machiniste, de Boischatel, Raymond-M. Bouchard, constructeur, et Patricia Bouchard Bouchard, ménagère, épouse séparée de biens udit Raymond-M. Bouchard, tous deux de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Pat-An-Ray Construction Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Trading Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 164 Saint-Louis Street, Saint-Eustache, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50777 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12235-59)

Old Europe Meat Market Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of April, 1959, incorporating: David Bellam, merchant, Toba Herscovitch Bellam, housewife, wife separate as to property of the said David Bellam, and Laszlo Nemenyi, butcher, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of meat market, under the name of "Old Europe Meat Market Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50777-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11795-59)

Orchid Investments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of April, 1959, incorporating: William Sanville Aaron, of St. Laurent, David Harry Wood, of Westmount, and Henri-Wilfrid Laurier, of St. Lambert, all advocates, for the following purposes:

To generally carry on the business of real estate agents in all its branches, under the name of "Orchid Investments Inc.", with a total capital stock of $5,000, divided into 500 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 5757 Decelles Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of April, 1959.

P. FRENETTE.
50777-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12111-59)

Pat-An-Ray Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1959, incorporating: Camille Bouchard, machinist, of Boischatel, Raymond-M. Bouchard, constructor, and Patricia Bouchard Bouchard, housewife, wife separate as to property of the said Raymond-M. Bouchard, both of Quebec, for the following purposes:

To carry on a business as builders and general contractors in construction, under the name of "Pat-An-Ray Construction Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera 1025, 26ième rue, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777-o P. FRENETTE.

(P.G. 12090-59)

Patry & Therrien Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze avril 1959, constituant en corporation: Jean-Louis Patry, marchand, Renaud Therrier et Guy Patry, commis, tous de Victoriaville, pour les objets suivants:

Commerce de quincaillerie, de matériaux de construction et d'articles de sport, sous le nom de "Patry & Therrien Ltée", avec un capital total de $50,000, divisé en 150 actions communes de $100 chacune et en 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777-o P. FRENETTE.

(P.G. 11497-59)

Pelletier Fourrures Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre avril 1959, constituant en corporation: Euloge Lévesque, tailleur, de Cowansville, Welly Pelletier, marchand, et Cécile Dufresne, ménagère, tous deux de Sweetsburg, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de pelletiers et teinturiers, sous le nom de "Pelletier Fourrures Inc.", avec un capital total de $50,000, divisé en 4,000 actions communes de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compangie sera à Cowansville, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777-o P. FRENETTE.

(P.G. 12338-59)

P. Jacob & Fils Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un avril 1959, constituant en corporation: Prosper Jacob, Louis-Georges Jacob, tous deux commerçants, de Proulxville, et Gilbert Jacob, commis, de Ste-Thècle, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchand général, sous le nom de "P. Jacob & Fils Ltée", avec un capital total de $60,000, divisé en 400 actions communes de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Thècle, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777-o P. FRENETTE.

The head office of the company will be at 1025, 26th Street, Quebec judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50777 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12090-59)

Patry & Therrien Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1959, incorporating: Jean-Louis Patry, merchant, Renaud Therrien and Guy Patry, clerk, all of Victoriaville, for the following purposes:

To carry on business dealing in hardware, building material, articles of sport, under the name of "Patry & Therrien Ltée", with a total capital stock of $50,000, divided into 150 common shares of $100 each and into 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50777 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11497-59)

Pelletier Fourrures Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of April, 1959, incorporating: Euloge Lévesque, tailor, of Cowansville, Welly Pelletier, merchant, and Cécile Dufresne, housewife, both of Sweetsburg, for the following purposes:

To carry on a business as furriers and dyers under the name of "Pelletier Fourrures Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 4,000 common shares of $10 each, and into 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Cowansville, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50777 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12338-59)

P. Jacob & Fils Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of April, 1959, incorporating: Prosper Jacob, Louis-Georges Jacob, both tradesmen, of Proulxville and Gilbert Jacob, clerk, of Ste-Thècle, for the following purposes:

To operate a business as general merchant under the name of "P. Jacob & Fils Ltée", with a total capital stock of $60,000, divided into 400 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Sainte-Thècle, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50777 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12184-59)

Placement Régional (Rouyn) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix avril 1959, constituant en corporation: Gérard Ryan, avocat, Alfred Leclerc, comptable, tous deux de Noranda, et Denise Corriveau, secrétaire, fille majeure, de Rouyn, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de portefeuille et de placements, sous le nom de "Placement Régional (Rouyn) Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Daté du bureau du Procureur général, le dix avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

50777-o P. FRENETTE.

(P.G. 12179-59)

Placements Charlesbourg, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize avril 1959, constituant en corporation: Laurent Cossette, avocat, de Québec, André Cossette, notaire, et Denise Rochette Cossette, ménagère, épouse séparée de biens dudit André Cossette, tous deux de Charlesbourg, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Placements Charlesbourg, Limitée", avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions communes de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Charlesbourg, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le treize avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

50777-o P. FRENETTE.

(P.G. 12154-59)

Poly-Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit avril 1959, constituant en corporation: J.-Alfred Éthier, avocat, de Repentigny, Maurice-D. Roy, comptable, de Montréal-Nord, Pierre-Paul Chapdelaine, comptable, et Marthe Béliveau, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de l'acier, du fer et de tous autres métaux et matériaux et faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Poly-Construction Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions communes de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

50777-o P. FRENETTE.

(A.G. 12184-59)

Placement Régional (Rouyn) Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of April, 1959, incorporating: Gérard Ryan, advocate, Alfred Leclerc, accountant, both of Noranda, and Denise Corriveau, secretary, spinster of Rouyn, for the following purposes:

To carry on a business as a holding and investment company under the name of "Placement Régional (Rouyn) Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $10 each and into 2,000 preferred shares of a pa par value of $10 each.

The head office of the company will be at Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of April, 1959.

P. FRENETTE,

50777 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12179-59)

Placements Charlesbourg, Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of April, 1959, incorporating: Laurent Cossette, advocate, of Quebec, André Cossette, notary, and Denise Rochette Cossette, housewife, wife separate as to property of the said André Cossette, both of Charlesbourg, for the following purposes:

To carry on a business as an investment company under the name of "Placements Charlesbourg, Limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Charlesbourg, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of April, 1959.

P. FRENETTE,

50777 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12154-59)

Poly-Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of April 1959, incorporating: J.-Alfred Éthier, advocate, of Repentigny, Maurice-D. Roy, accountant, of Montreal-North, Pierre Paul Chapdelaine, accountant, and Marthe Béliveau, secretary, fille majeure, both of Montreal, for the following purposes:

To deal in steel, iron and any other metals and materials, carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Poly-Construction Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of April 1959.

P. FRENETTE,

50777 Acting Deputy Attorney Gentral.

(P.G. 11051-59)

Promotions Industrielles et Commerciales Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit avril 1959, constituant en corporation: Marcelle Dugal Bigué, ménagère, épouse séparée de biens de Claude Bigué, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Claude McGuire, comptable, Laurentia Bordeleau McGuire, ménagère, épouse séparée de biens dudit Claude McGuire, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Jeanne Mailloux, secrétaire, célibataire, tous d'Amos, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de porte-feuille (holding company) et de promotion pour fins industrielles et commerciales, sous le nom de "Promotions Industrielles et Commerciales Limitée", avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions communes d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 251, rue Principale, sud, Amos, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777-o P. FRENETTE.

(A.G. 11051-59)

Promotions Industrielles et Commerciales Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of April, 1959, incorporating: Marcelle Dugal Bigué, housewife, wife separate as to property of Claude Bigué, and duly authorized by him for these present purposes, Claude McGuire, accountant, Laurentia Bordeleau McGuire, housewife, wife separate as to property of the said Claude McGuire, and duly authorized by him for these present purposes, and Jeanne Mailloux, secretary, spinster, all of Amos, for the following purposes:

To carry on the operations of a holding and promoting company for industrial and commercial purposes under the name of "Promotions Industrielles et Commerciales Limitée", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 251 Principale Street, South, Amos, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50777 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12258-59)

Radio CJFP Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze avril 1959, constituant en corporation: Luc Simard, publiciste, René Viel, opérateur, et Raymond Lavoie, radio-technicien, tous de Rivière-du-Loup, pour les objets suivants:

Acquérir, louer, posséder, établir, outiller, entretenir et exploiter des postes émetteurs et récepteurs de radio-diffusion et TSF dans le but de transmettre ou recevoir par la voie des airs, indépendamment ou à l'aide de moyens télégraphiques, téléphoniques ou autres, des messages radiophoniques ou de TSF de toutes sortes, y compris des images et films sonores de toutes sortes, et la télévision, sous le nom de "Radio CJFP Ltée", avec un capital total de $99,000, divisé en 300 actions communes de $100 chacune et en 690 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777-o P. FRENETTE.

(A.G. 12258-59)

Radio CJFP Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of April, 1959, incorporating: Luc Simard, publicist, René Viel, operator, and Raymond Lavoie, radio-technician, all of Rivière-du-Loup, for the following purposes:

To acquire, rent, own, establish, equip, maintain and operate broadcasting and receiving radio broadcasting stations and wireless telegraphy for the purpose of transmitting or receiving through the air, independently or with the help of telegraphic telephonic or other means, radiophonic or wireless messages of all kinds, to be comprised therein images and loud-speaking films of all kinds, and television, under the name of "Radio CJFP Ltée", with a total capital stock of $99,000, divided into 300 common shares of $100 each and into 690 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50777 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11768-59)

Regional Gas & Welding Supplies Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois avril 1959, constituant en corporation: J.-Alphonse Tanguay, rentier, Irénée Tanguay, commis, Émilien Tanguay, opérateur, et Hervé Tanguay, vendeur, tous du Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

(A.G. 11768-59)

Regional Gas & Welding Supplies Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of April 1959, incorporating: J.-Alphonse Tanguay, annuitant, Irénée Tanguay, clerk Émilien Tanguay, operator, and Hervé Tanguay, salesman, all of Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

Exercer le négoce, le commerce et l'industrie d'achat et de vente et le service des gaz comprimés, commerciaux et médicaux, ainsi que leurs produits et sous-produits et les appareils y nécessaires, sous le nom de "Regional Gas & Welding Supplies Ltd.", avec un capital total de $10,000, divisé en 500 actions communes de $10 chacune et en 500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le trois avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777-o P. FRENETTE.

To trade, carry on the business of and deal in compressed, commercial and medical gases, as well as the products and by-products thereof and apparatus therefor, under the name of "Regional Gas & Welding Supplies Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 500 common shares of $10 each and 500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of April 1959.

P. FRENETTE,
50777 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11827-59)

Reisler-Gold Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un mars 1959, constituant en corporation: Saul Reisler, Louis P. Gold, comptables agréés, Anne Reisler, ménagère, épouse séparée de biens dudit Saul Reisler, et Ruth Gold, ménagère épouse séparée de biens dudit Louis P. Gold, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Reisler-Gold Investments Ltd.", avec un capital total de $6,000, divisé en 600 actions, catégorie "A", de $1 chacune et 5,400 actions, catégorie "B", de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2135 rue Mountain, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un mars 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777 P. FRENETTE.

(A.G. 11827-59)

Reisler-Gold Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of March, 1959, incorporating: Saul Reisler, Louis P. Gold, chartered accountants, Anne Reisler, housewife, wife separate as to property of the said Saul Reisler, and Ruth Gold, housewife, wife separate as to property of the said Louis P. Gold, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Reisler-Gold Investments Ltd.", with a total capital stock of $6,000, divided into 600 Class "A" shares of $1 each and 5,400 Class "B" shares of $1 each.

The head office of the company will be at 2135 Mountain Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of March, 1959.

P. FRENETTE,
50777-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11919-59)

Restan Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier avril 1959, constituant en corporation: Max S. Kaufman, Joseph Roy Hoffman et Oscar Respitz, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Restan Investments Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 30 actions ordinaires de $100 chacune et 370 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777 P. FRENETTE.

(A.G. 11919-59)

Restan Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of April, 1959, incorporating: Max S. Kaufman, Joseph Roy Hoffman and Oscar Respitz, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Restan Investments Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 30 common shares of $100 each and 370 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50777-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10922-59)

St. George Management Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois avril 1959, constituant en corporation: John Lawrence McCrory, commis, Guy Ambrose Miller, teneur de livres, tous deux de Montréal,

(A.G. 10922-59)

St. George Management Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of April, 1959, incorporating: John Lawrence McCrory, clerk, Guy Ambrose Miller, bookkeeper, both of Montreal, and Charles Eric Hum-

et Charles Eric Humphrey, teneur de livres, de Verdun, pour les objets suivants:

Exercer et entreprendre les commerces d'une compagnie de terrains, d'immeubles, de contrats, sous-contrats, construction et développement général, dans toutes et aucune de ses spécialités et le commerce général d'une compagnie de portefeuille, placements et de gestion, sous le nom de "St. George Management Corporation", avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777 P. FRENETTE.

(P.G. 11509-59)

St-Pierre & Beaulac Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit avril 1959, constituant en corporation: Edmond Molleur, avocat, de Montréal, Alain Voizard, notaire, de Ste-Adèle-en-Haut, et Jacqueline Beaulieu, secrétaire, célibataire majeure, de Repentigny, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de garagistes et de quincailliers, sous le nom de "St-Pierre & Beaulac Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune, 300 actions privilégiées classe "A" d'une valeur au pair de $100 chacune et en 500 actions privilégiées classe "B" d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777-o P. FRENETTE.

(P.G. 12093-59)

Salon Vanité Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze avril 1959, constituant en corporation: Léo-Paul Trottier, voyageur, Roland-R. Beaudry, comptable agréé, et Gisèle Pilon Beaudry, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Roland-R. Beaudry, et dûment autorisée par lui, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme manufacturiers et marchands de vêtements et de lingerie de toutes sortes, sous le nom de "Salon Vanité Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3974, rue Ontario, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777-o P. FRENETTE.

(P.G. 11704-59)

Scarfmaster Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

phrey, bookkeeper, of Verdun, for the following purposes:

To carry on and engage in the businesses of a land, real estate, contracting and sub-contracting and construction and general development company in any and all its branches and the general business of a holding, investment and mangement company, under the name of "St. George Management Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50777-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11509-59)

St-Pierre & Beaulac Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of April, 1959, incorporating: Edmond Molleur, advocate of Montreal, Alain Voizard, notary, of Ste-Adèle-en-Haut, and Jacqueline Beaulieu, secretary, spinster, of full age of Repentigny, for the following purposes:

To carry on a business as garage-keepers and to deal in hardware under the name of "St-Pierre & Beaulac Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of a par value of $10 each, 300 preferred class "A" shares of a par value of $100 each and into 500 preferred class "B" shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50777 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12093-59)

Salon Vanité Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1959, incorporating: Léo-Paul Trottier, traveller, Roland-R. Beaudry, chartered accountant, and Gisèle Pilon Beaudry, housewife, contratually separate as to property of the said Roland-R. Beaudry, and duly authorized by him, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers and merchants in clothing and lingerie of all kinds, under the name of "Salon Vanité Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 3974 Ontario Street, East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50777 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11704-59)

Scarfmaster Inc.

Notice is hereby given shat under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit mars 1959, constituant en corporation: Murray Deskin, gérant, Jack Lobel, fabricant, tous deux de Montréal, et Louis Staviss, gérant de St-Laurent, pour les objets suivants:

Confectionner et faire le commerce de vêtements pour hommes femmes et enfants, articles vestimentaires, robes, lingerie manteaux, costumes, casquettes, soies, satins, dentelles, vestons, foulards, gilets, vestes, marchandises sèches, textile, garnitures, cotons toiles, lin, chanvre, lainages, fils et autres substances fibreuses, sous le nom de "Scarfmaster Inc.", avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit mars 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

50777 P. FRENETTE.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of March, 1959, incorporating: Murray Deskin, manager, Jack Lobel, manufacturer, both of Montreal, and Louis Staviss, manager, of St. Laurent, for the following purposes:

To manufacture and deal in men's, women's and children's clothing, wearing apparel, dresses, lingerie, coats, suits, caps, silks, satins, laces, waistcoats, scarves, cardigans, vests, dry goods, textile, trimmings, cottons, linens, flax, hemp, woollens, yarns and other fibre substances, under the name of "Scarfmaster Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of March, 1959.

P. FRENETTE,

50777-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10652-59)

Service des Loisirs Notre Dame des Anges de Cartierville

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois avril 1959, constituant en corporation sans capital-actions: André-A. Frigon, employé civil international, Lucien Labelle, entrepreneur-électricien, Patrick Terrance Hickson, directeur de sûreté, tous trois de Cartierville, et Raymond Beaulieu, enquêteur percepteur, de Montréal, pour les objets suivants:

Développer les loisirs dans la paroisse de Notre-Dame-des-Anges, à Cartierville, sous le nom de "Service des Loisirs Notre Dame des Anges de Cartierville".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $500,000.

Le siège social de la corporation sera à Cartierville, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

50777-o P. FRENETTE.

(A.G. 10652-59)

Service des Loisirs Notre Dame des Anges de Cartierville

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of April, 1959, to incorporate as a corporation without share capital: André-A. Frigon, international civil servant, Lucien Labelle, master electrician, Patrick Terrance Hickson, safety director, all three of Cartierville, and Raymond Beaulieu, investigating tax-collector, of Montreal, for the following purposes:

To organize recreational activities in the parish of Notre-Dame-des-Anges, at Cartierville, under the name of "Service des Loisirs Notre Dame des Anges de Cartierville".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $500,000.

The head office of the corporation will be at Cartierville, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of April, 1959.

P. FRENETTE,

50777 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11998-59)

Shemen Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept avril 1959, constituant en corporation: Max Routtenberg, Irving Eklove, tous deux de Montréal, Sydney Starr, de Côte St-Luc, tous trois dans le commerce d'immeubles, et Marjorie Reiffenstein, secrétaire, fille majeure, de Westmount, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et développement, sous le nom de "Shemen Investment Corp.", avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

50777 P. FRENETTE.

(A.G. 11998-59)

Shemen Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of April, 1959, incorporating: Max Routtenberg, Irving Eklove, both of Montreal, Sydney Starr, of Côte St. Luc, all three in the real estate business, and Marjorie Reiffenstein, secretary, spinster of the full age of majority, of Westmount, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and development company, under the name of "Shemen Investment Corp.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of April, 1959.

P. FRENETTE,

50777-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11802-59)

Smolar Realties Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux avril 1959, constituant en corporation: Samuel David Rudenko, conseil en loi de la Reine, Clarence Reuben Gross, tous deux avocats, et Sarah Miller, sténographe, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, développement et construction, sous le nom de "Smolar Realties Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

50777 P. FRENETTE.

(A.G. 11802-59)

Smolar Realties Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the second day of April, 1959, incorporating: Samuel David Rudenko, Queen's Counsel, Clarence Reuben Gross, both advocates, and Sarah Miller, stenographer, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, development and construction company, under the name of "Smolar Realties Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of April, 1959.

P. FRENETTE,

50777-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11328-59)

Sun Fashions Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit avril 1959, constituant en corporation: Jack Leibovitz, vendeur, Bernard Green, gérant, et Philip Quint, technicien de production, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Confectionner et autrement porduire ou faire le commerce, acheter ou vendre, importer ou exporter des articles vestimentaires pour dames et enfants, vêtements de sport et accessoires de vêtements de toutes sortes et descriptions, sous le nom de "Sun Fashions Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 50 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 cahcune et 350 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

50777 P. FRENETTE.

(A.G. 11328-59)

Sun Fashions Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of April, 1959, incorporating: Jack Leibovitz, salesman, Bernard Green, manager, and Philip Quint, Production technician, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture or otherwise produce or deal in, buy or sell, import or export, women's and children's wearing apparel, sportswear and garment accessories of every kind and description, under the name of "Sun Fashions Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 50 common shares of a par value of $100 each and 350 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of April, 1959.

P. FRENETTE,

50777-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12329-58)

Sunshine Realty Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux avril 1959, constituant en corporation: Nathan Levitsky, avocat, Carol Jones, sténographe, fille majeure, tous deux de Montréal, et Solomon Weber, avocat, d'Outremont, pour les objets suivants:

Placer de l'argent dans l'immeuble, valeurs et autres placements, et entreprendre le commerce d'immeubles, sous le nom de "Sunshine Realty Ltd.", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

50777 P. FRENETTE.

(A.G. 12329-58)

Sunshine Realty Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of April, 1959, incorporating: Nathan Levitsky, lawyer, Carol Jones, stenographer, fille majeure, both of Montreal, and Solomon Weber, lawyer, of Outremont, for the following purposes:

To invest money in real estate, security and other investments and to engage in the real estate business, under the name of "Sunshine Realty Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of April, 1959.

P. FRENETTE,

50777-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12366-59)

Thaddée Marois Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux avril 1959, constituant en corporation: Cyrille Potvin, avocat, Rose-Aimée Lévesque et Simonne Potvin, sténographes, célibataires, tous de Roberval, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtiers et agents d'assurances, sous le nom de "Thaddée Marois Inc.", avec un capital total de $50,000, divisé en 50,000 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Dolbeau, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777-o P. FRENETTE.

(A.G. 12366-59)

Thaddée Marois Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of April, 1959, incorporating: Cyrille Potvin, advocate, Rose-Aimée Lévesque and Simonne Potvin, stenographers, spinsters, all of Roberval, for the following purposes:

To carry on a business as insurance brokers and agents under the name of "Thaddée Marois Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 50,000 shares of $1 each.

The head office of the company will be at Dolbeau, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50777 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12139-59)

Transat Automobiles Incorporée
Transat Automobiles Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit avril 1959, constituant en corporation: Armand Cardinal, maître-plombier, J.-Aimé McNicoll, entrepreneur en construction, tous deux de Montréal, et Jean Grenier, comptable, de Longueuil, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'automobiles, sous le nom de "Transat Automobiles Incorporée — Transat Automobiles Incorporated", avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777-o P. FRENETTE.

(A.G. 12139-59)

Transat Automobiles Incorporée
Transat Automobiles Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of April, 1959, incorporating: Armand Cardinal master-plumber, J.-Aimé McNicoll, contractor in construction, both of Montreal, and Jean Grenier, accountant, of Longueuil, for the following purposes:

To carry on a business dealing in automobiles under the name of "Transat Automobiles Incorporée — Transat Automobiles Incorporated", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50777 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11885-59)

Trenholme Holdings Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq mars 1959, constituant en corporation: Moe Ackman, Irwin Gliserman et Sidney Cutler, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de "Trenholme Holdings Corp.", avec un capital total de $10,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq mars 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777 P. FRENETTE.

(A.G. 11885-59)

Trenholme Holdings Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of March, 1959, incorporating: Moe Ackman, Irwin Gliserman and Sidney Cutler, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under the name of "Trenholme Holdings Corp.", with a total capital stock of $10,000, divided into 500 common shares of $10 each and 500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of March, 1959.

P. FRENETTE,
50777-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11921-59)

Twinnie Realty Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

(A.G. 11921-59)

Twinnie Realty Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day

du premier avril 1959, constituant en corporation: Leo Rosentzveig, William Levitt et Stanley Taviss, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de placements, sous le nom de "Twinnie Realty Corp.", avec un capital total de $5,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777 P. FRENETTE.

(P.G. 12489-58)

Utility Import-Export Co. of Canada Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux avril 1959, constituant en corporation: Nathan Levitsky, Solomon Weber, avocats, et Carol Jones, sténographe, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises fabriqués en tout ou en partie de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre et sous-produits, animaux, minéraux, pierres précieuses, liqueurs douces, livres et revues, oeuvres d'art, produits de beauté et chimiques, produits de la terre, de la mer et de la forêt, sous le nom de "Utility Import-Export Co. of Canada Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777 P. FRENETTE.

(P.G. 12419-59)

Victoriaville Transport Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre avril 1959, constituant en corporation: Bernard Lemay, camionneur, de Victoriaville, Maurice Carignan, commerçant, et Benoit Carignan, comptable, tous deux de Warwick, pour les objets suivants:

Exploiter des entreprises de camionnage et généralement faire le transport de marchandises de toutes sortes, sous le nom de "Victoriaville Transport Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777-o P. FRENETTE.

(P.G. 12135-59)

Weedon Dry Foods Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize avril 1959, constituant en corporation:

of April, 1959, incorporating: Leo Rosentzveig, William Levitt and Stanley Taviss, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a realty and investment company, under the name of "Twinnie Realty Corp.", with a total capital stock of $5,000, divided into 5,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50777-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12489-58)

Utility Import-Export Co. of Canada Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of April, 1959, incorporating: Nathan Levitsky, Solomon Weber, lawyers, and Carol Jones, stenographer, fille majeure, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of products, articles and merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and by-products, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, works of art, chemical and beauty products, land, sea and forest products, under the name of "Utility Import-Export Co. of Canada Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50777-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12419-59)

Victoriaville Transport Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of April, 1959, incorporating: Bernard Lemay, trucker, of Victoriaville, Maurice Carignan, dealer, and Benoit Carignan, accountant, both of Warwick, for the following purposes:

To operate trucking undertakings and generally deal in the forwarding of goods of every nature and kind, under the name of "Victoriaville Transport Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50777 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12135-59)

Weedon Dry Foods Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of April, 1959, incorporating: Léo. Girard,

Léo. Girard, industriel, de Weedon, Léonce Côté, avocat, et Corinne P. Sirois, veuve, secrétaire, tous deux de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du lait en poudre et tous autres produits ou sous-produits dans la composition desquels entre en tout ou en partie le lait en poudre, sous le nom de "Weedon Dry Foods Company Limited", avec un capital total de $20,000, divisé en 1,000 actions communes de $20 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Weedon, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le treize avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777-o P. FRENETTE.

(P.G. 12257-59)

Woodrow Realty Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept avril 1959, constituant en corporation: Marcel Landry, avocat, de Beloeil, Jean-Paul Bergeron, avocat, de Montréal-Ouest, et Jacqueline Laurendeau, secrétaire, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de "Woodrow Realty Co. Ltd.", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 264, rue Régent, Saint-Eustache, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777-o P. FRENETTE.

(P.G. 11804-59)

Worms Unlimited Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux avril 1959, constituant en corporation: Arthur Yanofsky, Julius Briskin et Leonard Liverman, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Élever, acheter, vendre, importer, exporter, distribuer et produire des vers, poissons, fretins, grenouilles, grillons, insectes de tout genre et nature et, en général, toute forme d'appâts naturels, animés ou inanimés, sous le nom de "Worms Unlimited Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777 P. FRENETTE.

(P.G. 11718-59)

Zako Holdings & Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

industrialist, of Weedon, Léonce Côté, advocate, and Corinne P. Sirois, widow, secretary, both of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on an industry dealing in powdered milk and in all other products or by-products into the composition of which enters wholly or in part powdered milk, under the name of "Weedon Dry Foods Company Limited", with a total capital stock of $20,000, divided into 1,000 common shares of $20 each.

The head office of the company will be at Weedon, judicial district of Saint-Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50777 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12257-59)

Woodrow Realty Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of April, 1959, incorporating: Marcel Landry, advocate, of Beloeil, Jean-Paul Bergeron, advocate, of Montreal-West, and Jacqueline Laurendeau, secretary, spinster, of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in immoveables, under the name of "Woodrow Realty Co. Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 264 Regent Street, Saint-Eustache, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50777 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11804-59)

Worms Unlimited Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of April, 1959, incorporating: Arthur Yanofsky, Julius Briskin and Leonard Liverman, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To breed, buy, sell, import, export, distribute, and produce worms, fish, minnows, frogs, crickets, insects of every type and nature and generally any form of natural bait, animate or inanimate, under the name of "Worms Unlimited Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50777-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11718-59)

Zako Holdings & Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth

du dix-huit mars 1959, constituant en corporation: Harry Blank, Baruch Pollack, Maxwell Shenker, avocats, et Albert Liddell, secrétaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de portefeuille et de placements, sous le nom de "Zako Holdings & Investment Corp.", avec un capital total de $10,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit mars 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

50777 P. FRENETTE.

day of March, 1959, incorporating: Harry Blank, Baruch Pollack, Maxwell Shenker, attorneys, and Albert Liddell, secretary, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a holding and investment company, under the name of "Zako Holdings & Investment Corp.", with a total capital stock of $10,000, divided into 500 common shares of $10 each and 500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of March, 1959.

P. FRENETTE,

50777-o Acting Deputy Attorney General.

Action en séparation de biens

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 475,996. Dame Sonia Davidson, épouse de Julius Zikman, entrepreneur, tous deux de la cité et district de Montréal, a instituée une action en séparation de biens.

Montréal, 1 juin 1959.

Le Procureur de la demanderesse,

50779-o J. H. FREEDMAN.

Action for separation as to property

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 475,996. Dame Sonia Davidson, wife of Julius Zikman, contractor of the city and district of Montreal, has instituted and action in separation as to property.

Montreal, June 1, 1959.

J. H. FREEDMAN,

50779-o Attorney for plaintiff.

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 559

Québec, le 4 juin 1959.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT certains actes administratifs du département des pêcheries et de la chasse.

CONCERNANT l'Orignal.

ATTENDU que l'estimé de la population d'orignaux dans la province justifie une saison de chasse en 1959;

ATTENDU QU'il y a lieu de protéger cet animal dans certaines régions de la province;

VU l'article 4 du chapitre 153 des Statuts refondus de Québec, 1941.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition de l'honorable Ministre des pêcheries et de la chasse:

1° QU'il soit défendu de chasser l'orignal dans les Parcs de la Gaspésie, des Laurentides, de la Vérendrye et de la Montagne Tremblante excepté, toutefois, dans les endroits où il en est spécifié autrement; dans les Réserves des Chic-Choc, de la Petite Cascapédia, de Port Daniel, de la Rivière Saint-Jean, de la Rivière Matane, de Chibougamau, de Mistassini, d'Aiguebelle et de Chicoutimi; dans tous les Sanctuaires fédéraux où il en est spécifié ainsi; dans la section-sud de Montréal et sud-est de Québec connues sous les noms de Zones A et B; dans les comtés d'Argenteuil et de Papineau ainsi que dans cette partie de la section-nord de la province connue sous le nom de Zone F, située à l'est de la Rivière Moisie;

2° QUE la chasse à l'orignal soit permise, en 1959, du trois (3) au onze (11) octobre inclusive-

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 559

Quebec, June 4, 1959.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING certain administrative acts of the Department of Game and Fisheries.

CONCERNING Moose.

WHEREAS the estimated population of Moose in the Province justifies a hunting season for 1959;

WHEREAS it is deemed expedient to protect this animal in certain regions of the Province;

IN VIEW of section 4, chapter 153, of the Revised Statutes of Quebec, 1941.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries:

1. THAT it is forbidden to hunt moose in the Gaspesian, Laurentian, de la Vérendrye and Montagne Tremblante Parks, with the exception, however, of places where it is specified otherwise; in the Chic-Choc, Petite Cascapedia, Port Daniel, Saint-John River, Matane River, Chibougamau, Mistassini, Aiguebelle and Chicoutimi Reserves; in all the Federal Sanctuaries where it is thus specified; in the south-section of Montreal and the in the southeast of Quebec known under the names of Zones A and B; in the counties of Argenteuil and Papineau as well as in that part of the northern section of the Province known under the name of Zone F, situated on the East of the Moisie River;

2. THAT moose hunting shall be allowed, in 1959, from the third (3rd) to the eleventh (11)

ment, dans les comtés d'Abitibi-Ouest, Abitibi-Est, Roberval, Jonquière-Kénogami, Lac Saint-Jean et Chicoutimi et les territoires immédiatement au nord desdits comtés;

3° Qu'il soit permis de chasser l'orignal, en 1959, du dix (10) au dix-huit (18) octobre inclusivement dans la partie de la section-nord de la province connue sous le nom de Zone F, en-dehors des comtés nommés au paragraphe 2, ainsi que dans la section de Gaspé et de l'ouest de la province connues respectivement comme Zones C et D.

—

CONCERNANT la Réserve de Chasse et de Pêche de Chicoutimi.

—

ATTENDU QUE dans la partie du comté de Chicoutimi, au nord de la Rivière Saguenay, il y a une quantité de lacs susceptibles de procurer au public une pêche fructueuse et une saine récréation en forêt;

ATTENDU QUE la création d'une Réserve de Chasse et de Pêche rencontrerait ces buts.

VU l'article 65 du chapitre 153 des Statuts refondus de Québec, 1941.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition de l'honorable Ministre des pêcheries et de la chasse:

QUE tout le territoire comprenant les cantons Liegeois, Pijart, Couture, Couillard, Coquart, Champigny ainsi que la partie du canton Durocher au nord de la Rivière Sainte-Marguerite, et la partie du canton Labrosse, moins les lots un (1) à quatre (4) inclusivement des rangs quatre et cinq (IV & V) dudit canton, formant un tout d'environ cinq cents milles carrés (500 mi.c.) soit maintenant connu sous le nom de Réserve de Chasse et de Pêche de Chicoutimi;

QUE la chasse sportive, et non le trappage, y soit défendue et que ladite Réserve soit sujette aux règlements qu'il plaira au Lieutenant-gouverneur en conseil d'édicter.

L. DÉSILETS,
50792-o Greffier du Conseil Exécutif.

of October inclusively, in the counties of Abitibi-West, Abitibi-East, Roberval, Jonquière-Kénogami, Lake Saint-John and Chicoutimi and the territories immediately North of the said counties;

3. THAT moose hunting will be allowed in 1959, from the tenth (10th) to the eighteenth (18) of October inclusively, in the part of the northern section of the Province known under the name of Zone F, outside of the counties named in paragraph 2, as well as in the Gaspé section of Gaspé and in the West of the Province respectively known as Zones C and D.

—

CONCERNING the Chicoutimi Fish and Game Reserve.

—

WHEREAS that in that part of the county of Chicoutimi North of the Saguenay River, there is a quantity of lakes capable of producing bountiful fishing and of giving healthy recreation in forests;

WHEREAS the creation of a Fish and Game Reserve would fulfill these requirements.

IN VIEW of section 65, chapter 153 of the Revised Statutes of Quebec, 1941.

IT IS ORDAINED on the recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries:

THAT all the territory comprising the townships of Liegeois, Pijart, Couture, Couillard, Coquart, Champigny, as well as that part of the Durocher township, on the North of the Sainte-Marguerite River, and that part of the Labrosse township, less lots one (1) to four (4) inclusively of the ranges four and five (IV & V) of the said township, forming in all about five hundred square miles (500 sq. miles) be now known under the name of Chicoutimi Fish and Game Reserve;

THAT hunting for sport, and not trapping, be therein forbidden and that the said Reserve be subject to the by-laws which it may please the Lieutenant-Governor in Council to enact.

L. DÉSILETS,
50792 Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 560

Québec, le 4 juin 1959.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT certaines modifications aux règlements de la Loi des écoles professionnelles privées.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition de l'honorable ministre de la jeunesse:

QUE l'arrêté en conseil numéro: 371 en date du 22 avril 1959, concernant l'adoption des règlements de la Loi des écoles professionnelles privées, soit modifié de la manière suivante:

1° en ajoutant dans la section B à l'article 2, à la 22ème ligne, après le mot "drapage", le mot "électricité".

2° en ajoutant à la section F, article 6, à la 5ème ligne, après les mots "mentionnés à l'article 2 des présents règlements" les mots "et faisant l'objet d'un cours distinct".

3° en remplaçant à la section G, l'article 8 par le suivant: "8. La demande d'un permis d'école doit être accompagnée d'un cautionnement dont le montant est déterminé en multipliant par cinq le prix total au comptant du cours le plus dispendieux donné par l'école. Le cautionnement ne doit pas excéder $1,000.00 et il est fourni au moyen du dépôt d'un chèque ac-

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 560

Quebec, June 4, 1959.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING certain amendments to the regulations of the Private Vocational Schools Act.

IT IS ORDAINED, upon the recommandation of the Honourable the Minister of Youth:

THAT, the Order in Council number: 371, dated April 22nd 1959, concerning the adoption of the regulations of the Private Vocational Schools Act, be amended as follows:

1. by adding in section B, article 2, in the 19th line, after the word "draping", the word "electricity".

2. by adding in the section F, article 6, in the 5th and 6th lines, after the words "mentioned in article 2 of the present regulations", the words "and forming the subject of a separate course".

3. by replacing in section G the article 8, by the following: "8. The application for a school permit must be accompanied by a security the amount of which shall be equal to five times the total cash price of the most expensive course given by the school. The security shall not exceed $1,000.00 and shall be produced by depositing an accepted cheque made to the order

cepté et fait à l'ordre du ministre des finances ou d'une obligation payable au porteur, de la nature des obligations visées à l'article 981° du Code civil, ou d'une police de garantie "Security bond" au nom du ministre de la jeunesse et émise par une compagnie autorisée à se porter caution dans la province de Québec. Ce cautionnement est transmis au ministre des finances qui le garde en fidéi-commis pour en disposer conformément aux présents règlements."

4° en remplaçant à la section I le paragraphe *b*) de l'article 18 par le suivant: "*b*) Comprendre le texte suivant: "cette école n'est pas une école du gouvernement de la province de Québec."

5° en ajoutant dans la section I à l'article 19, après le paragraphe *c*), le paragraphe suivant: "*d*) toute mention que les élèves peuvent être éligibles aux bourses du gouvernement de la province de Québec."

6° en ajoutant dans la section M à l'article 44, à la 3ème ligne, après le chiffre "12", le chiffre "13".

L. DÉSILETS,
50803-o Greffier du Conseil Exécutif.

of the Minister of Finance or a debenture payable to bearer, of the same kind as the debentures mentioned in article 981° of the Civil Code, or a guarantee policy "Security bond" in the name of the Minister of Youth and issued by a company authorized to act as surety in the Province of Quebec. Such security shall be transferred to the Minister of Finance, who shall keep in trust and dispose of the same in conformity with the present regulations.

4. by replacing in section I the paragraph *b*) of article 18, by the following: *b*) "Shall include the following text: "this school is not a school of the Government of the Province of Quebec:"

5. by adding in section I to the article 19, after paragraph *c*) the following paragraph: "*d*) from making any mention that the students are eligible to the bursaries of the Government of the Province of Quebec."

6. by adding in section M, article 44, in the 2nd line after the number "12", the number "13".

L. DÉSILETS,
50803 Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 546
Section "A"

Québec, le 4 juin 1959.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif aux établissements commerciaux de Mégantic.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux établissements commerciaux de Mégantic, rendue obligatoire par le décret numéro 548 du 28 mai 1954 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en conseil une modification audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 25 avril 1959;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de la modification proposée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Premier Ministre:

QUE ledit décret, numéro 548, soit modifié comme suit:

Le paragraphe "*d*" de l'article III est remplacé par le suivant:

"*d*) Le travail peut être prolongé jusqu'à 10.00 p.m., sans rémunération supplémentaire le Jeudi-Saint et durant certains jours précédant la fête de Noël, soit du 17 au 23 décembre inclusivement. Le 24 décembre et le 31 décembre, le travail doit cesser à 6.00 p.m."

L. DÉSILETS,
50793-o Greffier du Conseil Exécutif.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 546
Part "A"

Quebec, June 4, 1959.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment of the decree relating to the commercial establishments of Mégantic.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the commercial establishments of Mégantic, rendered obligatory by the decree number 548 of May 28, 1954, and amendments, have petitioted the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor on Council an amendment to the said decree;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of April 25, 1959;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendment;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Prime Minister:

THAT the said decree, number 548, be amended as follows:

Paragraph "*d*" of article III is replaced by the following:

"*d*) Hours may be worked until 10.00 p.m., without extra pay on Maunday Thursday and a few days preceding Christmas, i.e., from December 17, to the 23 inclusive. On December 24 and 31, work shall cease at 6.00 p.m.".

L. DÉSILETS,
50793-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 546
Section "B"

Québec, le 4 juin 1959.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation de la section "E" (Électricien) du décret relatif à l'industrie et

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 546
Part "B"

Quebec, June 4, 1959.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the extension of section "E" (Electrician) of the decree relating to the cons-

aux métiers de la construction dans la rétion de Hull.

—

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Premier Ministre:

QUE la section "E" (Électricien) du décret numéro 810 du 14 août 1957 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Hull, soit prolongée jusqu'au 1er août 1959.

L. DÉSILETS,
50793-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 546
Section "E"

Québec, le 4 juin 1959.
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en conseil.

CORRECTION à l'arrêté en conseil numéro 643-B du 26 juin 1957, relatif à tous les décrets régissant l'industrie et les métiers de la construction dans la province, sauf celui en vigueur dans la région de Montréal.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Premier Ministre:

QUE les références apparaissant à la fin de l'arrêté en conseil numéro 643-B, du 26 juin 1957, soient remplacées par les suivantes:

a) Décret numéro 1743 du 11 juillet 1941 et amendements — région de Chicoutimi: section "C", article 1.

b) Décret numéro 988 du 2 octobre 1958 et amendements — comtés de Drummond, Arthabaska et Nicolet: article XV-9.

c) Décret numéro 810 du 14 août 1957 et amendements — région de Hull: section "C", article 1.

d) Décret numéro 761 du 13 juillet 1955 et amdnedments — région de Joliette: article V-A.

e) Décret numéro 419 du 18 avril 1957 et amendements—région de Québec: section "D", article 9.

f) Décret numéro 802 du 8 juillet 1953 et amendements — région de Rimouski: article IV-B.

g) Décret numéro 909 du 25 août 1955 et amendements — région de St-Hyacinthe: article V-A.

h) Décret numéro 784 du 21 juillet 1955 et amendements — région de St-Jean: article V-A.

i) Décret numéro 122 du 29 février 1956 et amendements — région des Cantons de l'Est: article X-D.

j) Décret numéro 602 du 9 juin 1954 et amendements — région de Sorel: article IV-A.

k) Décret numéro 657 du 13 mai 1948 et amendements — région de Terrebonne et Labelle: article III-A.

l) Décret numéro 256 du 5 mars 1953 et amendements — région des Trois-Rivières: article IV-B.

L. DÉSILETS,
50793-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 546
Section "F"

Québec, le 4 juin 1959.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications à l'arrêté en conseil numéro 643-A du 26 juin 1957, relatif à tous les décrets régissant l'industrie et les métiers de la construction dans la province, sauf celui en vigueur dans la région de Montréal.

truction industry and trades in the region of Hull.

—

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable the Prime Minister:

THAT section "E" (Electrical trade) of the decree number 810 of August 14, 1957 and amendments, relating to the construction industry and trades in the region of Hull, be extended until August 1, 1959.

L. DÉSILETS,
50793-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 546
Part "E"

Quebec, June 4, 1959.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CORRECTION of Order-in-Council number 643-B of June 26, 1957, relating to the decrees governing the construction industry and trades in the province, excepting the decree in force in the Montreal region.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable the Prime Minister:

THAT the references appearing at the end of Order-in-Council number 643-B of June 26, 1957, be replaced by the following:

a) Decree number 1743 of July 11, 1941 and amendments — Chicoutimi region: section "C", article 1.

b) Decree number 988 of October 2, 1958 and amendments — counties of Drummond, Arthabaska and Nicolet: article XV-9.

c) Decree number 810 of August 14, 1957 and amendments — Hull region: section "C", article 1.

d) Decree number 761 of July 13, 1955 and amendments — Joliette region: article V-A.

e) Decree number 419 of April 18, 1957 and amendments—Quebec region: part "D", article 9.

f) Decree number 802 of July 8, 1953 and amendments — Rimouski region: article IV-B.

g) Decree number 909 of August 25, 1955 and amendments — St-Hyacinthe region: article V-A.

h) Decree number 784 of July 21, 1955 and amendments — St. John region: artilce V-A.

i) Decree number 122 of February 29, 1956 and amendments — eastern township district: article X-D.

j) Decree number 602 of June 9, 1954 and amendments — Sorel region: article IV-A.

k) Decree number 657 of May 13, 1948 and amendments — Terrebonne and Labelle region: article III-A.

l) Decree number 256 of March 5th, 1953 and amendments — Trois-Rivières region: article IV-B.

L. DÉSILETS,
50793-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 546
Part "F"

Quebec, June 4, 1959.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments of Order-in-Council number 643-A of June 26, 1957, relating to the decrees governing the construction industry and trades in the province, excepting the decree in force in the Montreal region.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en conseil des modifications à l'arrêté en conseil numéro 643-A du 26 juin 1957, concernant des modifications à tous les décrets régissant l'industrie et les métiers de la construction dans la province, sauf celui en vigueur dans la région de Montréal, à l'effet de règlementer les conditions de travail dans l'industrie du fer structural;

ATTENDU QUE ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, éditon du 2 mai 1959;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Premier Ministre:

QUE tous les décrets ci-après mentionnés soient modifiés en y remplaçant les dispositions régissant actuellement l'industrie du fer structural par les nouvelles dispositions suivantes, de la manière indiquée en regard de chacun d'eux:

1° Les taux de salaires mentionnés pour l'industrie de l'acier structural sont remplacés par les suivants:

"INDUSTRIE DE L'ACIER STRUCTURAL

Salaires minima:	*Taux horaire* *Jusqu'au 31 mars 1960*	*A compter du 1 avril 1960*
Travailleur en fer structural (compagnon).....	$2.45	$2.55
Soudeur (compagnon)....	2.45	2.55"

2° Les références apparaissant à la fin de l'arrêté en conseil numéro 643-A du 26 juin 1957 sont remplacées par les suivantes:

"*a*) Décret numéro 1743 du 11 juillet 1941 et amendements — région de Chicoutimi: section "A", article I.

b) Décret numéro 988 du 2 octobre 1958 et amendements — région de Drummond, Arthabaska et Nicolet: article XIV.

c) Décret numéro 810 du 14 août 1957 et amendements — région de Hull: section "A", article I.

d) Décret numéro 761 du 13 juillet 1955 et amendements — région de Joliette: article VI-A.

e) Décret numéro 419 du 18 avril 1957 et amendements — région de Québec: section "E", article I.

f) Décret numéro 802 du 8 juillet 1953 et amendements — région de Rimouski: article V-A.

g) Décret numéro 909 du 25 août 1955 et amendements — région de St-Hyacinthe: article V-B.

h) Décret numéro 784 du 21 juillet 1955 et amendements — région de St-Jean: article V-B.

i) Décret numéro 122 du 29 février 1956 et amendements — région des Cantons de l'Est: section "C", article X-B.

j) Décret numéro 602 du 9 juin 1954 et amendements — région de Sorel: article III-A.

k) Décret numéro 657 du 13 mai 1948 et amendements — région de Terrebonne et Labelle: article III-B.

l) Décret numéro 256 du 5 mars 1953 et amendements — région des Trois-Rivières: article IV-C."

L. DÉSILETS,
50793-o Greffier du Conseil Exécutif.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to Order-in-Council number 643-A of June 26, 1957, concerning amendments to the decrees governing the construction industry and trades in the province, excepting the decree in force in the Montreal region, for the purpose of regulating the working conditions in the structural steel industry;

WHEREAS the said notice has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of May 2, 1959;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Prime Minister:

THAT the decrees hereafter mentioned be amended by replacing the provisions thereof regulating the structural iron industry with the following new provisions, as indicated for every such decree:

1. The wage rates for the structural steel industry are replaced by the following:

"STRUCTURAL STEEL INDUSTRY

Minimum wages:	*Hourly rates* *Up to March 31, 1960*	*From April 1, 1960*
Structural iron erector...	$2.45	$2.55
Welder (journeyman)....	2.45	2.55"

2. The references appearing at the end of Order-in-Council number 643-A of June 26, 1957 are replaced by the following:

"*a*) Decree number 1743 of July 11, 1941 and amendments — Chicoutimi region: section "A", article I.

b) Decree number 988 of October 2, 1958 and amendments — region of Drummond, Arthabaska and Nicolet: article XIV.

c) Decree number 810 of August 14, 1957 and amendments — Hull region: section "A", article I.

d) Decree number 761 of July 13, 1955 and amendments — Joliette region: article VI-A.

e) Decree number 419 of April 18, 1957 and amendments — Quebec region: Part "E", article I.

f) Decree number 802 of July 8, 1953 and amendments — Rimouski region: article V-A.

g) Decree number 909 of August 25, 1955 and amendments — St. Hyacinthe region: article V-B.

h) Decree number 784 of July 21, 1955 and amendments — St. John region: article V-B.

i) Decree number 122 of February 29, 1956 and amendments — eastern township region: section "C", article X-B.

j) Decree number 602 of June 9, 1954 and amendments — Sorel region: article III-A.

k) Decree number 657 of May 13, 1948 and amendments — Terrebonne and Labelle region: article III-B.

l) Decree number 256 of March 5, 1953 and amendments — Trois-Rivières region: article IV-C."

L. DÉSILETS,
50793-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF

Numéro 546
Section "C"

Québec, le 4 juin 1959.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une nouvelle convention collective de travail relative au métier de coiffeur pour dames dans la région de Hull.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes ci-après mentionnées ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:
Le Comité des Patrons de Salons de Coiffure de Hull;

Et, D'AUTRE PART:
L'Union Internationale des Coiffeuses de Hull, Local 1043-A;
pour les employeurs et les salariés de la profession visée, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 21 mars 1959;

ATTENDU QUE les dispositions de ladite convention ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans la profession visée et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

ATTENDU QUE les prescriptions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre ladite requête;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Premier Ministre:

QUE ladite requête soit acceptée conformément aux dispositions de ladite Loi, avec, toutefois, les nouvelles dispositions suivantes tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 21 mars 1959.

PREMIÈRE PARTIE

JURIDICTION PROFESSIONNELLE

1. La juridiction professionnelle du décret vise toute personne qui exécute elle-même ou fait exécuter par un salarié un travail faisant l'objet du décret.

DÉFINITIONS

2. Pour la mise en vigueur des dispositions du décret, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a) "Coiffeur pour dames" désigne toute personne qui exerce l'art de la coiffure ou exécute l'une ou l'autre des opérations suivantes: ondulation, teinture, décoloration, taillage, flambage, tressage des cheveux, épilation, massage, maquillage, manucure, traitement du cuir chevelu, indéfrisable avec ou sans appareils ou produits chimiques, montage ou démontage de l'indéfrisable.

b) "Compagnon" désigne une personne qui a terminé son apprentissage, a subi avec succès les examens requis devant le Bureau d'Examinateurs et qui détient un certificat de qualification émis par le Comité paritaire.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 546
Part "C"

Quebec, June 4, 1959.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a new collective labour agreement relating to the ladies hairdressing trade in the region of Hull.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties hereafter mentioned have submitted to the Minister of Labour a petition to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:
"Le Comité des Patrons de Salons de Coiffure de Hull;

And, ON THE OTHER PART:
"L'Union Internationale des Coiffeuses de Hull, Local 1043-A";
for the employers and employees of the trade or profession concerned, following the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of March 21, 1959;

WHEREAS the provisions of the said agreement have acquired a preponderant significance and importance towards the establishing of working conditions in the profession concerned and in the territorial jurisdiction indicated in the said petition;

WHEREAS the provisions of the Act have been duly observed as regards the publication of notices;

WHEREAS no objection has been raised against the said petition;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Honourable the Prime Minister:

THAT the said petition be accepted in pursuance of the provisions of the said Act, with, however, the following new provisions to be substituted for the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of March 21, 1959.

PART ONE

PROFESSIONAL JURISDICTION

1. The professional jurisdiction of the decree extends to any person who performs or causes employees to perform operations governed by the decree.

DEFINITIONS

2. For the purposes of enforcement of the decree, the following terms have the meaning hereafter given to them:

a) "Ladies hairdresser" means any person who plies the hairdressing art or does any of the foregoing operations: waving, dyeing, bleaching, cutting, singeing, braiding, plucking, massage, make-up, manicure, scalp treatment, permanent wave with or without machines or chemical product, setting up or finishing permanent wave.

b) "Journeyman" means a person who has completed his or her apprenticeship period, has passed the required examinations before the Board of Examiners of the Parity Committee and has been certificated by the said Committee.

c) "Apprenti-coiffeur pour dames" désigne une personne en stage d'apprentissage du métier de coiffeur pour dames, à l'école ou dans un salon de coiffure.

d) "Manucuriste-esthéticienne" désigne une personne qui exécute une ou plusieurs des opérations nécessaires pour rendre les services suivants: massage, manucure, épilation.

e) "Apprenti-manucuriste-esthéticienne" désigne une personne en stage d'apprentissage du métier de manucuriste-esthéticienne, à l'école ou dans un salon de beauté ou de coiffure.

f) "Artisan" désigne une personne qui exerce seule ou en société, pour son propre bénéfice, le métier de coiffeur pour dames ou de manucuriste-esthéticienne.

g) "Employé régulier" désigne un compagnon ou apprenti dont les services sont retenus et rémunérés à la semaine par un employeur. Ce terme désigne et comprend également, pour la mise en vigueur des dispositions du décret auxquelles il est coumis comme un employé régulier, l'employeur coiffeur pour dames exerçant lui-même son métier.

h) "Remplaçant" désigne un compagnon dont les services sont retenus et remunérés sur une base quotidienne.

i) "Salarié" désigne une personne qui, moyennant rémunération, exécute, en tout ou en partie, un travail quelconque faisant l'objet du décret.

j) "Salon de coiffeur", "salon de coiffure" et "Salon de beauté" désignent un lieu ou un établissement où les métiers et leurs opérations visés par le décret sont exercés, appris ou enseignés.

k) "Ondulation" désigne l'opération qui consiste à placer, tresser, friser, coiffer, onduler les cheveux au moyen du komol, du marcel, du papier, de la mise en plis ou par tout autre moyen ou façon.

l) "Teinture" désigne l'opération qui consiste à décolorer ou teindre les cheveux ou retoucher, au moyen de la teinture sous toutes ses formes, les sourcils et les cils.

m) "Coupe de cheveux" désigne l'opération qui consiste à couper, amincir, étager, effiler les cheveux ou exécuter ce travail de quelque manière que ce soit au moyen de la tondeuse, des ciseaux ou du rasoir.

n) "Massage" signifie le fait de maquiller le visage, masser, nettoyer, stimuler, manipuler ou embellir le visage, le cou, les bras ou les mains.

o) "Manucure" signifie le fait d'enlever les cuticules, corriger la pousse des ongles, former, polir, émailler, nettoyer, embellir, limer, couper, faire briller les ongles avec ou sans l'usage de cosmétiques, antiseptiques, toniques, lotions, crèmes ou poudres.

p) "Épilation" signifie le fait d'enlever les poils follets au moyen d'instruments spéciaux ou d'appareils à l'électrolyse ou par l'emploi de crèmes, cires ou poudres dépilatoires.

q) "Traitement du cuir chevelu" signifie le fait de soigner les cheveux, en enlever les pellicules, les remettre en bon état, les nettoyer, donner des shampooings, des traitements à l'huile au moyen de frictions manuelles, avec ou sans l'aide d'appareils spéciaux, lampes solaires, lampes à rayons ultra-violets ou infra-rouges, ou vibrateurs.

r) "Indéfrisable" signifie le frisage ou l'ondulation durable des cheveux, imitant l'ondulation ou la frisure naturelle. L'indéfrisable, exécutée à froid ou avec chaleur, s'obtient au moyen de l'une ou de l'autre, ou de toutes les opérations suivantes à la fois:

i. L'application aux cheveux d'une solution chimique ne produisant aucune chaleur.

c) "Apprentice ladies hairdresser" means a person serving apprenticeship in the ladies hairdressing trade, either at the school or in a hairdressing parlor.

d) "Manicure aesthetician" means a person who performs one or more of the operations comprised in the following services: massage, manicure, depilation.

e) "Apprentice manicure aesthetician" means a person serving apprenticeship in the manicure aesthetician trade, eigher at the school or in a beauty or hairdressing parlor.

f) "Artisan" means a person who plies, alone or in partnership, with one or more other persons, for his own benefit, the ladies' hairdressing or manicure aesthetician's trade.

g) "Regular employee" means a journeyman or apprentice whose services are hired and paid for by the week by an employer. This term also includes, for purposes of enforcement of provisions of the decree, to which he is subject as if he were a regular employee, the employer (ladies hairdresser) who does actual trade work.

h) "Occasional employee", means a journeyman whose services are hired and paid on a daily basis.

i) "Employee", means a person who, in consideration of payment, executes, in whole or part, any operation governed by the decree.

j) "Hairdressing parlor" and "beauty parlor" mean a place or establishment where the trades or operations governed by the decree are executed, learned or taught.

k) "Wave" means: to arrange, braid, curl, dress, wave the hair by means of Komol, Marcel, paper or finger wave or any other way.

l) "Dyeing" means the bleaching or dyeing of the hair, or retouching, by means of any dyeing process, the eyebrows or eyelashes.

m) "Haircut" means: to cut, thin, taper the hair and perform such operations with clipper, scissors or razor.

n) "Massage" means: to make up the face, massage, cleanse, stimulate, treat or embellish the face, the neck, the arms or the hands.

o) "Manicure" means: to remove cuticles, check the growth of nails, form, polish, clean, embellish, file, cut, the nails with or without the use of cosmetics, antiseptics, tonics, lotions, creams or powders.

p) "Depilation" means: to remove superfluous hairs by means of special instruments or electrolysis apparatus or by using depilatory cream, wax or powder.

q) "Scalp treatment" means: to treat, recondition and cleanse the hair, remove dandruffs, give shampoos, oil treatments by means of hand massage with or without special apparatus, solar lamps, ultra-violet or infra-red lamps or vibrators.

r) "Permanent wave" means a lasting curling or waving of the hair that imitates a natural hair wave. The permanetn wave, eigher cold or hot process, is obtained through one or more of the following operations:

i. The application on the hair of a chemical solution producing no heat;

ii. L'enroulement des cheveux par mèches ou bouclettes sur un cylindre appelé onduleur ou bigoudi.

iii. Le chauffage des cheveux à une température d'au moins 212° F, soit au moyen d'un appareil électrique ou à vapeur ou de tampon chimique.

iv. Le démontage qui consiste à enlever un appareil ou à défaire le travail d'une opération ci-haut mentionnée, afin de terminer l'indéfrisable.

v. Toute autre opération ou produit utilisé donnant aux cheveux une ondulation ou frisure à caractère indéfrisable.

vi. L'indéfrisable comprend en plus l'une ou l'autre ou toutes les opérations suivantes: le shampooing, la coupe de cheveux ou la mise-en-plis.

ii. The winding of the hair, in locks or curls, around cylinders called curlers.

iii. The heating of the hair to a temperature of at least 212° F. by means of an electric or steam apparatus or with chemical pads;

iv. The removal which consists in removing an apparatus or undoing the work of an operation above mentioned in order to complete the permanent wave;

v. Any other operation or product in use that gives the hair a permanent wave or curl.

vi. The permanent wave also includes one or more of the following operations: shampoo, haircut or finger wave.

Dispositions générales

3. *Propriété des certificats de qualification:* Les certificats de qualification émis par le Comité paritaire appartiennent à leurs détenteurs, lesquels doivent les garder constamment en leur possession, au lieu de leur travail.

4. *Vente ou cession de salon:* Au cas de vente ou de cession d'un salon de coiffure ou de beauté, durant la période annuelle de service d'un salarié, l'acheteur ou cessionnaire de ce salon doit assumer l'obligation du vendeur ou cédant relativement à l'octroi à ce salarié des vacances auxquelles il a droit suivant les prescriptions du décret.

5. *Rémunération des services rendus à la clientèle:* L'employeur ou le salarié qui fournit au client les services mentionnés au décret, doit lui en exiger le prix comptant, en monnaie légale, dès le travail terminé.

Il est interdit à l'employeur et au salarié d'offrir ou de donner gratuitement ses services à la clientèle, d'en réduire le prix, de donner ou accepter, directement ou indirectement, quelque prime, cadeau, objet ou avantage que ce soit, en vue ou ayant pour effet de réduire le prix des services ou d'attirer ou tenter d'attirer la clientèle, au moyen d'annonces, circulaires, panneaux-réclame ou autre procédé de publicité quelconque, ou de toute autre manière, faisant connaître ou offrant des services à des prix inférieurs à ceux fixés par le décret.

6. *Heure légale:* Les mentions d'heures au décret se réfèrent à l'heure légale de chaque endroit compris dans la juridiction territoriale du décret. Lorsque l'heure avancée a été décrétée par les autorités compétentes d'un endroit, l'heure légale y est l'heure avancée, pour la période décrétée.

7. *L'imitation de la durée de travail établie au décret:* La durée des heures de travail doit être fixée dans le cadre et à l'intérieur de la réglementation municipale.

8. *Préavis de congé:* L'employeur et le salarié ont réciproquement droit à un avis de congé de sept (7) jours au cas d'abandon de services ou de congédiement.

9. *Logement et nourriture:* L'employeur fournissant logement ou nourriture au salarié n'en peut exiger plus de cinq dollars ($5.00) pour le gîte et dix dollars ($10.00) pour la nourriture, par semaine.

10. *Travail à domicile:* Les coiffeurs pour dames et manucuristes-esthéticiennes tenant un salon, et leurs salariés, sont seuls autorisés à exercer leur métier à domicile, durant les heures de travail déterminées par le décret.

11. *Ententes ou conventions prohibées:* Est radicalement nulle et interdite toute entente ou convention, de quelque nature qu'elle soit, entre

General Provisions

3. *Ownership of certificates of competency.* Certificates of competency issued by the Parity Committee belong to their holders who shall keep them constantly in their possession while at work.

4. *Sale or transfer of parlor.* In the event of sale or transfer of a ladies' hairdressing or beauty parlor during the annual period of services of an employee, the buyer or transferee of such parlor shall assume the obligations of the seller or transferer as to the granting to such employee of the vacation to which he is entitled under the provisions of the decree.

5. *Remuneration of services rendered to customers:* The employer or the employee who renders the services mentioned in the decree shall demand payment in cash upon completion of the work.

No employer or employee shall offer or render, free of charge, services to customers, or reduce the price thereof, or give or accept, directly or indirectly, any premium, gift, article or advantage whatever for the purpose of reducing, or tending to reduce the price of services or to attract or attempt to attract customers by means of advertisements, circulars, sign, boards or other publicity, or any other way, announcing or offering services at prices lower than those fixed by the decree.

6. *Legal time:* Hours mentioned in the decree shall be based on the legal time of each locality comprised in the territorial jurisdiction of the decree. When the Daylight Saving Time is enforced by the competent authorities of a locality, the legal time shall be the Saving Time for the period determined by said authorities.

7. *Limitation of the duration of work as established in the decree:* The duration of working hours shall be established in pursuance of, and within the limits of municipal by-laws.

8. *Notice:* The employer and the employee are both entitled to seven (7) days' notice in the event of dismissal or departure.

9. *Board and lodging:* The employer who furnishes board and lodging to his employee shall not charge more than five dollars ($5.00) for lodging and ten dollars ($10.00) for board, per week.

10. *Services at home:* Ladies' hairdressers and manicures-aestheticians operating a parlor and their employees, shall alone have the right to ply their trade at home, during the hours of work determined in the decree.

11. *Forbidden agreements:* Any agreement whatever between an employer and an employee, tending, directly or indirectly, to elude any one

employeur et salarié, en vue ou ayant pour effet, directement ou indirectement, d'éluder l'une quelconque des dispositions du décret.

12. *Renseignements au Comité paritaire:* Avant de pouvoir exercer son métier ou tenir un salon, le coiffeur pour dames ou la manucuriste-esthécienne doit déclarer au Comité paritaire ses nom, prénom et adresse, le nom sous lequel il exerce son métier ou tient son salon, son régime matrimonial de même que tout changement subséquent de nom, d'adresse ou d'état matrimonial et, s'il ne tient pas seul un salon, les nom, prénom, adresse et régime matrimonial de son ou ses associés, de même que tout changement subséquent de nom, d'adresse et de régime matrimonial de son ou ses associés.

13. Le coiffeur pour dames ou la manucuriste-esthéticienne doit aussi, dans un délai de dix (10) jours, aviser par écrit le Comité paritaire de la cessation de l'exercice du métier ou de la vente, cession ou clôture définitive de son salon.

DEUXIÈME PARTIE

Dispositions particulières

14. *Juridiction territoriale:* La juridiction territoriale du décret comprend la cité de Hull, les villes de Deschênes, Pointe-à-Gatineau et Aylmer et un rayon de dix (10) milles de leurs limites en deçà de la Province de Québec.

Cependant, le présent décret ne s'applique pas à tout territoire déjà régi par un autre décret.

15. *Heures de travail:* La durée hebdomadaire du travail est de quarante-trois (43) heures réparties comme suit:

Les mardi et jeudi: de 9.00 a.m. à 6.00 p.m.

Les mercredi et vendredi: de 9.00 a.m. à 8.00 p.m.

Les samedi et veilles de fêtes chômées: de 9.00 a.m. à 8.00 p.m. à l'exception des mois de juillet et août où le travail le samedi est de: 9.00 a.m. à 1.00 p.m.

Dans chaque salon de coiffure ou de beauté, il doit y avoir en service régulier et permanent une personne détenant un certificat de qualification approprié.

16. *Travail postérieur à la clôture:* Le travail requis par un client se trouvant dans un salon avant l'heure de clôture, peut être exécuté même après cette heure.

17. *Congé de repas:* Le salarié doit bénéficier d'une (1) heure de congé payé pour son repas du midi et, en outre, pour celui du soir, lorsque le travail de la journée ne doit pas se terminer avant huit (8.00 p.m.) heures du soir.

18. *Fêtes chômées:* Les jours de fêtes chômés sont les suivants: les dimanches et les lundis, le Premier de l'An, le deux janvier, le premier juillet, la Fête du Travail, la Noël et le 26 décembre.

19. *Salaires minima: a)* Compagnon coiffeur pour dames: $22.00 par semaine, plus une commission de 10% des recettes de son travail dépassant $44.00 par semaine.

b) Manucuriste-esthéticienne: $15.00 par semaine, plus une commission de 10% des recettes de son travail dépassant $30.00 par semaine.

c) Remplaçant: $4.00 par jour, plus une commission de 10% des recettes de son travail dépassant le double de son salaire gagné.

d) Apprenti coiffeur pour dames:

	Par semaine
1er semestre	$ 3.00
2ème semestre	6.00
2ème année et subséquemment	12.00

of the provisions of the decree shall be null and forbidden.

12. *Information to the Parity Committee:* Before plying the trade governed by the decree or operating a parlor, the ladies' hairdresser or the manicure-aesthetician shall give to the Parity Committee his name in full, the name under which he plies his trade or operates his parlor, his civil status, as well as any subsequent change of name, address or civil status and, if he does or operate a parlor alone, the name in full, address and civil status of his associate or associates, as well as any subsequent change of name, address and civil status of his associate or associates.

13. The ladies' hairdresser or manicure-aesthetician shall also, within a delay of ten (10) days, notify the Parity Committee in writing of the suspension of trade's practice, of the sale, transfer or definite closing of his parlor.

PART TWO

Special Provisions

14. *Territorial Jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the decree comprises the city of Hull, the towns of Deschênes, Pointe-à-Gatineau and Aylmer and a radius of ten (10) miles within the limits of the Province of Quebec.

However, the present decree does not apply to any territory already covered by another decree.

15. *Hours of work:* The weekly duration of work shall consist of forty-three (43) hours distributed as follows:

Tuesday and Thursday: 9.00 to 6.00 a.m.;

Wednesday and Friday: 9.00 a.m. to 8.00 p.m.;

Saturday and holiday eves: 9.00 a.m. to 8.00 p.m., with the exception of the months of July and August, where hours on Saturday shall be from 9.00 a.m. to 1.00 p.m.

In every hairdressing or beauty parlor, there shall be a certificate person in regular and permanent service.

16. *Work after closing time:* Work required by a customer who was in the parlor before closing time may be carried out even after such time.

17. *Mean hours:* The employee shall be given one (1) hour with pay for his noon meal, and another hour for the evening meal when the day's work does not end before eight (8.00 p.m.).

18. *Days kept as holidays:* The following shall be days kept as holidays: Sundays and Mondays, New Year's Day, January 2, July 1st, Labour Day, Christmas Day and December 26.

19. *Minimum wages: a)* Ladies' journeyman: Hairdresser: $22.00 per week, plus a 10% commission on the receipts of his or her work exceeding $44.00 per week.

b) Manicure-aesthetician: $15.00 per week, plus a 10% commission on the receipts of her work exceeding $30.00 per week.

c) Occasional employee: $4.00 per day, plus a 10% commission on the receipts of his or her work exceeding double the wages earned.

d) Apprentice ladies' hairdresser:

	per week
1st six months	$ 3.00
2nd six months	6.00
2nd year and thereafter	12.00

20. *Commission payable au cas de salaire supérieur à celui du décret:* Un employé régulier recevant un salaire hebdomadaire supérieur au minimum, fixé par le décret a droit à la commission calculée sur les recettes de son travail excédant de plus de $10.00 le salaire hebdomadaire qu'il reçoit.

21. *Période obligatoire d'emploi:* Les services de l'employé temporaire doivent être retenus pour une période d'au moins deux (2) jours de travail par semaine.

22. *Vacances payées:* *a*) L'employeur doit accorder une semaine de vacances payées au salarié, à son emploi durant une période continue d'une année, sans perte de temps, sauf pour des motifs d'absence légitime.

b) Ces vacances doivent être octroyées durant la période du 1er mai au 1er octobre de chaque année et l'employeur est tenu d'aviser le salarié au moins sept (7) jours à l'avance de la date déterminée pour le début de ses vacances.

c) L'employeur d'un seul salarié peut effectuer avec ce dernier une convention écrite, dont copie doit être déposée au comité paritaire, à l'effet de substituer à la semaine de vacances obligatoires deux périodes formées des trois premiers jours de deux semaines distinctes. Dans ce cas, la rémunération du salarié pour les trois derniers jours de travail de chacune de ces deux semaines doit être celle de l'employé temporaire.

d) Après une année révolue de services le salarié, quittant son emploi au cours d'une nouvelle période d'emploi annuelle, a droit à une demi-journée de vacances payées par mois de travail.

e) Le salarié qui n'a pas bénéficié des vacances prévues aux paragraphes précédents du présent article a le droit de réclamer de son employeur une somme égale à son salaire pour la période de vacances à laquelle il avait droit.

23. *Prix minima des services:* Les employeurs, les employeurs professionnels, les artisans et les salariés doivent charger les prix minima suivants pour les services ci-après énumérés:

Coupe de cheveux	$1.00
Flambage des cheveux	0.40
Indéfrisable, sans charge additionnelle pour la coupe de cheveux, le shampooing et l'ondulation à l'eau	5.00
Mèche individuelle	0.25
Teinture des cheveux	5.00
Retouche de la teinture des cheveux	4.00
Shampooing teinture	3.50
Décoloration	5.00
Rinçage de couleur	0.50
Ondulation au papier	2.00
Ondulation à l'eau, Komol ou Marcel	1.00
Shampooing	0.50
Shampooing à l'huile	1.50
Repeignage des cheveux	0.50
Manucure	1.00
Message facial	2.50
Épilation des sourcils	0.75
Traitement du cuir chevelu	2.50

24. *Apprentissage:* Pour être admise à l'apprentissage, toute personne doit s'inscrire au comité paritaire et obtenir un certificat d'apprenti.

25. *Conditions d'admission:* Aux fins d'obtenir son certificat d'apprenti, toute personne doit se conformer aux exigences suivantes:

i. avoir 16 ans révolus.

ii. avoir terminé avec succès la 8ième année du cours primaire complémentaire ou avoir subi avec succès un examen d'équivalence.

20. *Commission payable in case of wages higher than those of the decree:* A regular employee who receives weekly wages higher than the minimum ones fixed by the decree is entitled to a commission computed on the receipts of his work exceeding his weekly wages by more than $10.00.

21. *Obligatory period of employment:* The services of the occasional hand, shall be hired for a minimum period of two (2) days per week.

22. *Vacation with pay:* *a*) The employer shall grant to his employers who have been with him for a continuous period of one year, without loss of time, except for justified reasons, one week of vacation with pay.

b) This vacation shall be granted during the period extending from May 1st to October 1st of each year and the employer shall notify the employee at least seven (7) days in advance of the date fixed for the beginning of his vacation.

c) The employer having but one employee may enter into a written agreement with such employee, copy of which to be filed with the Parity Committee, for the purpose of substituting for the obligatory vacation week two periods comprising the first three days of two distinct weeks. In that case, the employee's remuneration for the last three working days of each of these two weeks shall be that of the temporary employee.

d) After one complete year of service, the employee who quits in the course of a new yearly period of employment is entitled to one half day of vacation with pay per month of work.

e) The employee who has not had the vacation provided for under the foregoing paragraphs of this section may claim from his employer an amount equal to his wages for the vacation period to which he was entitled.

23. *Minimum prices of services:* Employers, professional employers, artisans and employees shall charge the following minimum prices for the services hereunder numerated:

Haircut	$ 1.00
Singeing of the hair	0.40
Permanent wave, including, haircut, shampoo and water wave	5.00
Single curls	0.25
Dyeing of the hair	5.00
Retouching dyed hair	4.00
Tint shampoo	3.50
Bleaching	5.00
Color rinse	0.50
Paper wave	2.00
Water, Komol or Marcel wave	1.00
Shampoo	0.50
Oil shampoo	1.50
Recombing of the hair	0.50
Manicure	1.00
Facial	2.50
Plucking of eyebrows	0.75
Scalp treatment	2.50

24. *Apprenticeship:* Every person shall register with the Parity Committee and obtain an apprentice certificate before being admitted to apprenticeship.

25. *Eligibility:* To obtain an apprentice's certificate, every person shall comply with the following requirements:

i. Be at least 16 years of age.

ii. Have completed and passed the examinations of the eighth year of the Primary Course or have passed an equivalent examination.

iii. fournir deux (2) photographies et des preuves d'identification à la satisfaction du comité paritaire.

26. *Durée de l'apprentissage:* La durée normale de l'apprentissage est de 36 mois pour les coiffeurs pour dames et de 12 mois pour les manucuristes-esthéticiennes.

27. *Endroit:* L'apprentissage doit se faire dans un salon de coiffure ou de beauté ou dans une école.

28. *Crédit aux élèves:* Les personnes qui ont fréquenté un centre d'apprentissage ou une des écoles régies par la Loi de l'Enseignement spécialisé (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 63 et amendements), ou par la Loi des écoles professionnelles (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 64 et amendements), doivent recevoir des crédits d'apprentissage proportionnés à la durée de leurs études et aux résultats des examens qu'elles y ont subis.

29. *Durée du décret:* Le présent décret est valable à compter du jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur pour une période de douze (12) mois. Il se renouvelle automatiquement chaque année à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant son expiration.

Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

L. DÉSILETS,
50793-o Greffier du Conseil Exécutif.

iii. Produce two (2) photographs and identification papers at the satisfaction of the Parity Committee.

26. *Duration of apprenticeship:* The standard duration of apprenticeship shall be thirty-six (36) months of ladies' hairdressers and twelve (12) months for manicures-eastheticians.

27. *Place:* Apprenticeship shall be served in a hairdressing or beauty parlor or in a school.

28. *Credit to the pupils:* Persons who have attended an apprenticeship centre or a school governed by the Specialized Schools Act (R.S.Q. 1941, chapter 63 and amendments), or by the Trade-schools Act (R.S.Q. 1941, chapter 64 and amendments), are entitled to apprenticeship credits in proportion to the duration of their studies and to the result of the examinations passed therein.

29. *Duration of the decree:* The decree comes into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette* and so remains for a period of twelve (12) months. It then renews itself automatically from year to year unless either contracting party notifies the other party, in writing, to the contrary within the period extending from the sixtieth (60) to the thirtieth (30) day before its expiration.

Such a notice shall also be filed with the Minister of Labour.

L. DÉSILETS,
50793-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 546
Section "D"

Québec, le 4 juin 1959.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans les comtés de Beauharnois et Vaudreuil-Soulanges.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans les comtés de Beauharnois et Vaudreuil-Soulanges, rendue obligatoire par le décret numéro 1259 du 7 août 1947 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 18 avril 1959;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Premier Ministre:

QUE ledit décret, numéro 1259, soit modifié comme suit:

1° Le paragraphe "*a*" de l'article III est remplacé par le suivant:

"III. *Durée du Travail: a*) La durée maximum des heures de travail pour le compagnon et l'apprenti barbier, coiffeur ou coiffeuse ne doit

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 546
Part "D"

Quebec, June 4, 1959.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments of the decree relating to the barbering and hairdressing trades in the counties of Beauharnois and Vaudreuil-Soulanges.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the barbering and hairdressing trades in the counties of Beauharnois and Vaudreuil-Soulanges, rendered obligatory by the decree number 1259 of August 7, 1947 and amendments, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of April 18, 1959;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore on, the recommendation of the Honourable the Prime Minister.

THAT the daid decree, number 1259, be amended as follows:

1. Paragraph "*a*" of article III is replaced by the following:

"III. *Duration of labour: a*) The maximum number of hours of work for barbers and hairdressers, journeymen and apprentices shall not

pas dépasser le nombre des heures de travail déterminées ci-après dans les salons de barbier, de coiffure ou de beauté:

Dans les salons de barbiers

Zone I: Le lundi: de 8.30 a.m. à midi;
Les mardi, mercredi et jeudi: de 8.30 a.m. à 6.30 p.m.;
Le vendredi: de 8.30 a.m. à 10.00 p.m.;
Le samedi: de 8.30 a.m. à 6.30 p.m.;
Les 22, 23, 29 et 30 décembre: de 8.30 a.m. à 10.00 p.m.

Exceptions: i. Dans tout le territoire compris dans les zones I-B et I-C, le travail doit se terminer à 7.00 p.m. les mardi, mercredi, jeudi et samedi. Les trois (3) jours ouvrables qui précèdent Noël et le Premier de l'An: de 8.30 a.m. à 10.00 p.m.

ii. Dans la zone I, si une fête chômée spécifiée dans le décret tombe un mardi, le travail doit se terminer à 6.30 p.m. le lundi.

iii. Dans la ville de Huntingdon et un rayon de six (6) milles de ses limites, le travail doit se terminer à 6.00 p.m. les lundi, mardi, mercredi et samedi, à midi le jeudi et à 9.00 p.m. le vendredi.

Zone II: Les lundi, mardi, mercredi et jeudi: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.;
Le vendredi: de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.;
Le samedi: de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.;
Les trois (3) jours ouvrables qui précèdent Noël et le Premier de l'An: de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.

Exceptions: i. Dans la ville de Rigaud et un rayon de trois (3) milles de ses limites, le travail doit se terminer à 7.00 p.m. les lundi, mardi, mercredi, jeudi et samedi.

ii. Dans la municipalité de Ste-Martine, le travail doit se terminer à midi le lundi et à 7.00 p.m. les mardi, mercredi, jeudi et samedi.

Dans les salons de coiffure et de beauté

Zone I: Le lundi: de 9.00 a.m. à midi;
Le mardi: de 9.00 a.m. à 6.00 p.m.;
Le mercredi: de 9.00 a.m. à 10.00 p.m.;
Le jeudi: de 9.00 a.m. à 6.00 p.m.;
Le vendredi: de 9.00 a.m. à 10.00 p.m.;
Le samedi: de 9.00 a.m. à 6.00 p.m.;
La veille des fêtes chômées ainsi que du 20 au 31 décembre inclusivement: de 9.00 a.m. à 10.00 p.m.

Exceptions: i. Dans la zone I-A, le travail doit se terminer à 6.00 p.m. le mercredi.

ii. Dans la ville de Huntingdon et un rayon de six (6) milles de ses limites, les heures de travail sont les suivantes:
Les lundi, mardi et mercredi: de 9.00 a.m. à 6.00 p.m.;
Le jeudi: de 9.00 a.m. à 7.30 p.m.;
Le vendredi: de 9.00 a.m. à 9.30 p.m.;
Le samedi: de 8.00 a.m. à 2.00 p.m.;
La veille des jours de fêtes chômées: de 9.00 a.m. à 9.30 p.m.;
Du 20 au 31 décembre inclusivement: de 9.00 a.m. à 9.30 p.m.

Zone II: Le lundi: de 9.00 a.m. à 10.00 p.m.;
Le mardi: de 9.00 a.m. à 6.00 p.m.;
Le mercredi: de 9.00 a.m. à 10.00 p.m.;
Le jeudi: de 9.00 a.m. à 6.00 p.m.;
Le vendredi: de 9.00 a.m. à 10.00 p.m.;
Le samedi: de 9.00 a.m. à 6.00 p.m.;
La veille des fêtes chômées, ainsi que du 20 au 31 décembre inclusivement: de 9.00 a.m. à 10.00 p.m."

exceed the number of working hours hereafter determined for barber shops and hairdressing and beauty parlors:

In barber shops

Zone I: Monday: 8.30 a.m. to noon;
Tuesday, Wednesday and Thursday: 8.30 a.m. to 6.30 p.m.;
Friday: 8.30 a.m. to 10.00 p.m.;
Saturday: 8.30 a.m. to 6.30 p.m.
On December 22, 23, 29 and 30: 8.30 a.m. to 10.00 p.m.

Exceptions: i. In the entire territory comprised in zone I-B and zone I-C, work shall cease at 7.00 p.m. on Tuesday, Wednesday, Thursday and Saturday. The three (3) working days before Christmas and New Year's Day: 8.30 a.m. to 10.00 p.m.

ii. In zone I, when a holiday mentioned in the decree falls on Tuesday, work shall cease at 6.30 p.m. on Monday.

iii. In the town of Huntingdon and a radius of six (6) miles from its limits, work shall cease at 6.00 p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday and Saturday, at twelve on Thursday and at 9.00 p.m. on Friday.

Zone II: On Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.;
On Friday: 8.00 a.m. to 10.00 p.m.;
On Saturday: 8.00 a.m. to 8.00 p.m.;
The three (3) working days before Christmas and New Year's Day: 8.00 a.m. to 10.00 p.m.

Exceptions i. In the town of Rigaud and a radius of three (3) miles from its limits, work shall cease at 7.00 p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Saturday.

ii. In the municipality of Sainte-Martine, work shall cease at 12.00 (noon) on Thursday and at 7.00 p.m. on Tuesday, Wednesday, Thursday and Saturday.

In Hairdressing and Beauty Parlors

Zone I: Monday: 9.00 a.m. to 12.00 (noon);
Tuesday: 9.00 a.m. to 6.00 p.m.;
Wednesday: 9.00 a.m. to 10.00 p.m.;
Thursday: 9.00 a.m. to 6.00 p.m.;
Friday: 9.00 a.m. to 10.00 p.m.
Saturday: 9.00 a.m. to 6.00 p.m.
Holiday eves and from December 20 to December 31 inclusive: 9.00 a.m. to 10.00 p.m.

Exceptions i. In zone I-A, work shall cease at 6.00 p.m. on Wednesday.

ii. In the town of Huntingdon and a radius of six (6) miles from its limits, the hours of work shall be as follows:
Monday, Tuesday and Wednesday: 9.00 a.m. to 6.00 p.m.
Thursday: 9.00 a.m. to 7.30 p.m.;
Friday: 9.00 a.m. to 9.30 p.m.;
Saturday: 8.00 a.m. to 2.00 p.m.;
Holiday eves: 9.00 a.m. to 9.30 p.m.;

From December 20 to December 31 inclusive: 9.00 a.m. to 9.30 p.m.

Zone II: Monday: 9.00 a.m. to 10.00 p.m.;
Tuesday: 9.00 a.m. to 6.00 p.m.;
Wednesday: 9.00 a.m. to 10.00 p.m.;
Thursday: 9.00 a.m. to 6.00 p.m.;
Friday: 9.00 a.m. to 10.00 p.m.;
Saturday: 9.00 a.m. to 6.00 p.m.;
Holiday eves and from December 20 to December 31 inclusive: 9.00 a.m. to 10.00 p.m."

2° Les paragraphes "*e*" et "*f*" de l'article IV sont remplacés par les suivants:

"*e*) Pour les barbiers des zones I-A et I-C, doivent être chômés six (6) jours consécutifs commençant le dernier lundi du mois de juillet dans le territoire suivant: dans la cité de Valleyfield, le côté sud du vieux canal Beauharnois; dans la cité de Beauharnois, tout le territoire situé entre la rue Ellice (cette dernière non comprise) et la rive sud du lac St-Louis; dans la zone I-C, tout le territoire situé sur le côté nord de la rivière Châteauguay et Ville-de-Léry.

f) Dans cette partie de la juridiction des zones I-A et I-C non visée par le paragraphe précédent, les six (6) jours consécutifs chômés par les barbiers commencent le premier lundi du mois d'août."

3° L'article V est remplacé par le suivant:

"V. *Prix minima des services:* Les employeurs professionnels, les artisans et les salariés doivent charger au public les prix minima suivants pour les services ci-dessous énumérés dans toute la juridiction territoriale:

2. Paragraphs "*e*" and "*f*" of article IV are replaced by the following:

"*e*) For barbers of zones I-A and I-C, there shall be six (6) consecutive days kept as holidays beginning the last Monday in the month of July in the following territory: In the city of Valleyfield, south shore of the old Beauharnois Canal: in the city of Beauharnois, the entire territory comprised between Ellice street (Ellice street not included) and the south shore of Lake St. Louis; in zone I-C, the entire territory situated on the north shore of Châteauguay river and the town of Lery.

"*f*) In that part of the jurisdiction of zones I-A and I-C not covered by the foregoing paragraph, the six (6) consecutive days kept as holidays by the barbers begin on the first Monday in the month of August.

3. Article V is replaced by the following:

"V. *Minimum prices of services;* The professional employers, artisans and employees shall charge the following minimum prices for the services hereunder enumerated in the entire territorial jurisdiction:

	Zones I	Zones II
a) Services de barbier — Services of the barber:		
Coupe de cheveux pour adultes des deux sexes — Haircut for adults, male and female:		
Les lundi, mardi, mercredi et jeudi — Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday	$0.85	$0.75
Les vendredi et samedi — Friday and Saturday	0.95	0.85
Coupe de cheveux en brosse pour adultes — Bruscut for adult:		
Du lundi au jeudi inclusivement — Monday to Thursday inclusive	1.10	0.95
Les vendredi, samedi, veilles de fêtes chômées — Friday, Saturday, holiday eves	1.25	1.00
Coupe de cheveux pour enfants au-dessous de 14 ans — Haircut for children under 14 years of age:		
Du lundi au jeudi inclusivement — Monday to Thursday inclusive	0.55	0.50
Les vendredi et samedi — Friday and Saturday	0.65	0.55
Coupe de cheveux en brosse pour enfants au-dessous de 14 ans — Bruscut for children under 14 years of age:		
Du lundi au jeudi inclusivement — Monday to Thursday inclusive	0.65	0.65
Les vendredi et samedi — Friday and Saturday	0.75	0.70
Barbe — Shave	0.50	0.50

	Zones I et-and II
Flambage des cheveux — Singeing of the hair	$0.25
Shampooing — Shampoo	0.60
Massage — Massage	0.75
Tonique, lotion ou fixatif — Tonic, lotion or fixature	0.25
Aiguisage de rasoir — Razor setting	0.50
b) Services de coiffeur ou de coiffeuse — Services of the hairdresser (male or female):	
Ondulation permanente, coupe de cheveux ordinaire incluse — Permanent, wave including an ordinary haircut	5.00
Ondulation permanente "à froid" — Cold wave	6.00
Reprise de mèches (chacune) — Rewaving of locks (each)	0.35
Ondulation Komol — Komol wave	1.25
Ondulation Marcel — Marcel wave	1.25
Ondulation Papier — Paper wave	1.25
Mise en plis (ondulation à l'eau) — Water wave	1.25
Coupe de cheveux: Adultes — Haircut: adults	1.00
Enfants de moins de 14 ans — Children under 14 years of age	0.75
Massage — Massage	1.00
Shampooing — Shampoo	0.50
Rinçage — Rinse	0.50
Traitement du cuir chevelu — Scalp treatment	1.50
Teinture des cheveux — Dyeing of the hair	5.00
Retouche — Retouching	4.00
Décoloration par application — Bleaching by application	4.00
Manucure — Manicure	1.00
Épilation des sourcils — Depilation of eyebrows	0.50

c) Pour chacun des services ci-haut énumérés le prix fixé est payable comptant et en monnaie légale.

d) Il est interdit à l'employeur, à l'artisan et au salarié d'offrir ou de donner gratuitement ses services à la clientèle, d'en réduire le prix mini-

c) For each one of the services hereabove enumerated the price, fixed shall be paid cash, in currency.

d) No employer, artisan or employee shall offer or render his services free of charge to customers, reduce the minimum price deter-

mum fixé par le décret, de donner ou d'accepter directement ou indirectement, quelque prime, cadeau, objet ou avantage que ce soit, en vue ou ayant pour effet de réduire le prix des services. Il est également interdit d'attirer ou tenter d'attirer la clientèle au moyen d'annonces, circulaires, panneaux-réclame ou autre procédé de publicité quelconque, ou de toute autre manière, faisant connaître ou offrant des services à des prix inférieurs à ceux fixés par le décret."

4° L'article VI est remplacé par le suivant:

"VI. *Taux de salaire minima:* Les taux de salaire minima sont les suivants dans toute la juridiction territoriale:

a) Compagnon-barbier régulier: $44.00 par semaine, plus une commission de 50% sur les recettes de son travail excédant $56.00 au cours de la semaine.

b) Compagnon-barbier surnuméraire ou temporaire: $1.00 pour chaque heure de travail plus une commission de 10% sur toutes recettes de son travail. Toutefois, lorsque les recettes de son travail atteignent ou excèdent la somme de $44.00 et lorsque ledit salarié a travaillé trente (30) heures ou plus durant la semaine, il doit être rénuméré au même taux que le compagnon-barbier régulier.

c) Compagnon-coiffeur ou coiffeuse régulier: $44.00 par semaine, plus une commission de 10% sur toutes les recettes de son travail exédant $56.00 au cours de la semaine.

d) Compagnon-coiffeur ou coiffeuse surnuméraire ou temporaire: $1.00 pour chaque heure de travail, plus une commission de 10% sur toutes recettes de son travail. Toutefois, lorsque les recettes de son travail atteignent ou excèdent la somme de $44.00 et que ledit salarié a travaillé trente (30) heures ou plus durant la semaine, il doit être rémunéré au même taux que le compagnon-coiffeur ou coiffeuse régulier.

e) Tout salaire à commission est illégal excepté si tel salaire est supérieur aux taux minima mentionnés dans le présent article.

f) Les salaires mentionnés dans le présent article doivent être payés au moins chaque semaine.

g) Salaire minima des apprentis barbier, coiffeur ou coiffeuse: Le salaire hebdomadaire des apprentis est le suivant:

Du 4ème au 6ème mois d'apprentissage	$20.00
Deuxième semestre	25.00
Troisième semestre	28.00
Quatrième semestre	31.00
Cinquième semestre	34.00
Sixième semestre	38.00"

5° Le paragraphe "*a*" de l'article IX est remplacé par les suivants:

"IX. *Dispositions générales: a)* Tout employeur qui loge ou nourrit son compagnon-barbier, coiffeur ou coiffeuse ne peut exiger plus de six ($6.00) dollars par semaine pour le gîte et douze ($12.00) dollars par semaine pour la nourriture.

6° Les paragraphes suivants sont ajoutés à l'article IX:

"*g)* Toute personne agissant comme démonstrateur ou conseiller dans l'une ou l'autre des opérations faisant l'objet de la juridiction professionnelle du décret, doit détenir un certificat de qualification émis par le Comité paritaire ou obtenir dudit Comité paritaire un permis spécial.

h) Dans chaque salon de barbier, de coiffure ou de beauté, il doit y avoir en service régulier

mined by the decree, nor give or accept, directly or indirectly, any premium, gift, object or advantage whatever for the purpose of reducing the prices of services, nor shall he attract or attempt to attract customers by means of advertisements, circulars, sign-boards or other publicity or ways that offer services at prices lower than those determined by the decree."

4. Article VI is replaced by the following:

"VI. *Minimum rates of wages:* The following shall be the minimum rates of wages in the entire territorial jurisdiction:

a) Regular journeyman barber: $44.00 per week plus a 50% commission on the receipts of his work exceeding $56.00 during the week.

b) Occasional or temporary journeyman barber: $1.00 per hour of work plus a 10% commission on the receipts of his work; however, when the receipts of his work attain or exceed the sum of $44.00 and when the said employee has worked thirty (30) hours or more during the week, he shall be remunerated on the basis of a regular journeyman barber.

c) Regular hairdresser journeyman: $44.00 per week plus a 10% commission on all receipts of his work exceeding $56.00 during the week.

d) Occasional or remporary hairdresser journeyman: $1.00 per hour of work plus a 10% commission on all receipts of his or her work. However, when the receipts of his or her work attain or exceed the sum of $44.00 and when the said employee has worked a minimum of thirty (30) hours during the week, he or she shall be remunerated on the basis of the regular hairdresser journeyman.

e) Any wage on a commission basis is illegal except when such wage is higher than the minimum rates mentioned in the present article.

f) The wages mentioned in the present article shall be paid at least every week.

g) Minimum wage of barber or hairdresser apprentices: The weekly wage rate of apprentices is as follows:

From 4th to 6th month of apprenticeship	$20.00
Second six months	25.00
Third six months	28.00
Fourth six months	31.00
Fifth six months	34.00
Sixth six months	38.00"

5. Paragraph "*a*" of article IX is replaced by the following:

"IX. *General provisions: a)* Every employer furnishing room and board to his barber or hairdresser journeyman shall not charge more than six ($6.00) dollars per week for room and twelve ($12.00) dollars per week for board."

6. The following paragraphs are added to article IX:

"*g)* All persons giving exhibitions or acting as advisers in respect of operations included in the professional jurisdiction of the decree are required to hold a certificate of competency determined and issued by the Parity Committee or to obtain a special permit from the said Committee.

h) In every barber, hairdressing and beauty parlour, there shall be, in regular and permanent

et permanent une personne détenant un certificat de qualification.

i) Un même local ne peut être utilisé simultanément, alternativement ou successivement comme salon de barbier, de coiffure, de beauté et comme salon école."

L. DÉSILETS,
50793-o Greffier du Conseil Exécutif.

service, a person holding a certificate of competency.

i) A same parlour cannot be used simultanously, alternatively or successively as a barbering, hairdressing or beauty parlour and as a school-parlour."

L. DÉSILETS,
50793-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 546
Section "G"

Québec, le 4 juin 1959.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications à la section "G" du décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers et à l'industrie du fer structural, rendue obligatoire par la section "G" du décret numéro 314 du 27 mars 1957 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications à ladite section "G";

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 2 mai 1959;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

ATTENDU QUE le décret numéro 314 du 27 mars 1957 a été remplacé par un nouveau décret portant le numéro 309-A du 8 avril 1959;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Premier Ministre:

QUE ladite requête soit acceptée et, qu'en conséquence, la nouvelle section "G" ci-annexée soit ajoutée au Chapitre Deuxième dudit décret numéro 309-A:

SECTION "G"

INDUSTRIE D'ACIER STRUCTURAL

I. *Juridiction industrielle et professionnelle:*
a) La présente section s'applique à tous les travaux de construction mécanique et de bâtiment comportant le montage ou la fabrication sur place de l'acier structural, y compris la démolition, la réparation ou le démontage d'icelui, sans préjudice des droits et privilèges de l'industrie de l'électricité, de l'industrie des ascenseurs, de l'industrie du fer et bronze d'ornementation, de l'industrie du métal en feuilles, de l'industrie de la construction des chaudières à vapeur et de l'industrie de la génération de la vapeur, d'effectuer le montage du fer structural que comportent leurs travaux respectifs, selon l'usage établi.

b) Le travail du monteur en acier structural comprend entre autres les opérations suivantes:

i. Le montage et la construction en fer et en acier compris dans le montage et la construction

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 546
Part "G"

Quebec, June 4, 1959.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments of section "G" of the decree relating to the construction industry and trades in the Montreal region.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the strustural iron industry and trades, rendered obligatory by section "G" of decree number 314 of March 27, 1957 and amendments, relating to the construction industry and trades in the Montreal region, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said section "G";

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of May 2, 1959;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

WHEREAS the decree number 314 of March 27, 1957 has been replaced by a new decree number 309-A of April 8, 1959;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Prime Minister:

THAT the said petition be accepted and, therefore, that the following new section "G" be added to Chapter Two of the said decree number 309-A:

SECTION "G"

STRUCTURAL STEEL INDUSTRY

I. *Industrial and professional jurisdiction:*
a) This section shall apply to all engineering construction and building operations involving the erection or fabrication on the site, of structural steel, including the demolition, repair or dismantling thereof, but without prejudice to the rights and privileges of the electrical industry, the elevator industry, the ornamental iron and bronze industry, the sheet metal industry and the boiler construction and steam generator industries to erect structural steel incidental to their respective operations in accordance with long-established practice.

b) The operations recognized as structural erector's work shall include, but shall not necessarily be limited to the following:

i. The erection and construction of all iron and steel entering into the erection and construc-

des immeubles, y compris les cloisons en acier, les toitures préfabriquées en acier, les sections murales ou bâtisses complètement préfabriquées, des ponts, des viaducs, des métros et tunnels, des tours, des antennes des postes émetteurs de radio et de télévision, des monte-charges, des déchargeurs de wagons, des grues, des convoyeurs, des déchargeurs de minerai, de réservoirs et de trémies à charbon, de couloirs et de trémies à cendre, de réservoirs et trémies à pierre, coke, cable et minerai.

ii. Le montage et la construction de tuyaux de cheminées posées par sections ou autrement, de même que tout prolongement et toute réparation de tels tuyaux.

iii. Le déchargement, le levage et la mise en place de bouilloires complètes portatives, de réservoirs à vapeur et de sections assemblées de chaudières à tubes d'eau et de machines dans leur position approximative.

iv. Le brûlage, la soudure, le rivetage, le gréage, l'échafaudage, le montage de la structure, le montage et le démontage de structure temporaire ou d'étaiement se rapportant à l'une ou l'autre des opérations ci-haut décrites.

Exemption: Le présent article ne régit pas l'assemblage et le montage des pylônes d'acier des lignes de transmission d'énergie électrique et des structures d'acier galvanisé, des sous-stations et des stations terminus.

II. *Heures de travail:* L'employeur ne s'engage pas à fournir du travail à aucun salarié à des heures régulières fixes ou en tout autre temps.

Heures régulières — Équipes de jour:

Heure de commencement: du lundi au vendredi inclusivement: 8.00 a.m.

Heure de cessation: du lundi au vendredi inclusivement: 5.00 p.m.

Total des heures régulières de la semaine: quarante (40) heures.

On doit accorder au salarié une (1) heure pour le repas du midi, généralement entre midi et 1.00 p.m., sans rémunération.

Des changements dans la distribution des heures régulières de travail et la période du repas du midi peuvent être faits du consentement mutuel de l'employeur et de ses salariés.

III. *Travail supplémentaire:* L'employeur peut exiger que les salariés travaillent en dehors des heures régulières. Tout travail exécuté en plus des huit (8) heures régulières du lundi au vendredi inclusivement, doit être rémunéré au taux de salaire et demi pour les quatre premières heures et à raison de salaire double pour les heures subséquentes.

Tout travail exécuté le samedi doit être rémunéré à raison de salaire et demi jusqu'à midi et à raison de salaire double après midi.

IV. *Jours chômés:* Tout travail exécuté les dimanches et les jours de fêtes suivants doit être rémunéré à raison de salaire double: le Premier jour de l'An, le Vendredi-Saint, la fête de la Reine, la Saint-Jean-Baptiste, le 1er juillet (Confédération), la fête du Travail, le Jour d'Actions de Grâces et le jour de Noël.

V. *Taux minima de salaire:* a) Les taux minima de salaire des ouvriers qualifiés sont les suivants:

	Taux horaires Jusqu'au 31 mars 1960	*A compter du 1er avril 1960*
Travailleur en acier structural, soudeur, déménageur de machinerie lourde, gréeur	$2.45	$2.55

tion of the following: buildings, including steel studding, pre-fabricated roof decks, wall sections or completely prefabricated buildings, bridges, viaducts, subways and tunnels, towers, radio and television antennas, hoists, car dumpers cranes, conveyors, ore unloaders, coal bins and hoppers, ash chutes and hoppers, rock, coke, sand and ore bins and hoppers.

ii. The erection and construction of all sectional and other steel or iron stacks and the extension and repair of such stacks.

iii. The unloading, hoisting or lowering and placing of complete portable boilers, steam drums and assembled sections of water tube boilers and machinery to their approximate positions.

iv. The burning, welding, rivetting, rigging, staging, scaffolding, framing, erecting and dismantling of falsework in connection with any of the above.

Exemption: The present section does not apply to the assembling and erecting of power transmission lines steel towers, galvanized steel structures, substations and terminal substations.

II. *Hours of work:* The employer does not guarantee to provide work to any employee for regularly assigned hours or for any other hours.

Regularly Assigned hours — Day shift:

Starting time: Monday to Friday inclusively 8.00 a.m.

Quitting time: Monday to Friday inclusively 5.00 p.m.

Total of regularly assigned hours per week: forty (40) hours.

Employees will be allowed one (1) hour for lunch, generally between 12.00 noon and 1.00 p.m., without pay.

Variations in regularly assigned hours and lunch period may be arranged by consent of the employer and the employees.

III. *Overtime:* The employer may require employees to work in excess of their regularly assigned hours. All time worked in excess of the regularly assigned eight (8) hours from Monday to Friday inclusive shall be paid at the rate of time-and-one-half for the first four hours and at double time for work in excess of four hours.

All time worked on Saturdays shall be paid for at the rate of time-and-one-half in the forenoon and double time in the afternoon.

IV. *Days kept as holidays:* All time worked on Sundays and the following Statutory Holidays shall be paid for at the rate of double time: New Year's Day, Good Friday, Queen's Birthday, St. John the Baptist Day, July 1 (Confederation Day), Labour Day, Thanksgiving Day, Christmas Day.

V. *Minimum wage rates:* a) The following shall be the minimum wage rates:

	Hourly rates Until March 31, 1960	*From April 1, 1960*
Ironworker, welder, heavy machinery mover, rigger..	$2.45	$2.55

b) Paiement du salaire: Les salariés doivent être payés chaque semaine durant leurs heures régulières de travail, en espèces ou par chèque.

VI. *Définitions de métiers: a) Travailleur en acier structural:* Un travailleur en acier structural doit avoir une connaissance complète et pratique de tous les outils et de tout l'appareillage de son métier utilisés pour le montage. Il doit être capable d'exécuter les travaux suivants d'une façon adroite et sûre.

i. Monter et gréer des grues, des grues mobiles, des derricks munis de haubans ou non, des poteaux et des appareils semblables, déplacer en hauteur des derricks à haubans et de placer des grues mobiles, le tout sous la direction d'un contremaître.

ii. Accrocher la charge, grimper, faire les raccords appropriés, et signaler le mécanicien préposé au fonctionnement de l'appareil.

iii. Monter des échafaudages, assembler et boulonner des joints pour fins de rivetage et riveter.

iv. Exécuter les diverses besognes qui se rencontrent sur les chantiers de construction comme par exemple, faire des noeuds, brûler, percer des trous, aléser, etc.

b) Soudeur: Un soudeur en acier structural doit avoir une compétence qui lui permette de se qualifier selon les codes acceptés par la législation provinciale. Il doit être capable d'ajuster sa machine et être familier avec tous les outils et appareils de son métier. Il doit, de plus, pouvoir exécuter les travaux suivants de façon adroite et sûre:

i. Grimper,

ii. Poser des échafaudages pour le travail de soudure.

iii. Préparer le travail de soudure.

iv. Brûler.

v. Ebarder.

VII. *Apprentis: a) Age:* Les apprentis doivent avoir au moins 18 ans et pas plus de 30 ans. Ils doivent avoir un livret d'apprentissage où sont compilées leurs périodes de travail.

b) Salaire: Les apprentis de 1ère année doivent recevoir 70% du taux de l'ouvrier qualifié.

Les apprentis de 2ième année doivent recevoir 85% du taux de l'ouvrier qualifié.

c) Prorata: Il ne peut y avoir plus d'un (1) apprenti par sept (7) ouvriers qualifiés à l'emploi de l'employeur ou plus d'un (1) apprenti par chantier.

VIII. *Vacances payées:* Les sections 12, 13 et 14 (Titre cinquième) du Chapitre Premier du présent décret se rapportant aux vacances payées s'appliquent à la présente section. Toutefois, le paragraphe suivant remplace le second paragraphe de l'article 46:

Dans le cas de congédiement ou renvoi, l'employeur doit prendre tout moyen raisonnable pour payer le salarié et lui rendre son livret de congé et son livret d'assurance à la fin de la journée régulière de travail. Si la chose n'est pas pratique, l'employeur doit envoyer au salarié son chèque, son livret de congé et son livret d'assurance, par malle recommandée, dans les deux jours ouvrables après demande faite par ce dernier.

IX. *Frais de déplacement:* Lorsqu'un salarié doit se rendre à un chantier et que ce déplacement lui donne droit à des frais de déplacement, l'employeur doit payer ces frais en autant que le salarié travaille jusqu'à la fin des travaux ou pendant une période de quarante-cinq (45) jours de calendrier si les travaux ne sont pas terminés avant ce temps. L'employeur doit aussi payer le voyage de retour à tous les salariés qui travaillent jusqu'à la fin des travaux ou

b) Wage payment: Employees shall be paid weekly during their regularly assigned hours, by cash or cheque.

VI. *Definition of trades: a) Structural steel ironworker:* A structural steel ironworker must have a thorough working knowledge of all erection tools and equipment of his trade. He must be able to perform the following operations in a safe and workmanlike manner:

i. Assemble and reeve erecting cranes, travellers, guy and stiffleg derricks, poles and similar equipment, jump guy derricks and move travellers, all under the general direction of a foreman.

ii. Hook on, climb, connect and signal the hoisting engineer.

iii. Erect scaffolds, fit and bolt joints in proper-fashion preparatory to riveting, and perform riveting operations.

iv. Carry out all se miscellaneous tasks which arise on erection jobs, such as tying knots, burning, drilling reaming, etc.

b) Welder: A structural steel welder must be able to qualify under the codes accepted by the Province. He must be able to adjust his welding machine and have a thorough working knowledge of all welding tools and equipment. He must also be able to perform the following operations in a safe and workmanlike manner:

i. Climb.

ii. Erect scaffolds for welding.

iii. Fit up work for welding.

iv. Burn.

v. Chip.

VII. *Apprentices: a) Age:* An apprentice must not be less than 18 years of age or more than 30. He shall possess an apprenticeship book showing his record of service.

b) Wages: Frist year apprentices shall receive 70% of the skilled workers's rate.

Second year apprentices shal receive 85% of the wkilled workers' rate.

c) Pro rata: The ratio of apprentices to skilled workers' may not exceed one (1) to seven (7) of the entire working force on the employers' payroll, or one (1) apprentice per job.

VIII. *Vacation with pay:* Sections 12, 13 and 14 (Fifth Title) of the First Chapter of the present decree concerning vacations with pay shall apply to the present part. However, the following replaces the second paragraph of article 46:

In the case of layoff or dismissal the employer will make every reasonable effort to pay the employees and return his vacation with pay book and unemployment insurance book at the end of the regular working day. When this is not practical, the employer shall send the employee his cheque, his vacation with pay book and his unemployement insurance book by registered mail within two working days when so requested by the employee.

IX. *Travelling expense:* When an employee is required to travel to a job site, where he will qualify for expense allowance, the employer shall pay transportation expenses to the site of operations, provided the employee shall continue working until the completion of the job, or for a period of 45 calendar days, whichever be the lesser. The employer shall also pay return fare to all employees remaining on the job until completion thereof or for a period of ninty (90)

pendant une période de quatre-vingt-dix (90) jours de calendrier si les travaux ne sont pas terminés avant ce temps.

X. *Période de déplacement:* L'employeur doit payer, le temps consacré au déplacement au taux régulier dans le cas d'un salarié qui doit voyager pendant les heures régulières du travail de jour; en dehors de ces heures aucun temps de déplacement n'est rémunéré si ce n'est dans des cas spéciaux qu'il appartient à l'employeur de juger.

XI. *Frais de déplacement quotidien:* Lorsque l'employeur ne s'occupe pas du transport de ses salariés: *a*) Les frais de déplacement quotidien occasionnés en plus du passage régulier d'autobus entre les limites du circuit d'autobus et le chantier, de même que le voyage de retour auxdites limites doivent être payés par l'employeur sur l'Ile de Montréal et cette partie du territoire limitée par une ligne parallèle au contour de l'Ile de Montréal à dix milles de ce contour.

b) L'employeur doit verser au salarié une allocation uniforme de $2.00 par jour *au lieu* de frais de déplacement dans le territoire limité par la ligne de 10 milles sus-mentionnée et une ligne parallèle à 15 milles du contour de l'Ile de Montréal.

c) Au même titre qu'au paragraphe précédent, l'employeur doit verser une allocation uniforme de $3.50 par jour dans le territoire limité par les lignes tracées respectivement à 15 et 25 milles du contour de l'Ile de Montréal.

(La présente section rend obligatoires certaines dispositions d'une convention collective de travail intervenue entre: La Chambre de Construction de Montréal (Section de l'industrie du fer structural) et "The International Association of Bridge, Structural and Ornamental Iron Workers, Local 711").

L. DÉSILETS,
50793-o Greffier du Conseil Exécutif.

calendar days, whichever be the lesser.

X. *Travelling time:* The employer shall pay prevailing straight time rates of pay to an employee required to travel during regularly assigned day shift hours only; no travelling time outside of these hours will be paid for, except in special cases at the discretion of the employer.

XI. *Daily commuting expense:* When transportation is not provided by the employer: *a*) Daily commuting expenses in excess of the regular autobus fare from the autobus line limits to a job site and return shall be paid by the employer on the Island of Montreal and within an area bounded by a line drawn parallel to the outline of the Island of Montreal and ten (10) miles from it.

b) The employer shall pay a flat $2.00 per day commuting allowance in lieu of commuting expense in the area bounded by the ten mile line referred to above and a line parallel to it at 15 miles from the outline of the Island of Montreal.

c) On the same basis as "*b*" above, a flat rate of $3.50 per day shall be paid in the area bounded by lines 15 and 25 miles respectively from the outline of the Island of Montreal.

(The present section renders obligatory some of the provisions of a collective labour agreement entered into between the Builders Exchange Inc. (Structural Iron Industry Section) and the International Association of Bridge Structural and Ornamental Iron Workers, Local No. 711).

L. DÉSILETS,
50793-o Clerk of the Executive Council.

Avis divers

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Springer Coopérative", en date du 9 mars 1959, dont le siège social est situé à Chapais, comté d'Abitibi-Est, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le trente et un mars 1959.

Le Sous-secrétaire de la province,
50780-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis de changement de nom

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a, le onze mai 1959, autorisé le changement de nom de l'"Association des Employés de "Les Produits Alimentaires Catelli Limitée" ", dont la constitution a été autorisée le 13 février 1946, avec siège social à Montréal, en celui de "Union des Employés Catelli-Habitant", et ce, conformément aux dispositions des articles 7 et suivants de la Loi des syndicats professionnels (S.R.Q. 1941, chapitre 162).

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Springer Coopérative", under date March 9, 1959, whereof the head office is at Chapais, county of Abitibi-East, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this thirty-first day of March, 1959.

JEAN BRUCHÉSI,
50780 Under Secretary of the Province.

Notice of change of name

(Professional Syndicates Act)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has, on May eleventh, 1959, authorized the change of name of the "Association des Employés de "Les Produits Alimentaires Catelli Limitée", the incorporation of which was authorized on February 13, 1946, with head office at Montreal, into that of "Union des Employés Catelli-Habitant", and such pursuant to the provisions of sections 7 and following of the Professional Syndicates Act (R.S.Q. 1941, chapter 162).

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le deux juin 1959.

le Secrétaire de la province,
50781-o YVES PRÉVOST.

Avis est par les présentes donné que le soussigné a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire Notre-Dame de Fatima, Cité de Jacques-Cartier", en date du 21 mai 1959, dont le siège social est situé à Jacques-Cartier, comté de Chambly, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné à mon bureau, à Québec, le trois juin 1959.

Le Secrétaire de la province,
50782-o YVES PRÉVOST.

Avis est par les présentes donné que le soussigné a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Chantier Coopératif de St-Edmond les Plaines", en date du 7 mai 1959, dont le siège social est situé à Saint-Edmond-les-Plaines, comté de Roberval, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné à mon bureau, à Québec le trois juin 1959.

Le Secrétaire de la province,
50783-o YVES PRÉVOST.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Association des Surintendants, Assistant-Surintendants et Techniciens de la Cité de Québec", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le soussigné, Secrétaire de la province, le vingt-neuf mai 1959.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Québec, district judiciaire de Québec.

Le Secrétaire de la province,
50794-o YVES PRÉVOST.

(P.G. 14121-58)

Avis est donné que, le deux juin 1959, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, j'ai approuvé les règlements généraux de la "Ligue du Progrès Économique de St-Bruno Inc.— Economic Progress League of St-Bruno Inc.", tels qu'adoptés à l'assemblée générale spéciale tenue le 18 mars 1959, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225*a* de la Loi des compagnies de Québec.

Donné à mon bureau, à Québec, ce 3e jour de juin 1959.

Le Secrétaire de la province,
50795-o YVES PRÉVOST, C.R.

Avis de changement de nom

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a, le onze mai 1959, autorisé le

Given at the office of the Provincial Secretary, on June second, 1959.

YVES PRÉVOST,
50781-o Provincial Secretary.

Notice is hereby given that the undersigned has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire Notre-Dame de Fatima, City of Jacques-Cartier", under date of May 21, 1959, whereof the head office is situated at Jacques-Cartier, county of Chambly, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at my office, in Quebec, this third day of June, 1959.

YVES PRÉVOST,
50782-o Provincial Secretary.

Notice is hereby given that the undersigned has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicale "Chantier Coopératif de St-Edmond les Plaines", under date of May 7, 1959, whereof the head office is situated at Saint Edmond-les-Plaines, county of Roberval, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at my office, in Quebec, this third day of June 1959.

YVES PRÉVOST,
50783-o Provincial Secretary.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Association des Surintendants, Assistant-Surintendants et Techniciens de la Cité de Québec", for the study, defence and development of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the undersigned, the Provincial Secretary, on May twenty-ninth, 1959.

The principal place of business of the above mentioned professional syndicate is situated at Quebec, judicial district of Quebec.

YVES PRÉVOST,
50794 Secretary of the Province.

(A.G. 14121-58)

Notice is given that, on June second, 1959, on the recommendation of the Deputy Attorney General, I have approved the general by-laws of the "Ligue du Progrès Économique de St-Bruno Inc.— Economic Progress League of St-Bruno Inc.", as adopted at a special general meeting held on March 18, 1959, and such pursuant to the provisions of section 225*a* of the Quebec Companies' Act.

Given at my office, at Quebec, this 3rd day of June, 1959.

YVES PRÉVOST, Q.C.,
50795 Secretary of the Province.

Notice of change of name

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary, on the eleventh day of

changement de nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Notre-Dame de Fatima", dont la formation a été autorisée le 18 septembre 1953, avec siège social à Val-d'Or, en celui de "Syndicat de l'U.C.C. de Dubuisson", et ce, conformément aux dispositions de l'article 7 de la Loi des syndicats professionnels (S.R.Q. 1941, chapitre 162).

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le vingt-deux mai 1959.

Le Sous-secrétaire de la province,
50796-o JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 11408-54)

ELECTRONIC COMMUNICATIONS LIMITED

Le règlement N° XXVIII — Augmentation du nombre de directeurs.

Que le règlement III, ligne I soit amendé en remplaçant le mot "trois" par le mot "quatre" de manière que la p remière ligne dudit règlement se lise dorénavant comme suit:

"Il y aura un bureau de quatre directeurs qui auront plein pouvoir et autorité pour gérer et contrôler les affaires et le commerce de la compagnie".

Copie véritable certifiée du règlement N° XVIII de "Electronic Communications Limited" dûment passé à une assemblée de tout le bureau de direction de ladite corporation tenue le 17 février 1959 et ratifié, sanctionné et confirmé à l'unanimité à une assemblée générale spéciale de tous les actionnaires de ladite corporation tenue le 17 février 1959.

(Sceau) Le Secrétaire,
50797 FRED J. ADAMS.

(P.G. 17309-52)

LAKESHORE CONSTRUCTION INC.

Règlement N° XX

"Le nombre des directeurs de la compagnie "Lakeshore Construction Inc." est changé de cinq à trois, et le règlement général de la compagnie est amendé pour s'y conformer."

Certifiée copie véritable.

Le Secrétaire,
50798 ANTONIO DEVITO.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Coopérative d'Habitation Notre-Dame de la Paix", en date du 3 février 1959, dont le siège social est situé aux Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le six mai 1959.

Le Sous-secrétaire de la province,
50820-o JEAN BRUCHÉSI.

May, 1959, authorized the changing of the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Notre-Dame de Fatima", the formation of which had been authorized September 18, 1953, with head office at Val-d'Or, to that of "Syndicat de l'U.C.C. de Dubuisson", and such, pursuant to the provisions of section 7 of the Professional Syndicates' Act (R.S.Q. 1941, chapter 162).

Given at the office of the Provincial Secretary, the twenty-second day of May 1959.

JEAN BRUCHÉSI,
50796 Under Secretary of the Province.

(A.G. 11408-54)

ELECTRONIC COMMUNICATIONS LIMITED

By-law No. XXVIII — Increase in number of directors.

That by-law III, line I be amended by replacing the word "three" by the word "four" in order that the first line of the said by-law shall henceforth read as follows:

"There shall be a board of four directors who shall have full power and authority to manage and control the affairs and business of the company".

Certified true copy of by-law No. XVIII of "Electronic Communications Limited" duly passed at a meeting of all the board of directors of such corporation held on February 17, 1959 and unanimously ratified, sanctioned and confirmed at a special general meeting of all the shareholders of such corporation held on February 17, 1959.

(Seal) FRED J. ADAMS,
50797-o Secretary.

(A.G. 17309-52)

LAKESHORE CONSTRUCTION INC.

By-law No. XX

"The number of directors of the company "Lakeshore Construction Inc." is changed from five to three, and the general by-law of the company is amended accordingly."

Certified true copy.

ANTONIO DEVITO,
50798-o Secretary.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Coopérative d'Habitation Notre-Dame de la Paix", under date of February 3, 1959, whereof the head office is at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of May, 1959.

JEAN BRUCHÉSI,
50820 Under Secretary of the Province.

Chartes — Abandon de

Avis est donné, conformément à la Loi des Compagnies de Québec, que la compagnie "Chevalier Lingerie Inc." demandera au Procureur Général, la permission d'abandonner sa charte.

Le Président,
50784-o JEANNE CHEVALIER.

Charters — Surrender of

Notice is given in accordance with the Quebec Companies' Act, that the company "Chevalier Lingerie Inc." will apply to the Attorney General for leave to surrender its charter.

JEANNE CHEVALIER,
50784-o President.

AVIS

Prenez avis que "Ronsel Ltd." demandera au Procureur Général de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 1 juin, 1959.

Le Procureur pour RONSEL LTD.,
50799-o S. W. WEBER, C.R.

NOTICE

Take notice that "Ronsel Ltd." will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

Montreal, June 1, 1959.

S. W. WEBER, Q.C.,
50799-o Attorney for RONSEL LTD.

Compagnie autorisée à faire des affaires

(Sec. P. 399-59)

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Bekins Moving and Storage Company, Limited", une compagnie a fonds social étrangère, constituée en corporation en vertu de la Loi des Compagnies de la province de Colombie Britannique a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, S.R.Q. 1941, chapitre 279.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province sera établi Price House, 65 rue Ste-Anne, en les cité et district judiciaire de Québec.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre elle, est M. Geo.-René Fournier, C.R., de ladite cité de Québec.

Donné à mon bureau, en la cité de Québec, ce 9e jour de juin 1959.

Le Secrétaire de la province,
50777 YVES PRÉVOST.

Company Licensed to do Business

(P. Sec. 399-59)

Notice is hereby given that "Bekins Moving and Storage Company, Limited", an extra-provincial company incorporated in virtue of the companies' Act of the Province of British Columbia, has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies' Act, R.S.Q. 1941, chapter 279.

The principal office of the said company in the Province is to be established at Price House, 65 St. Anne Street, in the city and judicial district of Quebec.

Its chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against it is Mr. Geo.-René Fournier, Q.C., of the said city of Quebec.

Given at my office, at the city of Quebec, this 9th day of June, 1959.

YVES PRÉVOST,
50777-o Provincial Secretary.

Compagnies dissoutes

(P.G. 13259-58)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Alex Kindler & Co. Ltd. (Alex. Kindler & Co. Ltée)", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 16 juillet 1956.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente mai 1959, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777-o P. FRENETTE.

(P.G. 10929-58)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Ansam Development Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 2 mai 1956.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente mai 1959, ladite compagnie a été dissoute.

Companies Dissolved

(A.G. 13259-58)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S,Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Alex Kindler & Co. Ltd. (Alex. Kindler & Co. Ltée)", incorporated the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated July 16, 1956.

Notice is also given that from and after May thirtieth, 1959, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of June, 1959.

P. FRENETTE,
50777 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10929-58)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Ansam Development Inc.", incorporated the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated May 2, 1956.

Notice is also given that from and after May thirtieth, 1959, the said company has been dissolved.

Daté du bureau du Procureur général, le premier juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777-o P. FRENETTE.

(P.G. 12101-57)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Antonio Archambault Ltée", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 7 janvier 1947.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente mai 1959, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777-o P. FRENETTE.

(P.G. 13571-58)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Associated Air Coach Services Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 24 mars 1952.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente mai 1959, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777-o P. FRENETTE.

(P.G. 14783-58)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Canadian Commodity Clearing Association Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 7 septembre 1934.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente mai 1959, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777-o P. FRENETTE.

(P.G. 14411-58)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Cartier-Malartic Gold Mines, Limited", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 23 novembre 1927.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of June, 1959.

P. FRENETTE,
50777 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12101-57)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Antonio Archambault Ltée", incorporated the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated January 7, 1947.

Notice is also given that from and after May thirtieth, 1959, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of June, 1959.

P. FRENETTE,
50777 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13571-58)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Associated Air Coach Services Inc.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated March 24, 1952.

Notice is also given that from and after May thirtieth, 1959, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of June, 1959.

P. FRENETTE,
50777 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14783-58)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Canadian Commodity Clearing Association Inc.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated September 7, 1934.

Notice is also given that from and after May thirtieth, 1959, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of June, 1959.

P. FRENETTE,
50777 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14411-58)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Cartier-Malartic Gold Mines, Limited", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated November 23, 1927.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente mai 1959, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777-o P. FRENETTE.

(P.G. 11984-57)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi des compagnies de Québec, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Chibougamau Explorers Ltd." (No Personal Liability), constituée en corporation en vertu de ladite Loi des compagnies minières de Québec, par lettres patentes en date du 27 septembre 1950.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente mai 1959, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777-o P. FRENETTE.

(P.G. 14301-58)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Elim Realty Limited", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 28 janvier 1955.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente mai 1959, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777-o P. FRENETTE.

(P.G. 11738-56)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Godard & Lacasse Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 25 novembre 1948.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente mai 1959, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777-o P. FRENETTE.

(P.G. 14372-58)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Goldore Development Limited",

Notice is also given that from and after May thirtieth, 1959, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of June, 1959.

P. FRENETTE,
50777 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11984-57)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Companies' Mining Act and Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 276, article 26, and subject to the responsibility enacted by article 27 of the said Quebec Companies' Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Chibougamau Explorers Ltd." (No Personal Liability), incorporated under the said Quebec Companies' Mining Act, by letters patent dated September 27, 1950.

Moreover, notice is given that from and after the thirtieth day of May, 1959, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of June, 1959.

P. FRENETTE,
50777 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14301-58)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Elim Realty Limited", incorporated under Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated January 28, 1955.

Notice is also given that from and after May thirtieth, 1959, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of June, 1959.

P. FRENETTE,
50777 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11738-56)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Godard & Lacasse Inc.", incorporated under Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated November 25, 1948.

Notice is also given that from and after May thirtieth, 1959, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of June, 1959.

P. FRENETTE,
50777 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14372-58)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Goldore Development Limited", incorporated under Part

constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 8 août 1938.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente mai 1959, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777-o P. FRENETTE.

(P.G. 11693-59)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Grace Investment Company Limited", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 26 juin 1935.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente mai 1959, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777-o P. FRENETTE.

(P.G. 10946-59)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Home Heating Corporation", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 29 acril 1952.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente mai 1959, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le premier juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777-o P. FRENETTE.

(P.G. 11832-57)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Quebec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "J. R. Loyer Cie Ltée", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 22 juillet 1952.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente mai 1959, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777-o P. FRENETTE.

(P.G. 11317-58)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la

I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated August 8, 1938.

Notice is also given that from and after May thirtieth, 1959, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of June, 1959.

P. FRENETTE,
50777 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11693-59)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Grace Investment Company Limited", incorporated the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated June 26, 1935.

Notice is also given that from and after May thirtieth, 1959, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of June, 1959.

P. FRENETTE,
50777 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10946-59)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Home Heating Corporation", incorporated the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated April 29, 1952.

Notice is also given that from and after May thirtieth, 1959, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of June, 1959.

P. FRENETTE,
50777 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11832-57)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the libaility enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "J. R. Loyer Cie Ltée", incorporated the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated July 22, 1952.

Notice is also given that from and after May thirtieth, 1959, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of June, 1959.

P. FRENETTE,
50777 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11317-58)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "MacDo-

compagnie "MacDonald House Holdings Co. Ltd.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 24 novembre 1953.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente mai 1959, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777-o P. FRENETTE.

(P.G. 12058-59)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Palomer Knitting Mills Ltd.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 17 janvier 1958.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente mai 1959, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777-o P. FRENETTE.

(P.G. 14897-58)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Raelis Company Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 26 avril 1946.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente mai 1959, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777-o P. FRENETTE.

(P.G. 12459-57)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Sound Investment Corporation", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 5 octobre 1954.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente mai 1959, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777-o P. FRENETTE.

(P.G. 12442-58)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par

nald House Holdings Co. Ltd.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated November 24, 1953.

Notice is also given that from and after May thirtieth, 1959, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of June, 1959.

P. FRENETTE,
50777 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12058-59)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Palomer Knitting Mills Ltd.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated January 17, 1958.

Notice is also given that from and after May thirtieth, 1959, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of June, 1959.

P. FRENETTE,
50777 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14897-58)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Raelis Company Inc.", incorporated under the daid Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated April 26, 1946.

Notice is also given that from and after May thirtieth, 1959, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of June, 1959.

P. FRENETTE,
50777 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12459-57)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Sound Investment Corporation", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated October 5, 1954.

Notice is also given that from and after May thirtieth, 1959, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of June, 1959.

P. FRENETTE,
50777 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12442-58)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attor-

l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Télédistribution Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 13 septembre 1956.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente mai 1959, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777-o P. FRENETTE.

(P.G. 12167-58)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "The Page Fence and Wire Products Company, Limited", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 24 janvier 1956.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente mai 1959, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777-o P. FRENETTE.

(P.G. 14779-58)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Valeurs Foncières Ltée", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 14 décembre 1944.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente mai 1959, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50777-o P. FRENETTE.

ney General has been pleased to accept the surrendr of the charter of the company "Télédistribution Inc.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated September 13, 1956.

Notice is also given that from and after May thirtieth, 1959 the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of June, 1959.

P. FRENETTE,
50777 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12167-58)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "The Page Fence and Wire Products Company, Limited", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated January 24, 1956.

Notice is also given that from and after May thirtieth, 1959, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of June, 1959.

P. FRENETTE,
50777 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14779-58)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrenders of the charter of the company "Valeurs Foncières Ltée", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated December 14, 1954.

Notice is also given that from and after May thirtieth, 1959, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of June, 1959.

P. FRENETTE,
50777 Acting Deputy Attorney General.

Département des Affaires municipales

Le soussigné donne avis que, tel que demandé dans une résolution adoptée le 12 mai 1959, par le conseil municipal de St-Janvier-de-la-Croix, comté de Terrebonne, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a décrété en date du 10 juin 1959, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de la corporation de St-Janvier-de-la-Croix, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se feront à l'avenir dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en vertu de l'article 131 du Code municipal (10 George VI, chapitre 55, section 2).

Québec, le 10 juin 1959.

Le Ministre des Affaires Municipales,
50830-o PAUL DOZOIS.

Department of Municipal Affairs

The undersigned gives notice that, as requested in a resolution dated May 12, 1959, of the Municipal Council of St-Janvier-de-la-Croix, county of Terrebonne, and pursuant to the provisions of article 130, of the Municipal Code, he has enacted, under date of June 10, 1959, that the publication of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the corporation of St-Janvier-de-la-Croix, with the exception of those required in the *Quebec Official Gazette* be made, henceforth, in the French language only.

The present notice is published in conformity with article 131, of the Municipal Code, (10 George VI, chapter 55, section 2).

Quebec, June 10, 1959.

PAUL DOZOIS,
50830 Minister of Municipal Affairs.

Le soussigné donne avis que, tel que demandé dans une résolution adoptée le 2 février 1959, par le conseil municipal de St-Médard, comté de Rimouski, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a décrété, en date du 10 juin 1959, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de la corporation de St-Médard, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se feront, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en vertu de l'article 131 du Code municipal (10 George VI, chapitre 55, section 2).

Québec, le 10 juin 1959.

Le Ministre des Affaires municipales,

50830-o PAUL DOZOIS.

Le soussigné donne avis que, tel que demandé dans une résolution adoptée le 4 mai 1959 par le conseil municipal de la paroisse de St-Narcisse de Beaurivage, comté de Lotbinière, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a décrété, en date du 10 juin 1959, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de la corporation de la paroisse de St-Narcisse de Beaurivage, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se feront, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en vertu de l'article 131 du Code municipal (10 George VI, chapitre 55, section 2).

Québec, le 10 juin 1959.

Le Ministre des Affaires municipales,

50830-o PAUL DOZOIS.

The undersigned gives notice that, as requested in a resolution dated February 2nd, 1959, of the Municipal Council of St-Médard, county of Rimouski, and pursuant to the provision of article 130, of the Municipal Code, he has enacted under date of June 10, 1959, that the publication of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the corporation of St-Médard, with the exception of those required in the *Quebec Official Gazette* be made, henceforth, in the French language only.

The present notice is published in conformity with article 131, of the Municipal Code, (10 George VI, chapter 55, section 2).

Quebec, June 10, 1959.

PAUL DOZOIS,

50830 Minister of Municipal Affairs.

The undersigned gives notice that, as requested by a resolution adopted May 4, 1959 by the Municipal Council of the parish of St. Narcisse de Beaurivage, county of Lotbinière, and pursuant to the provisions of article 130 of the Municipal Code, he enacted, under date of June 10, 1959, that the publication of any public notice, by-law, resolution or order of the corporation of the parish of St. Narcisse de Beaurivage, save those required to be made in the *Quebec Official Gazette*, shall be made in the French language only.

This notice is published in accordance with article 131 of the Municipal Code (10 George VI, chapter 55, section 2).

Quebec, June 10, 1959.

PAUL DOZOIS,

50830 Minister of Municipal Affairs.

Département de l'Agriculture

Avis est donné que le ministre de l'Agriculture a autorisé la formation d'un cercle agricole dans le comté de Dorchester, sous le nom de "cercle agricole de la paroisse de St-Zacharie", conformément à la loi des cercles agricoles (S.R.Q. 1941, chapitre 118).

Daté du bureau du ministre de l'Agriculture, le 9 juin 1959.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,

50804-o R. TRÉPANIER.

Department of Agriculture

Notice is hereby given that the Minister of Agriculture has authorized the formation of a Farmers' Club in the county of Dorchester, under the name of "Farmers Club for the parish of St-Zacharie", pursuant to the Farmers' Club Act, (R.S.Q., 1941, chapter 118).

Dated at the office of the Minister of Agriculture, June 9, 1959.

R. TRÉPANIER,

50804 Deputy Minister of Agriculture.

Département de l'Instruction Publique

N° 620-58.

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de St-Romuald-de-Moffet, dans le comté de Témiscamingue, le territoire suivant lequel n'est pas encore organisé au point de vue scolaire:

Toute cette partie du canton Brodeur Limitée à l'est par la limite est dudit canton, au nord et au nord-ouest par la limite entre ce canton et celui de Bauneville; à l'ouest par une ligne partant du coin sud-ouest du lot 26, rang II, et tracée en direction nord jusqu'à la limite nord du canton Brodeur; au sud par la ligne séparant les 2e et 3e rangs dudit canton, ladite ligne continuée dans une direction est jusqu'à la limite est dudit canton.

Québec, le 29 mai 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique.

50761-23-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

Department of Education

No. 620-58.

Application is made to annex to the School Municipality of St. Romuald-de-Moffet, in the county of Témiscamingue, the following territory which is not as yet organized for school purposes:

All that part of the township of Brodeur bounded easterly by the east boundary of said township, northerly and northwesterly by the boundary between said township and that of Bauneville; westerly by a line commencing at the southwest corner of lot 26, range II, and extending in a northerly direction as far as the north boundary of the township of Brodeur; southerly by the dividing line between ranges two and three of said township, the said line extending in an easterly direction as far as the easterly boundary of said township.

Quebec, May 29, 1959.

O. J. DÉSAULNIERS,

50761-23-2 Superintendent of Education.

N° 25-59.

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire du village de Bécancour, dans le comté de Nicolet, à la municipalité scolaire de la paroisse de Bécancour, même comté, et de changer le nom de cette dernière en celui de Bécancour, comté de Nicolet.

Québec, le 30 mai 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

50760-23-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 481-59.

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de la paroisse de St-Rémi dans le comté de Napierville-Laprairie à la municipalité scolaire du village de St-Rémi, même comté.

Québec, le 4 juin 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

50775-23-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 57-56.

Demande est faite d'annexer aux municipalités scolaires de la ville de Jonquière et de la cité de Kénogami, dans le comté de Jonquière-Kénogami, le territoire actuel de la municipalité scolaire de la paroisse de St-Dominique-de-Jonquière, dans le même comté, de la façon suivante, savoir:

1° La partie qui doit être annexée à la ville de Jonquière comprend les lots 1 à 40 inclusivement du rang V; 1 à 37-A inclusivement du rang VI; 1 à 33 inclusivement du rang VII, tous du canton Kénogami; les lots 1 à 13 inclusivement du rang IV du canton Kénogami; 1 à 10 du rang XIII canton Laterrière et les lots 21, 22 et 23 du rang XIII du canton Chicoutimi.

2° La partie qui doit être annexée à la municipalité scolaire de la cité de Kénogami comprend les lots 1 à 20 inclusivement et K.G.F.E.D. du rang I; 1 à 14 inclusivement du rang II et 10 à 14 inclusivement et 16-A du rang III, tous du canton Jonquière; les lots 1 à 7 inclusivement du rang I canton Kénogami.

Québec, le 4 juin, 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

50776-23-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 467-59.

Il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté en conseil, en date du 4 juin 1959, de changer le nom de la municipalité scolaire de la ville de Beauceville dans le comté de Beauce, en celui de Beauceville, même comté.

Ce changement prendra effet le 21 juin 1959.

Québec, le 8 juin 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

50814-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 979-58.

Il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté en conseil en date du 4 juin 1959, de changer le nom de la municipalité scolaire d'Ély-Nord, dans le comté de Shefford, en celui de Maricourt, même comté.

Ce changement prendra effet le 21 juin 1959.

Québec, le 8 juin, 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

50814-o O. J. DÉSAULNIERS.

No. 25-59.

Application is made to annex the present territory of the school municipality of the village of Bécancour, in the county of Nicolet, to the school municipality of the parish of Bécancour, same county, and to change the name of the latter into that of Bécancour, county of Nicolet.

Quebec, May 30, 1959.

O. J. DÉSAULNIERS,

50760-23-2 Superintendent of Education.

No. 481-59.

Application is made to annex the present territory of the school municipality of the parish of St-Remi in the county of Napierville-Laprairie to the school municipality of the village of St-Rémi, same county.

Quebec, June 4, 1959.

O. J. DÉSAULNIERS,

50775-23-2 Superintendent of Education.

No. 57-56.

Application is made to annex to the School municipalities of the town of Jonquière and the city of Kénogami, in the county of Jonquière-Kénogami, the present territory of the School Municipality of the parish of St. Dominique-de-Jonquière, in the same county, in the following manner, to wit:

1. The part that shall be annexed to the town of Jonquière includes lots 1 to 40 inclusively, of range V; 1 to 37-A inclusively, of range VI; 1 to 33 inclusively of range VII, all of the township of Jonquière; lots 1 to 13 inclusively of range IV of the township of Kénogami; 1 to 10 of range XIII township of Laterrière and lots 21, 22 and 23 of range XIII of the township of Chicoutimi.

2. The part that shall be annexed to the school municipality of the city of Kénogami includes lots 1 to 20 inclusively and K.G.F.E.D. of range I; 1 to 14 inclusively of range II and 10 to 14 inclusively and 16-A of range III, all of the township of Jonquière, lots 1 to 7 inclusively of range I township of Kénogami.

Quebec, June 4, 1959.

O. J. DÉSAULNIERS,

50776-23-2 Superintendent of Education.

No. 467-59.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council dated June 4, 1959, has been pleased to change the name of the school municipality of the town of Beauceville in the county of Beauce, into that of Beauceville, same county.

This change will take effect on June 21, 1959.

Quebec, June 8, 1959.

O. J. DÉSAULNIERS,

50814 Superintendent of Education.

No. 979-58.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council dated June 4, 1959, has been pleased to change the name of the school municipality of Ély-North, in the county of Shefford, into that of Maricourt, same county.

This change will take effect on June 21, 1959.

Quebec, June 8, 1959.

O. J. DÉSAULNIERS,

50814 Superintendent of Education.

N° 257-56.

Il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté en conseil en date du 4 juin 1959, de changer le nom de la municipalité scolaire de la ville de Jonquière, dans le comté de Jonquière-Kénogami, en celui de cité de Jonquière, même comté.

Ce changement prendra effet le 21 juin 1959.

Québec, le 8 juin, 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

50814-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 182-54.

Il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté en conseil en date du 4 juin 1959, de détacher de la municipalité scolaire d'Inverness, dans le comté de Mégantic, le lot 298 du cadastre officiel d'Inverness, pour l'annexer, pour les contribuables catholiques seulement, à la municipalité scolaire de St-Jean-de-Brébœuf, même comté.

Ce changement prendra effet le premier juillet 1959.

Québec, le 9 juin 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

50814-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 164-59.

Il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté en conseil en date du 4 juin 1959, de détacher de la municipalité scolaire de Macaza, dans le comté de Labelle, les lots 27 à 28 rang nord-est Rivière Rouge du cadastre officiel du Canton Marchand, pour les annexer à la municipalité scolaire de l'Annonciation, même comté.

Ce changement prendra effet au premier juillet 1959.

Québec, le 8 juin 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

50814-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 1061-58.

Il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté en conseil en date du 27 mai 1959, d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de la paroisse de Champlain, dans le comté de Champlain à la municipalité scolaire du village de Champlain même comté et de changer le nom de cette dernière en celui de Champlain, dans le comté de Champlain.

Ces changements prendront effet au premier juillet 1959.

Québec, le 6 juin 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

50814-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 390-59.

Il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil par arrêté en conseil en date du 27 mai 1959, de changer le nom de la municipalité scolaire du village de St-Vincent-de-Paul dans le comté de Laval en celui de St-Vincent-de-Paul, même comté.

Ce changement prendra effet le 21 juin 1959.

Québec, le 5 juin 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

50814-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 550-58.

Il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté en conseil en date du 4 juin 1959, de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de St-Joseph-d'Alma, dans le comté du Lac-St-Jean, les lots 34, 35, 36, 37 et la demie nord du lot 33, tous du rang IV du canton Labarre et cette partie du lot 12-A du rang VIII

No. 257-56.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council dated June 4, 1959, has been pleased to change the name of the school municipality of the town of Jonquière, in the county of Jonquière-Kénogami, into that of the city of Jonquière, same county.

This change will take effect on June 21, 1959.

Quebec, June 8, 1959.

O. J. DÉSAULNIERS,

50814 Superintendent of Education.

No. 182-54.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated June 4, 1959, to detach from the school municipality of Inverness, in the county of Megantic, lot 298 of the official cadaster of Inverness, in order that they be annexed, for Catholic ratepayers only, to the school municipality of St. Jean-de-Brébeuf, same county.

This change shall take effect on July first 1959.

Quebec, June 9, 1959.

O. J. DÉSAULNIERS,

50814 Superintendent of Education.

No. 164-59.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated June 4, 1959, to detach from the school municipality of Macaza, in the county of Labelle, lots 27 to 28, Red River north-east range of the official cadaster of the Township of Marchand, in order that they be annexed to the school municipality of Annonciation, same county.

This change shall take effect on July first 1959.

Quebec, June 8, 1959.

O. J. DÉSAULNIERS,

50814 Superintendent of Education.

No. 1061-58.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council dated May 27, 1959, has been pleased to annex the present territory of the school municipality of the parish of Champlain, in the county of Champlain to the school municipality of the village of Champlain, same county, and to change the name of the latter into that of Champlain, in the county of Champlain.

This changes will take effect on July 1st, 1959.

Quebec, June 6, 1959.

O. J. DÉSAULNIERS,

50814 Superintendent of Education.

No. 390-59.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council dated May 27, 1959, has been pleased to change the name of the school municipality of the village of St-Vincent-de-Paul in the county of Laval into that of St-Vincent-de-Paul, same county.

This change will take effect on June 21, 1959.

Quebec, June 5, 1959.

O. J. DÉSAULNIERS,

50814 Superintendent of Education.

No. 550-58.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated June 4, 1959, to detach from the school municipality of the parish of St-Joseph-d'Alma, in the county of Lake St-John, lots 34, 35, 36, 37 and the northern half of lot 33, all of range IV of the Labarre township and that part of

du canton Signay enfermée dans les limites suivantes, savoir:

Partant du point d'intersection de la ligne séparative des cantons Labarre et Signay avec la ligne séparative des rangs VIII et IX du canton Signay susdit: de là passant par les lignes et démarcations suivantes en continuité les unes des autres: la ligne séparative des cantons de Labarre et Signay jusqu'à une ligne imaginaire étant le prolongement vers l'ouest de la ligne séparant en son juste milieu le lot N° 33 du rang IV du canton Labarre susdit: cette dite ligne imaginaire étant le prolongement de la ligne séparant en son juste milieu le lot N° 33 du rang IV du canton Labarre susdit sur toute la largeur du lot N° 12-A; la ligne séparative du lot N° 12-A et du lot N° 13 du rang VIII du canton Signay jusqu'à la ligne séparative des rangs VIII et IX du canton Signay susdit; la ligne séparative des rangs VIII et IX du canton Labarre susdit sur toute la largeur du lot N° 12-A jusqu'à son point d'intersection avec la ligne séparative des cantons Labarre et Signay susdits, point de départ; pour les annexer à la municipalité scolaire de la ville d'Alma, même comté.

Ce changement prendra effet au premier juillet 1959.

Québec, le 9 juin 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

50814-o O. J. DÉSAULNIERS.

lot 12-A of range VIII of the Signay township enclosed within the following limits, to wit:

Starting from the point of intersection of the dividing line of the Labarre and Signay townships with the dividing line of ranges VIII and IX of the Signay township, above mentioned: thence, passing by the following lines and demarcation successively the dividing line of the Labarre and Signay townships to an imaginary line being the prolongation towards the west of the line dividing exactly in the center lot number 33 of range IV of the Labarre township, above mentioned: this said imaginary line being the prolongation of the line dividing in its exact center lot number 33 of range IV of the Labarre township above mentioned, along its entire width of lot number 12-A; the dividing line of lot number 12-A and of lot number 13 of range VIII of the Signay township to the dividing line of ranges VIII and IX of the Signay Township above mentioned; the dividing line of ranges VIII and IX of the Labarre Township above mentioned along the entire width of lot number 12-A to its point of intersection with the dividing line of the Labarre and Signay townships above mentioned, starting point, to annex them to the school municipality of the town of Alma, same county.

This change shall take effect on July first 1959.

Quebec, June 9, 1959.

O. J. DÉSAULNIERS,

50814 Superintendent of Education.

BUREAU DES EXAMINATEURS CATHOLIQUES DES ASPIRANTS INSPECTEURS D'ÉCOLES

Avis est donné par les présentes que le Bureau des Examinateurs catholiques des aspirants inspecteurs d'écoles siégera à l'École Normale Laval, Québec, du lundi, 3 août 1959, au samedi, le 8.

L'examen des candidats commencera le 3 août, à 9.00 a.m., pour se terminer le 8, à 12.00 a.m., et portera sur toutes les matières.

Québec, le 3 juin 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

50814-o O. J. DÉSAULNIERS.

BOARD OF CATHOLIC EXAMINERS FOR SCHOOL INSPECTION CANDIDATES

Notice is hereby given that the Board of Catholic Examiners for school inspection candidates will hold sittings at the Laval Normal School, Quebec, from Monday, August 3rd, 1959 to Saturday, the 8th.

Examinations shall commence on August 3rd, at 9.00 a.m., and shall end on the 8th, at 12.00 a.m., and shall consist of all subjects.

Quebec, June 3, 1959.

O. J. DÉSAULNIERS,

50814 Superintendent of Education.

N° 212-59.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Ste-Marie-de-Monnoir, dans le comté de Rouville, le territoire ci-dessous décrit, pour l'annexer à la municipalité scolaire de St-Mathias, même comté.

Le territoire en question comprend les lots suivants du cadastre officiel de St-Mathias: 118, 119, 120, 123, 124, 128, 129, 130, 131, 138, 141, 142, 145, 146, 149, 154, 155, 158, 159, 160, 164-A, 167 à 174 inclusivement, 176 à 186 inclusivement ainsi que les lots 362 à 404 inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Marie-de-Monnoir.

Québec, le 5 juin 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

50812-24-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

No. 212-59.

Application is made to detach from the school municipality of Ste-Marie-de-Monnoir, in the county of Rouville, the territory herebelow described, to annex it to the school municipality of St-Mathias, same county.

The territory in question is comprised of the following lots of the official cadaster of St-Mathias: 118, 119, 120, 123, 124, 128, 129, 130, 131, 138, 141, 142, 145, 146, 149, 154, 155, 158, 159, 160, 164-A, 167 to 174 inclusively, 176 to 186 inclusively as well as lots 362 to 404 inclusively of the official cadaster for the parish of Ste-Marie-de-Monnoir.

Quebec, June 5, 1959.

O. J. DÉSAULNIERS,

50812-24-2 Superintendent of Education.

N° 449-49.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de St-Agnès-de-Ditchfield, dans le comté de Frontenac, en celui de Frontenac, même comté.

Québec, le 6 juin 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

50813-24-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

No. 449-59.

Application is made to change the name of the school municipality of St-Agnès-de-Ditchfield, in the county of Frontenac, into that of Frontenac, same county.

Quebec, June 6, 1959.

O. J. DÉSAULNIERS,

50813-24-2 Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de St-Hilarion division d'enregistrement de Charlevoix (N° 2)

Avis est par la présente donné que les lots 20 et 20-A du rang II et le lot 17 du rang IV sont annulés et que les lots 19 du rang II et 16 du rang IV sont corrigés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 25 mai 1959.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
50778-o AVILA BÉDARD.

Cadastre officiel du village de Waterloo (municipalité de ville de Waterloo) division d'enregistrement de Shefford

Avis est par la présente donné que les lots 1077 et 1078 sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 19 mai 1959.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
50778-o AVILA BÉDARD.

Cadastre officiel de la cité de Sherbrooke, quartier Centre, division d'enregistrement de Sherbrooke.

Avis est par la présente donné que le lot 268 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 21 avril 1959.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
50778-o AVILA BÉDARD.

Cadastre officiel de la paroisse de Beauport (municipalité de ville de Montmorency), division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que le lot 1-2 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 1er juin 1959.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
50778-o AVILA BÉDARD.

Cadastre officiel de la paroisse de St-Michel de Vaudreuil, division d'enregistrement de Vaudreuil.

Avis est par la présente donné que les lots 1938-1 et 1938-2 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 2 juin 1959.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
50778-o AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forest

NOTICE

Official cadastre of the parish of St-Hilarion, registration division of Charlevoix (No: 2)

Notice is hereby given that lots 20 and 20-A, range II and lot 17, range IV are cancelled and lots 19, range II and 16, rang IV are corrected in virtue of Article 2174A of the Civil code.

Quebec, May 25th, 1959.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
50778-o Deputy-Minister.

Official cadastre of village of Waterloo (municipality of town of Waterloo) regitsration division of Shefford

Notice is hereby given that lots 1077 and 1078 are added in virtue of Article 2174A of the Civil code.

Quebec, May 19, 1959.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
50778-o Deputy-Minister.

Official cadastre of the city of Sherbrooke, Ward Center, registration division of Sherbrooke.

Notice is hereby given that lot 268 has been added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, April 21, 1959.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
50778-o Deputy Minister.

Official cadastre of the parish of Beauport (municipality of town of Montmorency), registration division of Quebec.

Notice is hereby given that lots 1-2 has been cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, June 1st, 1959.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
50778-o Deputy Minister.

Official cadastre of the parish of St-Michel de Vaudreuil, registration division of Vaudreuil.

Notice is hereby given that lots 1938-1 and 1938-2 are cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, June 2nd, 1959.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
50778-o Deputy Minister.

Département du Travail

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que, par l'arrêté en conseil numéro 546 du 4 juin 1959 (Section "J"), le règlement spécial du Comité paritaire des métiers de la construction des Trois-Rivières ayant rendu le certificat de qualification obligatoire est de nouveau amendé comme suit:

L'alinéa suivant est ajouté à l'article 8, intitulé "Certificat de qualification":

"Tout salarié assujetti au décret, exerçant un des métiers ci-haut mentionnés, doit posséder un certificat de qualification émis par le Bureau d'examinateurs formé à cette fin par ce Comité paritaire et produire celui-ci lorsque dûment requis par son employeur ou par l'inspecteur du Comité paritaire."

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 13 juin 1959. 50793-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie du granit dans la province de Québec, rendue obligatoire par la section 1 du décret numéro 324 du 30 mars 1950 et amendements, relatif à l'industrie des matériaux de construction dans la province de Québec, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret:

1° L'article III sera remplacé par le suivant:

"III. *Taux de salaires:* Les taux de salaires minima sont les suivants pour chacun des métiers ci-après:

Métiers:	*Salaires horaires*
Tailleur de granit	$ 1.60
Préposé au lettrage et au dessin sur composition	1.60
Compagnon tailleur de granit sur dégauchisseuses et sablonneuses	1.60
Préposé aux machines dégauchisseuses	1.20
Préposé aux sableuses	1.20
Forgeron (à l'usine ou à l'atelier seulement)	1.45
Polisseur à la machine	1.25
Polisseur à la main	1.25
Apprenti polisseur (1 an)	1.05
Préposé aux fonctionnement des grues	1.15
Préposé au fonctionnement des scies à chasse	1.15
Préposé aux scies à cable d'acier	1.15
Préposé au fonctionnement de machine à carborundum	1.25
Garrier (foreur)	1.10
Manoeuvre et aide	1.05
Mécanicien de machines fixes	1.15
Second mécanicien de machines fixes	1.05
Chauffeur	1.05
Layetier	1.10

Department of Labour

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that, by Order in Council number 546 of June 4, 1959, (part "J"), the special by-law of the Building Trades Joint Committee of Trois-Rivières, which rendered the certificate of competency obligatory, is again amended as follows:

The following sub-paragraph is added to article 8 entitled "Certificate of competency":

"All employees governed by the decree and plying one of the trades above mentioned shall hold a certificate of competency issued by the Board of Examiners formed for that purpose by the Parity Committee and shall produce it when so requested by his employer or by the inspector of the Parity Committee."

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 13, 1959. 50793-o

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, the Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the granite industry in the Province of Quebec, rendered obligatory by part 1 of the decree number 324 of March 30, 1950 and amendments, relating to the building materials industry in the Province of Quebec, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree:

1. Article III will be replaced by the following:

"III. *Wage rates:* The minimum rates of wages are as follows for each one of the trades mentioned hereafter:

Trades:	*Hourly rates*
Granite custer	$ 1.60
Letterer and designer on composition	1.60
Journeyman-granite cutter on surfacing or sandblasting machines	1.60
Surfacing machine operator	1.20
Sandblast operator	1.20
Blacksmith (in the plant or shop only)	1.45
Machine polisher	1.25
Hand polisher	1.25
Apprentice polisher (maximum one year)	1.05
Hoist and crane operator	1.15
Gang saw operator	1.15
Wire saw operator	1.15
Carborundum machine operator	1.25
Quarry man (driller)	1.10
Labourer and helper	1.05
Stationary engineman	1.15
Stationary engineman's assistant	1.05
Fireman	1.05
Boxer (crater)	1.10

Apprenti tailleur de granit:	
1er semestre	$ 0.95
2e semestre	1.05
2e année	1.20
3e année	1.35
Surveillant	45.00
Chauffeur de camion (livraison de marchandises expédiées)	62.50

Le 15 mai 1960 et le 15 mai 1961, les salaires précités seront augmentés consécutivement de $0.05 l'heure ou de l'équivalent pour les salaires hebdomadaires."

2° L'article X sera remplacé par le suivant:

"X. *Vacances payées:* Tous les employés de l'industrie ont droit à une semaine de vacances chômée dont la date est déterminée après entente avec l'employeur et ses salariés.

Les employés ayant moins de cinq (5) années de service pour un employeur ont droit à deux (2%) pour cent de leur gain annuel brut accumulé à la date de leur vacance.

Les employés ayant cinq (5) années et plus de service pour un employeur ont droit à quatre (4%) pour cent de leur gain annuel brut accumulé à la date de leur vacance.

Tout employé qui quitte son emploi avant d'avoir pris ses vacances a droit au bénéfice accumulé en vertu des paragraphes précédents.

Le Comité paritaire doit être informé de toute entente relative à la prise des congés."

3° L'article XI sera remplacé par le suivant:

"XI. *Jours de fêtes payés:* Chaque année, les employés ont droit à quatre jours de fêtes chômés. Le choix de ces jours de fête est dévolu à l'employeur et à ses employés lesquels doivent en aviser le Comité paritaire.

Ces congés sont rémunérés à raison de 1½% du gain brut annuel.

Un employé qui quitte son emploi a droit au paiement de ses congés accumulés à cette date."

4° L'article XII sera remplacé par le suivant:

"XII. Un nouveau classement des diverses opérations, métiers ou occupations de l'industrie sera soumis au Ministère avant le 1er janvier de l'année 1961 aux fins de modifier la présente section en conséquence."

5° L'alinéa suivant sera ajouté au paragraphe intitulé "Durée du décret", apparaissant à la fin du décret.

"Cependant, en ce qui touche la section I (Industrie du granit), la date d'expiration est le 31 décembre 1961."

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seuls un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendements. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec.*

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 13 juin 1959. 50793-o

Apprentice granite cutter:	
1st six months	$ 0.95
2nd six months	1.05
2nd year	1.20
3rd year	1.35
Watchman	45.00
Truck driver (engaged in the delivery of shipments)	62.50

On May 15, 1960 and May 15, 1961, wages shall be increased consecutively by $0.05 per hour or the equivalent thereof for weekly wages."

2. Article X will be replaced by the following:

"X. *Vacation with pay;* Every employee of the industry is entitled to a week of vacation at a date determined by agreement between the employer and his employees.

Employees with less than five (5) years of service for an employer are entitled to two per cent (2%) of their gross annual earnings accumulated at the date of their vacation.

Employees with five (5) or more years of service for an employer are entitled to four per cent (4%) of their gross annual earnings accumulated at the date of their vacation.

Every employee who leaves his employ before taking his vacation is entitled to the benefits accumulated under the foregoing paragraphs.

The Parity Committee shall be informed of all agreements in respect of the date of vacations."

3. Article XI will be replaced by the following:

"XI. *Holidays with pay:* Employees are entitled to four holidays per year. These four holidays shall be selected by agreement between the employer and his employees and notice thereof shall be given to the Parity Committee.

These holidays shall be remunerated at the rate of 1½% of the yearly gross earnings.

An employee who leaves his employ is entitled to the payment of his holidays accumulated at the date of departure."

4. Article XII will be replaced by the following:

"XII. A new classification of the various operations, trades or occupations of the industry shall be submitted to the Department before January 1st of the year 1961 for the purpose of amending the present section accordingly."

5. The following subparagraph will be added to the paragraph headed "Duration of the decree" appearing at the end of the decree."

"However, as regards section I (Granite industry), the date of expiration shall be December 31, 1961."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette.*

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 13, 1959. 50793-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la boulangerie et de la pâtisserie dans la région des Trois-Rivières, rendue obligatoire par le décret numéro 421 du 29 avril 1954, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° Le paragraphe "*a*" de l'article IV sera remplacé par le suivant:

"a) Boulangers, pâtissiers:	*Par*
Compagnons:	*semaine*
1er boulanger	$56.00
1er pâtissier	56.00
2ème boulanger	51.50
2ème pâtissier	51.50
3ème boulanger et les compagnons suivants	48.00
3ème pâtissier et les compagnons suivants	48.00
Apprentis:	
1ère année	30.00
2ème année	34.00
3ème année	38.00"

2° L'article VIII sera remplacé par le suivant:

"VIII. *Vacances payées: Boulangers:* Une semaine de vacances payées doit être accordée chaque année à tout salarié régi par le décret ayant à son crédit un (1) an et plus de service pour le même employeur.

S'il n'a pas un an de service continu pour son employeur, le salarié a droit à un congé annuel continu payé d'une durée minimum d'autant de demi-jours qu'il a de mois de calendrier de service continu pour son employeur.

La rémunération payable aux salariés qui ont droit auxdites vacances payées est basée sur le taux de salaire fixé par le décret pour les compagnons et apprentis boulangers, pâtissiers.

Distributeurs de pain: Tous les distributeurs de pain assujettis au présent décret doivent recevoir pour leurs vacances une somme équivalente à 2% du salaire de l'année précédente ou partie d'année s'il y a lieu, en se servant de la formule "T-4 supplémentaire", et cette somme doit leur être remise avant leur départ pour leurs vacances. A l'occasion d'une mise à pied, l'employeur doit remettre également 2% du salaire gagné pendant l'année en cours avant son départ."

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 13 juin 1959. 50793-o

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the collective agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement, relating to the Baking and Pastry Making Industry in the region of Trois-Rivières, rendered obligatory by decree number 421 of April 29, 1954, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree:

1. Paragraph "*a*" of article IV will be replaced by the following:

"a) Bakers, pastry-cooks:	*Per*
Journeymen:	*week*
1st baker	$56.00
1st pastry cook	56.00
2nd baker	51.50
2nd pastry cook	51.50
3rd baker and the following journeymen.	48.00
3rd pastry cook and the following journeymen	48.00
Apprentices:	
1st year	30.00
2nd year	34.00
3rd year	38.00"

2. Article VIII will be replaced by the following:

"VIII. *Vacation with pay: Bakers:* A vacation of one week with pay shall be given every year to every employee governed by the present decree who has one (1) year or more of service for the same employer.

If he has not yet completed a year's service in the employ of his employer, the employee is entitled to a continuous annual vacation with pay having a minimum duration of as many half-days as the number of calendar months during which he has been continuously in the employ of his employer.

Remuneration payable to employees entitled to the said vacation with pay is based on the rate fixed in the decree for bakers and pastry-cooks, whether journeymen or apprentices.

Bread distributors: All bread distributors governed by the present decree shall receive a vacation pay equal to 2% of the wages earned in the year preceding or part thereof, as the case may be, as per supplementary form T-4, and such sum shall be remitted before they leave for their vacation. In the event of a dismissal, employers shall also pay 2% of the wages earned during the year preceding the departure of the employee."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 13, 1959. 50793-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Minister du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispoistions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 419 du 18 avril 1957 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

1° Les mots "Saint-Patrice-de-la-Rivière-du-Loup" seront ajoutés après les mots "Notre-Dame-du-Portage" apparaissant dans le premier alinéa de l'article III.

2° Les mots "Château-Richer, Rivière-aux-Chiens, Sainte-Anne-de-Beaupré, Beaupré et Saint-Joachim" seront ajoutés à la fin du paragraphe intitulé "Zone I: *a*)" de l'article III.

3° L'alinéa intitulé "Zone II" du paragraphe "*c*" de l'article III sera remplacé par le suivant:

"*Zone II:* La cité de Rivière-du-Loup et la municipalité de Saint-Patrice-de-la-Rivière-du-Loup dans le comté de Rivière-du-Loup, les municipalités de Saint-André et de Saint-Alexandre dans le comté de Kamouraska, la ville de Montmagny et la municipalité de Saint-Thomas de-Pointe-à-la-Caille dans le comté de Montmagny, les municipalités de Baie-Saint-Paul, La Malbaie, Pointe-au-Pic, Cap-à-l'Aigle, Clermont et un rayon de deux (2) milles de leurs limites dans le comté de Charlevoix".

4° L'article IV sera remplacé par le suivant:

"IV. *Taux de salaires: a*) Les taux minima de salaires suivants doivent être payés pour chacun des métiers ci-dessous mentionnés:

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, the Minister of Labour, hereby gives notice pursuant to the provisions of the -Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chagter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the construction industry and trades in the region of Quebec, rendered obligatory by the decree No. 419 of April 18, 1957 and amendments, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree;

1. The words "Saint-Patrice-de-la-Rivière-du Loup" will be added after the words "Notre-Dame-du-Portage" appearing in the first sub-paragraph of article III.

2. The words "Château-Richer, Rivière-aux-Chiens, Sainte-Anne-de-Beaupré, Beaupré and Saint-Joachim" will be added at the end of the paragraph entitled "Zone I: *a*)" of article III.

3. Sub-paragraph entitled "Zone II" of paragraph "*c*" of article III will be replacde by the following:

"*Zone II:* The city of Rivière-du-Loup and the municipality of Sait-Patrice-de-la-Rivière-du-Loup in the county of Rivière-du-Loup, the municipalities of Saint-André and Saint-Alexandre in the county of Kamouraska, the town of Montmagny and the municipality of St. Thomas-de-Pointe-à-la-Caille in the county of Montmagny, municipalities of Baie-Saint-Paul, La Malbaie, Pointe-au-Pic, Cap-à-l'Aigle, Clermont and a radius of two (2) miles from their limits in the county Charlevoix.

4. Article IV will be replaced by the following:

"IV. *Rates of wages: a*) The following minimum rates of wages shall be paid for each one of the trades hereafter mentioned:

Métiers — Trades:	*Salaires horaires hourly rates* Zones *I*	*II*	*III*
Briqueteur, maçon, plâtrier — Bricklayer, mason, plasterer	$2.08	$1.83	$1.73
Charpentier-menuisier — Carpenter-joiner	1.88	1.73	1.63
Compagnon junior 1 an — Junior journeyman, one year	1.78	1.68	1.58
Ferblantier-couvreur — Tinsmith-roofer	1.88	1.73	1.63
Foreur ou dynamiteur — Drill operator or blaster	1.73	1.58	1.48
Gratteur, sableur et polisseur de plancher à la main ou à la machine — Floor scraper, sander and polisher, hand or machine	1.73	1.63	1.53
Isolement de laine minérale, soufflage par pression — Steel wool insulation, blower method:			
Chef d'équipe — Chief operator	1.88	1.73	1.63
Assistant du chef d'équipe — Assistant operator	1.78	1.63	1.53
Aide — Helper	1.48	1.33	1.23
Jointoyeur, finisseur de ciment — Joint pointer, cement finisher	1.78	1.68	1.58
Manœuvre ou journalier, faiseur de mortier, brasseur de célanite, couleur de blanc, porteur d'oiseau — Common worker or labourer, mortar maker, celanite mixer, plaster pourer, hod carrier	1.48	1.33	1.23
Mécanicien de machines fixes et portatives — Engineman (stationary and portable)	1.83	1.63	1.53
Mécanicien en isolement d'amiante — Asbestos insulation mechanic	1.88	1.73	1.63
Peintre — Painter	1.78	1.63	1.53
Compagnon junior, 1 an — Junior journeyman, one year	1.68		
Polisseur de terrazzo à sec — Terrazzo polisher (dry)	1.73	1.58	1.48
Premier semestre — First six months	1.63	1.48	1.43
Polisseur de terrazzo humide — Terrazzo polisher (wet)	1.68	1.53	1.43
Premier semestre — First six months	1.58	1.43	1.38
Poseur d'acier d'armature — Reinforcing steel erector	1.78	1.68	1.58
Poseur de lattes (bois ou métal — Lather (wood or metal)	1.73	1.58	1.48
Poseur de terrazzo — Terrazzo layer	1.83	1.68	1.58
Compagnon junior, 1 an — Junior journeyman, one year	1.73		
Poseur de tuile et marbre — Tile and marble layer	1.88	1.73	1.63
Compagnon junior, 1 an — Junior journeyman, one year	1.78		

Métiers — Trades:	*Salaires horaires hourly rates Zones* *I*	*II*	*II*
Préposé aux grues, chèvres et monte-charge non actionnés par la vapeur — Crane, derrick and elevator operator (not steam driven)	$1.73	$1.53	$1.43
Préposé aux grues, chèvres et monte-charge actionnés par la vapeur — Crane, derrick and elevator operator (steam driven)	1.83	1.63	1.53
Préposé aux compresseurs — Compressor operator	1.73	1.53	1.43
Préposé aux malaxeurs de 20 chevaux et plus — Mixer operator (20 HP or more)	1.73	1.53	1.43
Préposé au marteau pneumatique — Air hammer operator	1.73	1.53	1.43
Préposé aux pelles mécaniques et tracteurs — Shovel and tractor operator	1.83	1.63	1.53
Tailleur de pierre sur chantier — Stone cutter on the job	2.08	1.83	1.73
Gardien sur chantier (nuit et jour, dimanche et fête) 72 heures par semaine — Watchman on the job (night and day, Sundays and holidays) 72 hours per week	1.18	1.18	1.13
Gardien sur chantier (nuit et jour, dimanche et fêtes) employé également comme chauffeur et devant posséder un certificat de mécanicien de machines fixes (72 heures par semaine) — Job watchman (night and day, Sunday and holidays) also employed as fireman and required to hold stationary engineman's certificate (72 hours per week)	1.28	1.28	1.23
Chauffeur de camion employé directement par les entrepreneurs de l'industrie de la construction: $1.18 l'heure, $56.50 par semaine, dans la zone I seulement — Truck driver employed directly by contractors of the construction industry: $1.18 per hour, $56.50 per week, in zone I only.			
Chauffeur de camion — Truck driver:			
La Malbaie, Pointe-au-Pic, Cap-à-l'Aigle et Clermont — Malbaie, Pointe-au Pic, Cap-à-l'Aigle and Clermont		1.33	
Pour le reste du comté de Charlevoix — For the remainder of Charlevoix County			1.23

b) *Majorations additionnelles:* A compter du 1er mars 1960, les taux de salaire sprécités seront majorés de $0.05 l'heure ou de l'équivalent. Ils seront de nouveau majorés de $0.05 l'heure ou de l'équivalent à compter du 1er septembre 1960.

c) *Travaux affectés par les marées:* En outre des taux de salaires apparaissant aux paragraphes "*a*" et "*b*" du présent article pour chacun des métiers et aux diverses primes prévues ailleurs au présent article, il sera payé un supplément de $0.10 l'heure pour chaque heure de travail exécutée dans ces travaux.

d) Les salariés demeurant dans la zone I et exécutant des travaux dans les zones II et III doivent bénéficier des taux de salaires prévus pour la zone I. Les salariés demeurant dans la zone II et exécutant des travaux dans la zone III doivent bénéficier des taux de salaires prévus pour la zone II."

5° L'article X sera remplacé par le suivant:

"X. *Jours chômés:* Il n'y a pas de travail les dimanches, le Premier jour de l'An, l'Épiphanie, l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée Conception, la Noël, le Vendredi-Saint, le jour de la Saint-Jean-Baptiste, le jour de la Confédération et le jour de la fête du Travail. En cas de nécessité, le travail exécuté ces jours là doit être rémunéré à raison du double du salaire régulier."

6° Les paragraphes "*k*" et "*l*" de l'article XI seront remplacés par les suivants:

"*k*) *Taux de salaires des apprentis:* Le taux horaire minimum de salaires des apprentis ci-après énumérés est le suivant:

b) *Additional increase:* From March 1, 1960, the above wage rates shall be increased by $0.05 per hour or the equivalent thereof. They shall again be increased by $0.05 per hour, or the equivalent thereof, from September 1, 1960.

c) *Operations affected by tides:* There shall be paid, in excess of the wage rates appearing in paragraphs "*a*" and "*b*" of the present article for every trade and of the various premiums provided for in the present article, an extra of $0.10 per hour for every hour worked in such operations.

d) All employees living in zone I and working in zones II and III shall be remunerated in accordance with the rates of wages established for zone I. The employees living in zone II and working in zone III shall be remunerated in accordance with the rates of wages established for zone II."

5. Article X will be replaced by the following:

"X. *Holidays:* There shall be no work on Sundays, New Year's Day, Epiphany Day, Ascension Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day, Good Friday, Saint John the Baptist Day, Confederation Day and Labour Day. In case of necessity, work performed on these days shall be paid at the rate of double time."

6. Paragraphs "*k*" and "*l*" of article XI will be replaced by the following:

"*k*) *Wage rates of apprentices:* The hourly minimun rates of wages of the apprentices hereafter enumerated shall be as follows:

Métiers — Trades:	*1ère année 1st year*	*2ème année 2nd year*	*3ème année 3rd year*	*4ème année 4th year*
Briqueteur, maçon, plâtrier — Bricklayer, plasterer, mason	$0.80	$1.10	$1.35	
Charpentier-menuisier, peintre — Carpenter-joiner, peinter	0.75	0.95	1.15	
Poseur de tuile, marbre et terrazzo — Tile marbre, and terrazzo layer	0.75	0.95	1.15	
Finisseur de ciment — Cement finisher	0.75	0.95	1.15	
Mécanicien en isolement d'amiante — Asbestos insulation mechanic	0.75	0.95	1.15	
Ferblantier-couvreur — Tinsmith-roofer	0.75	0.90	1.05	1.15

Jointoyeur et poseur d'acier d'armature (18) mois) $1.48".

"*l) Majoration additionnelle:* A compter du 1er mars 1960, les salaires précités seront majorés de $0.05 l'heure sauf pour les apprentis jointoyeurs et poseurs d'armature dont la majoration sera de $0.05 l'heure à compter du 1er mars 1960 et de nouveau de $0.05 à compter du 1er septembre 1960."

7° Le paragraphe "*b*" de l'article XIV sera remplacé par le suivant:

"*b) Salaires minimua:* Les taux de salaires minima sont les suivants:

Joint pointer and reinforcing steel erector (18 months) $1.48".

"*l) Additional increase:* From March 1, 1960, the above wages shall be increased by $0.05 per hour except for apprentice joint-pointers and reinforcing steel erectors whose increase shall be $0.05 per hour from March 1, 1960 and again by $0.05 from September 1, 1960."

7. Paragraph "*b*" of article XIV will be replaced by the following:

"*b) Minimum wages:* The minimum wage rates shall be as follows:

Métiers — Trades :	*Par semaine — Per week* *Zones* *I*	*II & III*
Compagnon (ouvrier qualifié) — Journeyman (skilled worker)	$66.00	$61.00
Journalier (ouvrier non qualifié) — Labourer (common worker)	53.00	52.00
Dans le comté de Charlevoix — In Charlevoix County:		
Compagnon (ouvrier qualifié) — Journeyman (skilled worker)		64.00
Journalier (ouvrier non qualifié) — Labourer (common worker)		56.00

Majoration additionnelle: A compter du 1er mars 1960, les salaires précités seront majorés de $2.00 par semaine. Ils seront de nouveau majorés de $2.00 par semaine à compter du 1er septembre 1960."

Additional increase: From March 1, 1960, the above wages shall be increased by $2.00 per week. They shall again by increased by $2.00 from September 1, 1960.

8° L'article XVIII sera remplacé par le suivant:

"XVIII. *Durée du décret:* Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 28 février 1961. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 28 février de l'année 1961 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

8. Article XVIII will be replaced by the following:

"XVIII. *Duration of the decree:* This decree remains in force until February 28, 1961. It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notifies the other, in writing, within the period extending from the sixtieth (60th) to the thirtieth (30th) day before February 28, of the year 1961 or of any subsequent year. Such a notice shall also be filed with the Minister of Labour."

Section "B"

INDUSTRIE DU MÉTAL D'ORNEMENTATION ET D'UTILITÉ DE LA CONSTRUCTION

9° Les articles 4 et 5 de la Section "B" seront remplacés par les suivants:

"4. *Taux de salaire:* Les taux minima de salaire suivants doivent être payés:

	Zones *I*	*II*	*III*
Mécanicien ou forgeron	$1.78	$1.68	$1.58
Compagnon junior (1 an)	1.68	1.58	1.48
Manœuvre ou journalier	1.48	1.33	1.23

Majorations additionnelles: A compter du 1er mars 1960, tous les taux de salaires précités seront majorés de $0.05 l'heure ou de l'équivalent. Ils seront de nouveau majorés de $0.05 l'heure ou de l'équivalent à compter du 1er novembre 1960.

	Zones I, II et III *1ère*	*2ème*	*3ème*	*4ème* *année*
5. Apprentis:				
Mécanicien ou forgeron	$0.75	$0.90	$1.05	$1.15

Majoration: A compter du 1er mars 1960, les salaires précités pour les apprentis seront majorés de $0.05."

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obliga-

Part "B"

CONSTRUCTION ORNAMENTAL AND UTILITY METAL INDUSTRY

9. Articles 4 and 5 of Part "B" will be replaced by the following:

"4. *Wage rates:* The minimum wage rates shall be as follows:

	Zones *I*	*II*	*III*
Mechanic or blacksmith	$1.78	$1.68	$1.58
Junior journeyman (1 year)	1.68	1.58	1.48
Common worker or laborer	1.48	1.33	1.23

Additional increases: From March 1, 1960, the above wages rates shall be increased by $0.05 per hour or the equivalent thereof. Another $0.05 increase or the equivalent thereof shall be paid from September 1, 1960.

	Zones I, II and III *1st*	*2nd*	*3rd*	*4th* *year*
5. Apprentice:				
Mechanic or blacksmith	$0.75	$0.90	$1.05	$1.15

Increase: From March 1, 1960, the above apprentices' wages shall be increased by $0.05."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amend-

toires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 13 juin 1959. 50793-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire des métiers de la métallurgie de la Région de Québec, établi en exécution du décret numéro 973 du 30 juin 1948 a été autorisée par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 546 du 4 juin 1959, section "H", à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés suivant les conditions ci-après décrites:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 10 juillet 1959 au 10 juillet 1960; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 973 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 973 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire moyen de $36.00 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 973 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

ments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 13, 1959. 50793-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the Parity Committee of Metal Trades of the Quebec district formed under decree number 973 of June 30, 1948, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 546 of June 4, 1959, part "H", to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees, according to the following conditions:

1. *Assessments*

The period of levy extends from July 10, 1959, to July 10, 1960, this levy shall be laid as follows:

a) The professional employers governed by the said decree, number 973 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll for the employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the said decree, number 973 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the average wage of $36.00 per week.

c) The employees governed by the said decree, number 973 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their remuneration.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms on which shall be given all the information required by the said Parity Committee. The professional employer shall complete and sign his report, and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments laid upon his employees by means of a deduction from their wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th day of the month following the date of expiry of the period for which it is exigible; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and the sums payable to the Committee by his employees. The Committee has the right to demand sworn reports whenever it deems it advisable.

The levy enacted by the present by-law is payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice from the Committee.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des Métiers de la Métallurgie de la région de Québec, pour la période comprise entre le 10 juillet 1959 et le 10 juillet 1960.

LE COMITÉ PARITAIRE DES MÉTIERS DE LA MÉTALLURGIE DE LA RÉGION DE QUÉBEC

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 10 juillet 1959 et le 10 juillet 1960.

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$ 7,840.00
Salariés	7,840.00
Artisans	320.00
	$16,000.00
Déboursés:	
Salaires:	
Secrétaire	$ 5,200.00
Inspecteur	4,420.00
Frais de déplacement:—	
Inspecteur	400.00
Administration	900.00
Loyer de bureau	528.00
Frais légaux	800.00
Papeterie, impressions, timbres, téléphone	350.00
Ameublement et accessoires de bureau	300.00
Vérification des livres	120.00
Assurance et frais de cautionnement, fonds de pension	700.00
Jetons de présence aux membres du Comité	600.00
Bureau des Examinateurs	1,200.00
Dépréciation	50.00
Dépenses diverses et imprévues	432.00
	$16,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 13 juin 1959. 50793-o

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information, five (5) days' notice will be given to him to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. *Financial report*

In pursuant of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quartely financial report to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of Metal Trades of the Quebec District for the period between July 10, 1959 and July 10, 1960.

PARITY COMMITTEE OF METAL TRADES OF QUEBEC DISTRICT

Estimate of the receipts and disbursements for the period between July 10, 1959 and July 10, 1960.

Receipts:	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$ 7,840.00
Employees	7,840.00
Artisans	320.00
	$16,000.00
Disbursements:	
Salaries:	
Secretary	$ 5,200.00
Inspectors	4,420.00
Travelling expenses:	
Inspectors	400.00
Administration	900.00
Office rent	528.00
Legal fees	800.00
Stationery, printing, postage, telephone	350.00
Furniture and office equipment	300.00
Audition	120.00
Insurance and fidelity bond and pension fund	700.00
Meeting expenses of committee members	600.00
Board of examiners	1,200.00
Depreciation	50.00
Mixcellaneous and unforeseen expenses	432.00
	$16,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour.
Quebec, June 13, 1959. 50793-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité conjoint de l'industrie des vêtements d'hommes et de garçons de la province de Québec établi en exécution du décret numéro 513, du 30 avril 1953 a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 546 du 4 juin 1959, (section "I"), le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby given notice that the Joint Committee of the Men's and Boy's Clothing Industry for the Province of Quebec, formed under decree number 513 of April 30, 1953, has been authorized by a by-law approved by the Order in Council number 546 of June 4, 1959, (Part "I"), pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments),

163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er juillet 1959 au 30 juin 1960; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 513 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ¼ de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les salariés régis par ledit décret numéro 513 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ¼ de 1% de leurs salaires fixes et de leurs pourcentages.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé et adressé au Comité paritaire avec les cotisations le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

Le Comité paritaire a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité conjoint de l'Industrie des Vêtements d'hommes et de garçons dans la province de Québec, pour la période comprise entre le 1er juillet 1959 et le 30 juin 1960.

COMITÉ CONJOINT DE L'INDUSTRIE DES VÊTEMENTS D'HOMMES ET DE GARÇONS DANS LA PROVINCE DE QUÉBEC

Estimé des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er juillet 1959 et le 30 juin 1960.

Disponibilités au 1er juillet 1959	$ 15,519.00
Obligations du Gouvernement Fédéral (4¼%)	40,000.00
Avance re: Bons d'épargne des employés	1,175.00
	$ 56,694.00

to collect levies from the professional employers and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Levy*

The period of levy shall extend from July 1, 1959 to June 30, 1960; the levy shall apply as hereinafter mentioned:

a) The professional employers governed by the decree number 513, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ¼ of 1% of the fixed wages and commissions paid to their employees subject to the said decree.

b) The employees governed by the said decree, number 513 and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ¼ of 1% of their fixed wages and percentages.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these levies, the Parity Committee shall furnish the professional employers with report from indicating the hours of labour, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee.

The professional employer shall have these reports made out and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of every one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

The report of every professional employer shall be signed and sent to the Parity Committee, together with levies, on or before the Wednesday following the date of expiration of the period for which it is requirable.

The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

3. *Financial report*

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

An estimate of the probable receipts and disbursements of the Joint Committee of the Men's and Boy's Clothing Industry for the Province of Quebec, for the period comprised between July 1, 1959 and June 30, 1960, is annexed hereto.

THE JOINT COMMITTEE OF THE MEN'S AND BOYS' CLOTHING INDUSTRY FOR THE PROVINCE OF QUEBEC

Estimated receipts and disbursements for the period comprised between July 1st, 1959 and June 30th, 1960.

Estimated cash on hand as at July 1st, 1959	$ 15,519.00
4¼% Bonds — Dominion of Canada	40,000.00
Advance — Re: Employees' Savings bonds	1,175.00
	$ 56,694.00

Recettes:		*Estimated receipts:*	
Cotisations (¼ de 1%):		(¼ of 1%) levy:	
Employeurs professionnels	$ 60,000.00	Employers'	$ 60,000.00
Salariés	60,000.00	Employees'	60,000.00
Dommages-intérêts liquidés — Employeurs	25.00	Liquidated damages — Employers'	25.00
Dommages-intérêts liquidés — Salariés	25.00	Liquidated damages — Employees'	25.00
Revenu des loyers	1,500.00	Rent	1,500.00
Intérêt — Compte d'épargne	100.00	Interest — Savings account	100.00
Intérêt — Cotisations du Gouvernement fédéral	1,700.00	Interest — Dominion of Canada Bonds	1,700.00
	$123,350.00		$123,350.00
Disponibilités prévues pour déboursés	$180,044.00	Amount available for disbursements	$180,044.00
Déboursés:		*Estimated disbursements:*	
Salaires — Président	$ 12,500.00	Salaries — Chairman	$ 12,500.00
Salaires — Inspecteurs	35,000.00	Salaries — Inspectors	35,000.00
Salaires — Bureau et secrétaire	38,000.00	Salaries — Office and secretary	38,000.00
Frais de déplacement et voitures	3,000.00	Travel and auto expenses	3,000.00
Assemblées — Jetons de présence (24 membres)	2,500.00	Meetings — Members' Fees	2,500.00
Assemblées — Frais de déplacement (24 membres)	8,000.00	Meetings — Members' expenses	8,000.00
Entretien de l'immeuble (combustible, taxes, électricité, etc.)	5,600.00	Maintenance of property (fuel, taxes and lights, etc.)	5,600.00
Assurances	600.00	Insurance	600.00
Améliorations et réparations à l'immeuble	1,500.00	Improvements and repairs to property	1,500.00
Dépenses et frais légaux	20,000.00	Legal fees and expenses	20,000.00
Impressions	3,000.00	Printing	3,000.00
Vérification des livres	1,150.00	Audit fees	1,150.00
Papeterie et dépenses de bureau	1,500.00	Stationery and office expenses	1,500.00
Frais de poste	1,000.00	Postage	1,000.00
Ameublement et accessoires de bureau	1,000.00	Furniture and office equipment	1,000.00
Téléphone	2,000.00	Telephone	2,000.00
Dépenses diverses	2,000.00	Miscellaneous expenses	2,000.00
Assurance-chômage	450.00	Unemployment insurance	450.00
Assurance-groupe des employés	2,000.00	Employees' group insurance	2,000.00
Fonds de pension des employés	3,500.00	Employees' pension and retirement fund	3,500.00
Paiement de pension à un employé	1,200.00	Employee's pension payments	1,200.00
Réserve pour dépenses imprévues	7,500.00	Provision for contingencies	7,500.00
	$153,000.00		$153,000.00
Disponibilités en fonds au 30 juin 1960	27,044.00	Estimated available funds June 30th, 1960	27,044.00
	$180,044.00		$180,044.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 13 juin 1959. 50793-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 13, 1959. 50793-o

Examens du Barreau

Bar Examinations

BARREAU DE MONTRÉAL — BAR OF MONTREAL

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW
Examens de juin 1959 — Examinations of June, 1959

Nom — Name	Prénom — Surname	Age	Résidence — Residence	Collège — College
Constantin	Trajan	33	Montréal	Univ. de Bucarest, Rouamanie (Bill privé)

Montréal, le 10 juin 1959 — Montreal, June 10th, 1959.

Le Secrétaire,
JOHN FETHERSTONHAUGH,
Secretary.

50829-o

BARREAU DE MONTRÉAL — BAR OF MONTREAL

CANDIDATS À L'EXAMEN DE JUIN 1959 — CANDIDATES TO THE EXAMINATION OF JUNE, 1959

Noms — Names	Prénoms — Surnames	Age	Résidence — Residence
1.— Cloutier	Jean-Pierre	24	Montréal.
2.— Price	William Michel	25	Montréal.

Montréal, le 10 juin 1959 — Montreal, June 10th, 1959.

Le Secrétaire,
JOHN FETHERSTONHAUGH,
Secretary.

50829-o

BARREAU DE HULL — BAR OF HULL

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION FOR THE STUDY OF LAW

Nom — Name	Prénoms — Surname	Age	Résidence — Residence
Bartoli	Hugo	49	697, Highland Ave, Ottawa, Ont.

Hull, ce 5 juin 1959.— Hull, June 5st, 1959.

Le Secrétaire du Barreau de Hull,
MARCEL BOURGET,
Secretary of the Hull Bar.

50829-o

BARREAU D'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE — BAR OF ABITIBI-TEMISCAMINGUE

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À L'EXAMEN
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE EXAMINATION

Examens de juin 1959 — Examinations of June, 1959

Noms — Names	Prénoms — Surnames	Age	Domicile — Domicile
Drolet	Gaétan	26	Ville-Marie.
Labrèche	Gaston	24	Amos.

Val d'Or, le 9 juin 1959.— Val d'Or, June 9th, 1959.

Le Secrétaire-trésorier,
JEAN BEAULIEU,
Secretary-Treasurer.

50829-o

Ministère des Finances
Assurances

AVIS DE CONSTITUTION D'UNE COMPAGNIE D'ASSURANCE

Avis est, par les présentes, donné que messieurs André Besnard, 20, rue Demons, Boucherville, P.Q., courtier d'assurances; Herbert Court, 40, 49ième Avenue, Lachine, P.Q., courtier d'assurances; Maurice Laurin, Chambly Bassin, P.Q., industriel; Marcel Rochon, 10325, boulevard d'Auteuil, Montréal, P.Q., administrateur; Jean-Yves Gosselin, 391, boulevard Quinn, Longueuil, P.Q., technicien en statistiques; Louis-Philippe Guay, 5218, boulevard Pie IX, Montréal, P.Q., avocat; Adrien Godfrind, 1392 est, rue St-Zotique, Montréal, P.Q., employé civil; Jean-Louis Bolduc, 150 Patenaude, Île Bizard, P.Q., économiste, conseiller relations publiques ont l'intention de présenter au Lieute-

Department of Finance
Insurance

NOTICE OF FORMATION OF AN INSURANCE COMPANY

Notice is hereby given that Messrs André Besnard, 20, Demons Street, Boucherville, Que., insurance broker; Herbert Court, 40, 49th Avenue, Lachine, Que., insurance broker; Maurice Laurin, Chambly Bassin, Que., manufacturer; Marcel Rochon, 10325, d'Auteuil Blvd., Montreal, Que., administrator; Jean-Yves Gosselin, 391, Quinn Blvd., Longueuil, Que., statistical technician; Louis-Philippe Guay, 5218, Pie IX Blvd., Montreal, Que., lawyer; Adrien Godfrind, 1392, St. Zotique Street East, Montreal, Que., civil employee; Jean-Louis Bolduc, 150 Patenaude, Ile Bizard, P.Q., economist public relations consultant intend to present to the Lieutenant-Governor in Council a petition for the purpose

nant-gouverneur en conseil une requête ayant pour objet de les constituer en compagnie d'assurance conformément aux dispositions des articles 2 et suivants de la Loi des assurances (chapitre 299, S.R.Q. 1941), sous le nom de "L'Olympic, Compagnie d'Assurances Générales — The Olympic General Insurance Company", dont le siège social sera dans la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, ayant un capital-actions de cinq cent mille dollars ($500,000.00) divisé en cinq mille (5,000) actions d'une valeur au pair de cent dollars ($100.00) chacune et ayant les pouvoirs de réaliser des opérations d'assurance et de réassurance relatives aux catégories suivantes: aérienne, cautionnement, dommages aux biens, maritime, responsabilité, personne, excepté l'assurance et la réassurance sur la vie.

Donné à Montréal, ce 27ième jour de mai 1959.

Signature des Requérants,

ANDRÉ BESNARD, MARCEL ROCHON, HERBERT COURT, J.-YVES GOSSELIN, MAURICE LAURIN, L.-PHILIPPE GUAY, J.-LOUIS BOLDUC, ADRIEN GODFRIND.

50716-22-4-o

of constituting them into an insurance company in accordance with the provisions of sections 2 and following of the Quebec Insurance Act (Chapter 299, R.S.Q. 1941), under the name of "The Olympic General Insurance Company — L'Olympic, Compagnie d'Assurances Générales", with head office in the city of Montreal, judicial district of Montreal, and a share capital of five hundred thousand dollars ($500,000.00) divided up into five thousand (5,000) shares of a par value of one hundred dollars ($100.00) each and with the powers to transact the following classes of insurance and reinsurance: aviation, damage to property, liability, marine, suretyship, persons, except life assurance and reassurance.

Given at Montreal, this 27th day of May 1959.

Signature of the Petitioners,

ANDRÉ BESNARD, MARCEL ROCHON, HERBERT COURT, J.-YVES GOSSELIN, MAURICE LAURIN, L.-PHILIPPE GUAY, J.-LOUIS BOLDUC, ADRIEN GODFRIND.

50716-22-4-o

Nominations

Avis est donné qu'il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil de faire, par commissions sous le grand sceau, les nominations suivantes:

Québec, le 2 avril 1959.

M. Gustave Taschereau, notaire, du village de Saint-Joseph-de-Beauce: nommé pour agir conjointement avec le titulaire actuel, M. Marie-Louis Morin, notaire, comme régistrateur de la division d'enregistrement de Beauce, sous le nom de "Morin et Taschereau", à compter du 15 avril 1959.

Québec, le 29 avril 1959.

M. Jean-Marc Marion, protonotaire conjoint de la Cour supérieure du district de Joliette: commissaire "*per dedimus potestatem*" pour recevoir, dans la province, les serments que des personnes nommées en vertu de la Loi du service civil ou nommées à des emplois publics sont tenues de prêter.

Québec, le 6 mai 1959.

MM. Jean-Paul Cossette, avocat, Paul-Osée Leduc, agent d'assurance, Dr Yvan Brassard, Antonin Caillhier, marchand, et le Commandeur Paul Charette, homme d'affaires: membres de la Commission pour l'érection civile des paroisses du diocèse catholique romain de Valleyfield.

50777-o

Avis est donné qu'il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil de nommer, par arrêté en conseil numéro 329, en date du 16 avril 1959, MM. Frank B. Common, Jr., Yvon Jasmin et Thomas H. Montgomery, tous trois avocats, membres du Barreau de la province et pratiquant dans la cité de Montréal: conseils en loi de la Reine.

Donné à mon bureau, à Québec, le neuf juin 1959.

Le Secrétaire de la province,

YVES PRÉVOST.

50777-o

Appointments

Notice is hereby given that the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to make by Commission, under the Great Seal, the following appointments:

Quebec, April 2, 1959.

Mr. Gustave Taschereau, notary, of the village of Saint-Joseph-de-Beauce, appointed to act jointly with the present titular, Mr. Marie-Louis Morin, notary, as registrar of the registration Division of Beauce, under the name of "Morin and Taschereau", from and after April 15, 1959.

Quebec, April 29, 1959.

Mr. Jean-Marc Marion, joint-prothonotary of the Superior Court for the district of Joliette: Commissioner "*per dedimus potestatem*" to receive, the oaths of the persons in the Province who are appointed under the Civil Service Act or appointed to public functions, are obliged to swear to.

Quebec, May 6, 1959.

Messrs. Jean-Paul Cossette, advocate, Paul-Osée Leduc, insurance agent, Dr. Yvan Brassard, Antonin Caillhier, merchant, and Commander Paul Charette, business man: Members of the Commission for the Civil Erection of the parishes of the Roman Catholic Diocese of Valleyfield.

50777

Notice is hereby given that Lieutenant-Governor in Council, has been pleased to appoint, by Order in Council number 329, dated April 16, 1959, Messrs. Frank B. Common, Jr., Yvon Jasmin and Thomas H. Montgomery, all three advocates, members of the Provincial Bar and practicing in the city of Montreal: Queen's Counsel.

Given at my office, at Quebec, on June ninth, 1959.

YVES PRÉVOST,

Secretary of the Province.

50777

Sièges sociaux

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Camionnage Candiac Trucking Inc.", constituée en corporation par lettres patentes le 7 février 1959, a établi son bureau et siège social à Delson, comté de Laprairie, district de Montréal, Province de Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 3 mars 1959.

CAMIONNAGE CANDIAC TRUCKING INC.,
Par le Président,
50785-o GEORGES GAGNÉ.

EDGER CORPORATION

Avis est par la présente donné que la compagnie "Edger Corporation", constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettre patentes émises le 18 mars 1959, et ayant son siège social en la cité de Québec, district de Québec, a établi son bureau principal au numéro 1160, avenue Belvédère, Québec.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Québec, ce 26e jour de mai 1959.

(Sceau) Le Président,
50786-o J. L. BIZIER.

ST DENIS EUCHRE & RECREATION CLUB INC.

Avis du changement d'adresse du siège social

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "St. Denis Euchre & Recreation Club Inc.", constituée en corporation par lettres patentes datées du 17e jour de décembre 1936, et ayant son bureau en la cité de Montréal, avait établi son bureau à 5763 rue St-Denis, où jusqu'à ce jour, il était situé, l'a transporté à 1080 rue St-Urbain, Montréal, Québec.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 5e jour de juin 1959.

(Sceau)
50787-o PETER CHIN.

Avis est donné que "Cie de Construction Octogone Inc.", constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la Loi des Compagnies de Québec, en date du 29 avril 1959, et ayant son principal siège social à Montréal, Province de Québec, a établi son bureau à 1695 rue Sauvé, Montréal, Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce vingtième jour de mai 1959.

Le Président,
50788-o LOUIS CORBEIL.

Avis est donné que: "International Land Promoter Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la Loi des Compagnies de Québec, en date du 22 avril 1959

Head Offices

Notice is hereby given that "Camionnage Candiac Trucking Inc.", company incorporated by letters patent bearing the date of February 7th, 1959, has established its office at Delson, Laprairie county, district of Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this third day of March, 1959.

CAMIONNAGE CANDIAC TRUCKING INC.,
per GEORGES GAGNÉ,
50785-o President.

EDGER CORPORATION

Notice is hereby given that the company "Edger Corporation", constituted as a corporation under the proviskons of Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent issued March 18, 1959, and having its head office in the city of Quebec, district of Quebec, has established its head office at number 1160 Belvedere Avenue, Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall been considered by the company as being its head office.

Dated at Quebec, this twenty-sixth day of May, 1959.

(Seal) J. L. BIZIER,
50786 President.

ST DENIS EUCHRE & RECREATION CLUB INC.

Notice of change in the address of the head office

Notice is hereby given that "St. Denis Euchre & Recreation Club Inc." incorporated by letters patent on the 17th day of December 1936, and having its office in the city of Montreal, has established its office at 5763 St. Denis Street, where its office was situated up to to-day, has moved it to 1080 St-Urbain Street, Montreal, Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 5th day of June, 1959.

(Seal)
50787 . PETER CHIN.

Notice is hereby given that "Cie de Construction Octogone Inc.", incorporated by letters patent under the Quebec Companies' Act on the 29th day of April 1959, and having its head office in the Province of Quebec, at Montreal, has established its office at 1695 Sauvé Street, Montreal, Que.

From and after the date of this Notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this twentieth day of May, 1959.

LOUIS CORBEIL,
50788-o President.

Notice is hereby given that: "International Land Promoter Ltd.", incorporated by letters patent under Part I of the Quebec Companies' Act, on the 22nd day of April 1959, and having

et ayant son principal siège social à Montréal, district de Montréal, Province de Québec, a établi son bureau au 22 Boulevard Clermont.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la corporation comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce premier juin 1959.

Le Président,
50789-o JEAN BÉLAIR.

its head office in the Province of Quebec, at Montreal, district of Montreal, has established its office at 22 Clermont Boulevard.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, said district, this first June 1959.

JEAN BÉLAIR,
50789-o President.

AVIS DE SITUATION DU SIÈGE SOCIAL

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Newport Construction Corporation", constituée en corporation par lettres patentes, le 21 novembre 1958, et ayant son siège social dans le district de Montréal, a établi un bureau à 132 ouest, rue St-Jacques, chambre 918, cité de Montréal.

Daté à Montréal, ce 30e jour de mai 1959.

Le Président,
50790 MURRAY LAPIN.

NOTICE OF SITUATION OF HEAD OFFICE

Notice is hereby given that "Newport Construction Corporation", incorporated by letters patent, on the 21st day of November, 1958, and having its head office in the district of Montreal, has established an office at 132 St. James Street West, room 918, city of Montreal.

Dated at Montreal, this 30th day of May, 1959.

MURRAY LAPIN,
50790-o President.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Terrebonne Holdings Corp.", constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec, le 30e jour de décembre 1957, et ayant son siège social et principale place d'affaires en les cité et district de Montréal, a établi son siège social au N° 1410 rue Stanley, suite 618.

Daté à Montréal, ce 26e jour de mai 1959.

Le Secrétaire,
50791 WILLIAM KLEIN.

Notice is hereby given that "Terrebonne Holdings Corp.", incorporated by letters patent of the Province of Quebec on the 30th day of December, 1957, and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, has established its head office at No. 1410 Stanley Street, Suite 618.

Dated at Montreal, this 26th day of May, 1959.

WILLIAM KLEIN.
50791-o Secretary.

LA SALLE FOODS LIMITED,
PRODUITS ALIMENTAIRES LA SALLE LIMITÉE

Avis du changement d'adresse du siège social

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "La Salle Foods Limited, Produits Alimentaires La Salle Limitée", ayant été constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec le 31e jour de décembre 1953, et ayant son siège social en la cité de Montréal, où jusqu'à ce jour, son bureau était situé à 771 rue William, l'a transporté à 9015 rue Tanguay.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, P.Q., ce 5e jour de juin 1959.

Le Président,
50800 ROSS CLOUSTON.

LA SALLE FOODS LIMITED,
PRODUITS ALIMENTAIRES LA SALLE LIMITÉE

Notice of change in the address of the head office

Notice is hereby given that "La Salle Foods Limited, Produits Alimentaires La Salle Limitée", being incorporated by letters patent issued under Part I of the Quebec Companies' Act on the 31st day of December, 1953, and having its head office in the city of Montreal, where its office was situated up to today at 771 William Street has moved it to 9015 Tanguay Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Montreal, P.Q., this 5th day of June, 1959.

ROSS CLOUSTON,
50800-o President.

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Dans l'affaire de:
CARDIGAN INVESTMENT COMPANY

Avis de situation du siège social

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Cardigan Investment Company", constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 3e jour de février 1959, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à 1010 ouest, rue Ste-Catherine, en ladite cité.

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

In the matter of:
CARDIGAN INVESTMENT COMPANY

Notice of location of head office

Notice is hereby given that "Cardigan Investment Company", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act on the 3rd day of February, 1959, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at 1010 St. Catherine Street West, in the said city.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté en la cité de Montréal, ce 23e jour de février 1959.

L'Assistant-secrétaire,
50801 R. L. MUNRO.

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Dans l'affaire de:
CLARE INVESTMENT COMPANY

Avis de situation du siège social

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Clare Investment Company", constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 3e jour de février 1959, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à 1010 ouest, rue Ste-Catherine, en ladite cité.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté en la cité de Montréal, ce 18e jour de février 1959.

L'Assistant-secrétaire,
50802 R. L. MUNRO.

AVIS DE CHANGEMENT DE SIÈGE SOCIAL

Avis est donné que la compagnie "Lyster Lake Tungsten Ltd. (N.P.L.)" constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, en date du 31 janvier 1958 et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au numéro 3455 rue de la Côte des Neiges, l'a transporté au numéro 60 ouest, rue St-Jacques, Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 27ième jour de mai 1959.

Le Secrétaire,
50805-o JACQUES RAYMOND.

MONTREAL SHOE STORES LIMITED

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Montreal Shoe Stores Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 30 mars 1933, émises en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la cité de Montréal, où jusqu'à ce jour son bureau était situé à 4201 est, rue Ontario, l'a transporté à suite 1300, 507 Place d'Armes, en ladite cité.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté en la cité de Montréal, ce premier jour de mai 1959.

Le Secrétaire-trésorier,
50806 R. D. WELDON.

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Dans l'affaire de:
LANARK INVESTMENT COMPANY

Avis de situation du siège social

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Lanark Investment Company",

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at the city of Montreal, this 23rd day of February, 1959.

R. L. MUNRO,
50801-o Assistant-secretary.

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

In the matter of:
CLARE INVESTMENT COMPANY

Notice of location of head office

Notice is hereby given that "Clare Investment Company", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act on the 3rd of February, 1959, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at 1010 St. Catherine Street West, in the said city.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at the city of Montreal, this 18th day of February, 1959.

R. L. MUNRO,
50802-o Assistant-secretary.

NOTICE OF CHANGE OF HEAD OFFICE

Notice is hereby given that the company "Lyster Lake Tungsten Ltd. (N.P.L.)" incorporated under the Quebec Mining Companies' Act, dated January 31, 1958 and having its head office in the city of Montreal where its office was situated up to the present date at number 3455 Côte des Neiges Road, has transferred it to number 60 St. James Street West, Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 27th day of May, 1959.

JACQUES RAYMOND,
50805-o Secretary.

MONTREAL SHOE STORES LIMITED

Notice is hereby given that "Montreal Shoe Stores Limited", incorporated by letters patent dated March 30, 1933 issued under the Quebec Companies' Act and having its head office in the city of Montreal, where its office was situated up to to-day at 4201 Ontario Street East, has moved it to Suite 1300, 507 Place d'Armes, in the said city.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at the city of Montreal, this first day of May, 1959.

R. D. WELDON,
50806-o Secretary-Treasurer.

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

In the matter of:
LANARK INVESTMENT COMPANY

Notice of location of head office

Notice is hereby given that "Lanark Investment Company", incorporated under the provi-

constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 3e jour de février 1959, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite province, a établis son bureau à 1010 ouest, rue Ste-Catherine, en ladite cité.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté en la cité de Montréal, ce 16e jour de février 1959.

L'Assistant-secrétaire.
50821 R. L. MUNRO.

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Dans l'affaire de:
MEATH INVESTMENT COMPANY

Avis de situation du siège social

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Meath Investment Company" constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 3e jour de février 1959, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite province, a établis son bureau à 1010 ouest, rue Ste-Catherine, en ladite cité.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté en la cité de Montréal, ce 17e jour de février 1959.

L'Assistant-secrétaire,
50822 R. L. MUNRO.

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

NORTHWAY REALTIES LIMITED

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Northway Realties Limited", constituée en corporation le 14 janvier 1959, a établis son siège social sur la Grande Côte, en la ville de Rosemère, Québec.

Montréal, ce 10e jour de juin 1959.

Le Secrétaire,
50823 JOHN M. McDOUGALL.

PLACEMENT RÉGIONAL (ROUYN) INC.

Avis est donné que la compagnie "Placement Régional (Rouyn) Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 10 avril 1959 et ayant son bureau principal dans la cité de Rouyn, a établi son bureau au numéro 71 de la rue Principale.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré comme étant le bureau principal de la compagnie.

Donné à Rouyn, ce 15ème jour d'avril 1959.

Le Secrétaire,
50824-o JEAN RACICOT.

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Dans l'affaire de:
RADNOR INVESTMENT COMPANY

Avis de situation du siège social

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Radnor Investment Company" constituée en corporation en vertu des dispositions

sions of Part I of the Quebec Companies' Act on the 3rd day of February, 1959, and having its head office in the city of Montreal, in the said province, has eatablished its office at 1010 St. Catherine Street West, in the said city.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at the city of Montreal, this 16th day of February, 1959.

R. L. MUNRO,
50821-o Assistant Secretary.

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

In the matter of:
MEATH INVESTMENT COMPANY

Notice of location of head office

Notict is hereby given that "Meath Investment Company", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act on the 3rd day of February, 1959, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at 1010 St. Catherine Street West, in the said City.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at the city of Montreal, this 17th day of February, 1959.

R. L. MUNRO,
50822-o Assistant Secretary.

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

NORTHWAY REALTIES LIMITED

Notice is hereby given that "Northway Realties Limited", incorporated 14th January, 1959, has established its head office on Grande Côte, in the town of Rosemere, Quebec.

Montreal, this 10th day of June, 1959.

JOHN M. McDOUGALL,
50823-o Secretary.

PLACEMENT RÉGIONAL (ROUYN) INC.

Notice is hereby given that "Placement Régional (Rouyn) Inc.", incorporated by letters patent under date of April 10th, 1959 and having its head office in the city of Rouyn, has established its principal office in the said city at 71 Main Street.

As and from this date, the said office is considered by the Company as being its principal office.

Dated at Rouyn, this 15th day of April, 1959.

JEAN RACICOT,
50824-o Secretary.

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

In the matter of:
RADNOR INVESTMENT COMPANY

Notice of location of head office

Notice is hereby given that "Radnor Investment Company", incorporated under the provivions of Part I of the Quebec Companies Act on

de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 3e jour de février 1959, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à 1010 ouest, rue Ste-Catherine, en ladite cité.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté en la cité de Montréal, ce 20e jour de février 1959.

L'Assistant-secrétaire,
50825 R. L. MUNRO.

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Avis de situation du siège social

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Rhodes Advertising Services Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 26e jour de février 1959, et ayant son siège social en les cité et district de Montréal, Qué., a établi son bureau au numéro 5725 avenue Monkland, N.D.G.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 17e jour de mars 1959.

Le Président,
50826 J. H. HALL.

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Dans l'affaire de:
ULSTER INVESTMENT COMPANY

Avis de situation du siège social

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Ulster Investment Company", consituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 3e jour de février 1959, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à 1010 ouest, rue Ste-Catherine, en ladite cité.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté en la cité de Montréal, ce 18e jour de février 1959.

L'Assistant-secrétaire,
50827 R. L. MUNRO.

the 3rd day of February, 1959, and having its head office of the city of Montreal, in the said Providence, has established its office at 1010 St. Catherine Street West, in the said city.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at the city of Montreal, this 20th day of February, 1959.

R. L. MUNRO,
50825-o Assistant-Secretary.

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

Notice of situation of head office

Notice is hereby given that "Rhodes Advertising Services Inc.", incorporated by letters patent on the 26th day of February 1959 and having its head office in the city and district of Montreal, Que., has established its office at number 5725 Monkland Avenue, N.D.G.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, this 17th day of March, 1959.

J. H. HALL,
50826-o President.

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

In the matter of:
ULSTER INVESTMENT COMPANY

Notice of location of head office

Notice is hereby given that "Ulster Investment Company", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act on the 3rd day of February, 1959, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at 1010 St. Catherine Street West, in the said city.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at the city of Montreal, this 18th day of February, 1959.

R. L. MUNRO,
50827-o Assistant Secretary.

Soumissions

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE ST-GÉRARD-DES-LAURENTIDES
(Comté de St-Maurice)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné Éphrem Poudrier, secrétaire-trésorier, R.R. N° 1, Shawinigan-Nord, comté de St-Maurice, jusqu'à 7.30 heures du soir, lundi, le 29 juin 1959, pour l'achat de $38,500.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Gérard-des-Laurentides, comté de St-Maurice,

Tenders

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF ST-GÉRARD-DES-LAURENTIDES
(County of St-Maurice)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Éphrem Poudrier, Secretary-Treasurer, R.R. No. 1, Shawinigan-North, county of St-Maurice, until 7.30 o'clock p.m. Monday, June 29, 1959, for the purchase of an issue of $38,500.00 of bonds for the school commissioners for the municipality of St-Gérard-des-Laurentides, county of St-Maurice, dated July

datées du 1er juillet 1959 et remboursables par séries du 1er juillet 1960 au 1er juillet 1979 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 27 avril 1959, telle que modifiée — construction d'une école au village.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juillet 1959.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $38,500.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juillet 1960 x	$15,500.00
1er juillet 1961	500.00
1er juillet 1962	500.00
1er juillet 1963	1,000.00
1er juillet 1964	1,000.00
1er juillet 1965	1,000.00
1er juillet 1966	1,000.00
1er juillet 1967	1,000.00
1er juillet 1968	1,000.00
1er juillet 1969	1,000.00
1er juillet 1970	1,000.00
1er juillet 1971	1,000.00
1er juillet 1972	1,500.00
1er juillet 1973	1,500.00
1er juillet 1974	1,500.00
1er juillet 1975	1,500.00
1er juillet 1976	1,500.00
1er juillet 1977	1,500.00
1er juillet 1978	2,000.00
1er juillet 1979	2,000.00

La lettre "x" indique l'année durant laquelle un octroi total de $15,821.90, accordé par le Secrétaire de la province et payable en un versement, en 1960, sera reçu et appliqué au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Shawinigan.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er juillet 1966 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er juillet 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er juillet 1969 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 29 juin 1959, à 7.30 heures du

1st, 1959, and redeemable serially from July 1st, 1960 to July 1st, 1979 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated April 27, 1959, as amended — construction of a school in the village.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from July 1st, 1959.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $38,500.00 — 20 years

Year	*Capital*
July 1st, 1960 x	$15,500.00
July 1st, 1961	500.00
July 1st, 1962	500.00
July 1st, 1963	1,000.00
July 1st, 1964	1,000.00
July 1st, 1965	1,000.00
July 1st, 1966	1,000.00
July 1st, 1967	1,000.00
July 1st, 1968	1,000.00
July 1st, 1969	1,000.00
July 1st, 1970	1,000.00
July 1st, 1971	1,000.00
July 1st, 1972	1,500.00
July 1st, 1973	1,500.00
July 1st, 1974	1,500.00
July 1st, 1975	1,500.00
July 1st, 1976	1,500.00
July 1st, 1977	1,500.00
July 1st, 1978	2,000.00
July 1st, 1979	2,000.00

The letter "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $15,821.90 granted by the Provincial Secretary and payable in one instalment in 1960, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Shawinigan.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to July 1st, 1966 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to July 1st, 1967 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to July 1st, 1969 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the bonds are, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Monday, June 29, 1959, at 7.30 o'clock p.m.,

soir, en la salle paroissiale, St-Gérard-des-Laurentides, comté de St-Maurice.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Gérard-des-Laurentides, (Comté de St-Maurice), ce 9 juin 1959.

Le Secrétaire-trésorier,
ÉPHREM POUDRIER.

R.R. N° 1,
Shawinigan-Nord, (St-Maurice), P.Q.,
Téléphone: 109. 50815-o

Province de Québec

VILLE DE ST-FRANÇOIS
(Comté de Laval)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné François Gallet, secrétaire-trésorier, 7,100 Boulevard des Mille Iles, St-François, comté de Laval, jusqu'à 8.00 heures du soir, lundi, le 29 juin 1959, pour l'achat de $560,000.00 d'obligations de la ville de St-François, comté de Laval, datées du 1er juillet 1959 et remboursables par séries du 1er juillet 1960 au 1er juillet 1979 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolutions en date du 16 février 1959: 1001— $195,000.00, travaux d'aqueduc; 1002 — $140,-000.00, travaux d'aqueduc; et 1003 — $225,-000.00, système d'égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juillet 1959.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $560,000.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juillet 1960	$12,000.00
1er juillet 1961	12,500.00
1er juillet 1962	13,000.00
1er juillet 1963	13,500.00
1er juillet 1964	15,000.00
1er juillet 1965	16,000.00
1er juillet 1966	16,500.00
1er juillet 1967	17,500.00
1er juillet 1968	18,500.00
1er juillet 1969	19,500.00
1er juillet 1970	31,000.00
1er juillet 1971	32,500.00
1er juillet 1972	35,000.00
1er juillet 1973	36,500.00
1er juillet 1974	38,500.00
1er juillet 1975	41,000.00
1er juillet 1976	43,500.00
1er juillet 1977	46,000.00
1er juillet 1978	50,000.00
1er juillet 1979	52,000.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-François, comté de Laval.

Le capital et les intérêts sont payables à toute les succursales dans la province de Québec de la

at the parochial Hall, St-Gérard-des-Laurentides, county of St-Maurice.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

St-Gérard-des-Laurentides, (County of St-Maurice), June 9, 1959.

ÉPHREM POUDRIER,
Secretary-Treasurer.

R.R. No. 1,
Shawinigan-North, (St-Maurice), P.Q.,
Telephone: 109. 50815

Province of Quebec

TOWN OF ST. FRANÇOIS
(County of Laval)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned François Gallet, Secretary-Treasurer, 7,100 Mille Iles Boulevard, St. François, county of Laval, until 8.00 o'clock p.m., Monday, June 29, 1959, for the purchase of $560,000.00 of bonds of the town of St. François, county of Laval, dated July 1st, 1959 and redeemable serially from July 1st, 1960 to July 1st, 1979 inclusively, at a rate of not less than 4½% or more than 5½% per annum, payable semi-annually, on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturites.

Resolution dated February 16, 1959: 1001 — $195,000.00, waterworks; 1002 — $140,000.00, waterworks; and 1003 — $225,000.00, sewage system.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from July 1st, 1959.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $560,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
July 1st, 1960	$12,000.00
July 1st, 1961	12,500.00
July 1st, 1962	13,000.00
July 1st, 1963	13,500.00
July 1st, 1964	15,000.00
July 1st, 1965	16,000.00
July 1st, 1966	16,500.00
July 1st, 1967	17,500.00
July 1st, 1968	18,500.00
July 1st, 1969	19,500.00
July 1st, 1970	31,000.00
July 1st, 1971	32,500.00
July 1st, 1972	35,000.00
July 1st, 1973	36,500.00
July 1st, 1974	38,500.00
July 1st, 1975	41,000.00
July 1st, 1976	43,500.00
July 1st, 1977	46,000.00
July 1st, 1978	50,000.00
July 1st, 1979	52,000.00

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bons. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St. François, county of Laval.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank

banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er juillet 1966 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er juillet 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er juillet 1969 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 29 juin 1959, à 8.00 heures du soir, à l'école Boileau, 7,100 Boulevard des Mille Iles, St-François, comté de Laval.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-François, (Comté de Laval), ce 9 juin 1959.

Le Secrétaire-trésorier,
FRANÇOIS GALLET.

Adresse postale:
6308, Boulevard des Mille Iles,
St-François, (Laval), P.Q.
Téléphone: NOrmandi 6-3153. 50816-o

mentioned in the loan procedure, as well as at the main office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to July 1st, 1966, inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to July 1st, 1967 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to July 1st, 1969 inclusively, if issued for a twenty-year term; after which dates, the said bonds may, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec 1941, be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, July 29, 1959, at 8.00 o'clock p.m. at the Boileau School, 7,100 Mille Iles Boulevard, St. François, county of Laval.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St. François (County of Laval), this June 9, 1959.

FRANÇOIS GALLET,
Secretary-Treasurer.

Post Office Address:
6308 Mille Iles Boulevard,
St. François, (Laval), P.Q.
Telephone: NOrmandie 6-3153. 50816

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE HAM-NORD
(Comté de Wolfe)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, J.-A. Comtois, secrétaire-trésorier, Ham-Nord, comté de Wolfe, jusqu'à 11.00 heures du matin, dimanche, le 28 juin 1959, pour l'achat de $107,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Ham-Nord, comté de Wolfe, datées du 1er juillet 1959 et remboursables par séries du 1er juillet 1960 au 1er juillet 1971 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 29 avril 1959, telle que modifiée — reconstruction de l'école du village.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juillet 1959.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $107,000.00 — 12 ans

Année	*Capital*
1er juillet 1960	x$18,000.00
1er juillet 1961	x 19,000.00
1er juillet 1962	x 20,000.00
1er juillet 1963	x 21,000.00
1er juillet 1964	3,000.00
1er juillet 1965	3,000.00
1er juillet 1966	3,500.00
1er juillet 1967	3,500.00

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF HAM-NORTH
(County of Wolfe)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds", will be received by the undersigned J.-A. Comtois, Secretary-Treasurer, Ham-North, county of Wolfe, until 11.00 o'clock a.m. Sunday, June 28, 1959, for the purchase of an issue of $107,000.00 of bonds for the school commissioners for the municipality of Ham-North, county of Wolfe, dated July 1st, 1959, and redeemable serially from July 1st, 1960 to July 1st, 1971 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated April 29, 1959, as amended — reconstruction of the village school.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from July 1st, 1959.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $107,000.00 — 12 years

Year	*Capital*
July 1st, 1960	x$18,000.00
July 1st, 1961	x 19,000.00
July 1st, 1962	x 20,000.00
July 1st, 1963	x 21,000.00
July 1st, 1964	3,000.00
July 1st, 1965	3,000.00
July 1st, 1966	3,500.00
July 1st, 1967	3,500.00

1er juillet 1968	3,500.00	July 1st, 1968	3,500.00
1er juillet 1969	4,000.00	July 1st, 1969	4,000.00
1er juillet 1970	4,000.00	July 1st, 1970	4,000.00
1er juillet 1971	4,500.00	July 1st, 1971	4,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $77,632.00 accordé par le Secrétaire de la province et payable en quatre versements de $19,408.00 chacun, de 1960 à 1963 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Victoriaville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er juillet 1966 inclusivement; après cette date, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie au, pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue dimanche, le 28 juin 1959, à 11.00 heures du matin, au bureau de la commission scolaire, Ham-Nord, comté de Wolfe.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ham-Nord, (Comté de Wolfe), ce 10 juin 1959.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-A. COMTOIS.

Ham-Nord, (Wolfe), P.Q.
Téléphone: 4. 50817-o

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $77,632.00 granted by the Provincial Secretary and payable in four instalments of $19,408.00 each, from 1960 to 1963 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Victoriaville.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to July 1st, 1966 inclusively, after which date the bonds are, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Sunday, June 28, 1959, at 11.00 o'clock a.m., at the office of the school commission, Ham-North, county of Wolfe.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Ham-North, (County of Wolfe), June 10, 1959.

J.-A. COMTOIS,
Secretary-Treasurer.

Ham-North, (Wolfe), P.Q.
Telephone: 4. 50817

Province de Québec

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Jean-de-la-Lande
(Comté de Beauce)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné André Breton, secrétaire-trésorier, St-Jean-de-la-Lande, comté de Beauce, jusqu'à 8.00 heures du soir, lundi, le 29 juin 1959, pour l'achat de $104,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Jean-de-la-Lande, comté de Beauce, datées du 1er juillet 1959 et remboursables par séries du 1er juillet 1960 au 1er juillet 1979 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 28 mars 1959, telle que modifiée — reconstruction de l'école du village.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juillet 1959.

Province of Quebec

The school commissioners for the municipairy of St. Jean-de-la-Lande
(County of Beauce)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned André Breton, Secretary-Treasurer, St. Jean-de-la-Lande, county of Beauce, until 8.00 o'clock p.m., Monday, June 29, 1959, for the purchase of $104,000.00 of bonds of the school commissioners for the municipality of St. Jean-de-la-Lande, county of Beauce, dated July 1st, 1959 and redeemable serially from July 1st, 1960 to July 1st, 1979, inclusively, at a rate of not less than 4½% or more than 5½% per annum, payable semi-annually, on July 1st and January 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan Resolution dated March 28th, 1959, as amended — rebuilding of the village school.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from July 1st, 1959.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $104,000.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juillet 1960	x$29,500.00
1er juillet 1961	x 31,500.00
1er juillet 1962	1,500.00
1er juillet 1963	1,500.00
1er juillet 1964	1,500.00
1er juillet 1965	1,500.00
1er juillet 1966	2,000.00
1er juillet 1967	2,000.00
1er juillet 1968	2,000.00
1er juillet 1969	2,000.00
1er juillet 1970	2,000.00
1er juillet 1971	2,500.00
1er juillet 1972	2,500.00
1er juillet 1973	2,500.00
1er juillet 1974	3,000.00
1er juillet 1975	3,000.00
1er juillet 1976	3,000.00
1er juillet 1977	3,500.00
1er juillet 1978	3,500.00
1er juillet 1979	3,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $62,933.34, accordé par le Secrétaire de la province et payable en deux versements de $31,466.67 chacun, en 1960 et en 1961, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Georges, comté de Beauce.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er juillet 1966 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er juillet 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er juillet 1969 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticpation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 29 juin 1959, à 8.00 heures du soir, au bureau du secrétaire-trésorier, St-Jean-de-la-Lande, comté de Beauce.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni acune des soumissions.

St-Jean-de-la-Lande, (Comté de Beauce), ce 10 juin 1959.

Le Secrétaire-trésorier,
ANDRÉ BRETON.

Adresse postale: Bureau de poste Hamel,
St-Jean-de-la-Lande, (Beauce), P.Q.
Téléphone: 19. 50818-o

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $104,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
July 1st, 1960	x$29,500.00
July 1st, 1961	x 31,500.00
July 1st, 1962	1,500.00
July 1st, 1963	1,500.00
July 1st, 1964	1,500.00
July 1st, 1965	1,500.00
July 1st, 1966	2,000.00
July 1st, 1967	2,000.00
July 1st, 1968	2,000.00
July 1st, 1969	2,000.00
July 1st, 1970	2,000.00
July 1st, 1971	2,500.00
July 1st, 1972	2,500.00
July 1st, 1973	2,500.00
July 1st, 1974	3,000.00
July 1st, 1975	3,000.00
July 1st, 1976	3,000.00
July 1st, 1977	3,500.00
July 1st, 1978	3,500.00
July 1st, 1979	3,500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $62,933.34 granted by the Provincial Secretary and payable in two instalments of $31,466.67 each, in 1960 and 1961 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered for ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St. Georges, county of Beauce.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to July 1st, 1966 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to July 1st, 1967 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to July 1st, 1969 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates, the said bonds may, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec 1941, be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Monday, June 29, 1959, at 8.00 o'clock, p.m., at the office of the Secretary-Treasurer, St. Jean-de-la-Lande, county of Beauce.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

St. Jean-de-la-Lande, (County of Beauce), this June 10, 1959.

ANDRÉ BRETON,
Secretary-Treasurer.

Post Office Address: Hamel Post Office,
St. Jean-de-la-Lande, (Beauce), P.Q.
Telephone: 19. 50818

Province de Québec

LA COMMISSION DES ÉCOLES CATHOLIQUES D'ARVIDA
(Comté de Jonquière-Kénogami)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné Paul Gaudreault, secrétaire-trésorier, 346 rue Mellon, Arvida, comté de Jonquière-Kénogami, jusqu'à 7.30 heures du soir, lundi, le 29 juin 1959, pour l'achat de $800,000.00 d'obligations de la Commission des Écoles catholiques d'Arvida, comté de Jonquière-Kénogami, datées du 1er juillet 1959 et remboursables par séries du 1er juillet 1960 au 1er juillet 1979 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Première tranche de la résolution du 1er mai 1959 au montant total de $1,625,000.00: — $800,000.00 — construction d'une école secondaire de 24 classes et dépenses incidentes, etc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juillet 1959.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $800,000.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juillet 1960	$23,000.00
1er juillet 1961	24,000.00
1er juillet 1962	25,000.00
1er juillet 1963	27,000.00
1er juillet 1964	28,000.00
1er juillet 1965	30,000.00
1er juillet 1966	32,000.00
1er juillet 1967	34,000.00
1er juillet 1968	35,000.00
1er juillet 1969	37,000.00
1er juillet 1970	39,000.00
1er juillet 1971	41,000.00
1er juillet 1972	44,000.00
1er juillet 1973	46,000.00
1er juillet 1974	49,000.00
1er juillet 1975	51,000.00
1er juillet 1976	54,000.00
1er juillet 1977	57,000.00
1er juillet 1978	60,000.00
1er juillet 1979	64,000.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Arvida.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er juillet 1966 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er juillet 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er juillet 1969 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en

Province of Quebec

THE CATHOLIC SCHOOL COMMISSION OF ARVIDA
(County of Jonquière-Kenogami)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Paul Gaudreault, Secretary-Treasurer, 346 Mellon Street, Arvida, county of Jonquière-Kenogami, until 7.30 o'clock p.m. Monday, June 29, 1959, for the purchase of an issue of $800,000.00 of bonds for the Catholic School Commission of Arvida, county of Jonquière-Kenogami, dated July 1st, 1959, and redeemable serially from July 1st, 1960 to July 1st, 1979 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

First instalment of the resolution of May 1st, 1959, for a total amount of $1,625,000.00: — $800,000.00 — construction of a secondary school of 24 classrooms and incident expenses, etc.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from July 1st, 1959.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $800,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
July 1st, 1960	$23,000.00
July 1st, 1961	24,000.00
July 1st, 1962	25,000.00
July 1st, 1963	27,000.00
July 1st, 1964	28,000.00
July 1st, 1965	30,000.00
July 1st, 1966	32,000.00
July 1st, 1967	34,000.00
July 1st, 1968	35,000.00
July 1st, 1969	37,000.00
July 1st, 1970	39,000.00
July 1st, 1971	41,000.00
July 1st, 1972	44,000.00
July 1st, 1973	46,000.00
July 1st, 1974	49,000.00
July 1st, 1975	51,000.00
July 1st, 1976	54,000.00
July 1st, 1977	57,000.00
July 1st, 1978	60,000.00
July 1st, 1979	64,000.00

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Arvida.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank at Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to July 1st, 1966 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to July 1st, 1967 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to July 1st, 1969, inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the bonds are, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest

tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 29 juin 1959, à 7.30 heures du soir, à 346 rue Mellon, Arvida, comté de Jonquière-Kénogami.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Arvida, (Comté de Jonquière-Kénogami), ce 11 juin 1959.

Le Secrétaire-trésorier,
PAUL GAUDREAULT.

346 rue Mellon,
Arvida, (Jonquière-Kénogami), P.Q.,
Téléphone: LIberté 8-5101. 50819-o

maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Monday, June 29, 1959, at 7.30 o'clock p.m., at 346 Mellon Street, Arvida, county of Jonquière-Kenogami.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Arvida, (County of Jonquière-Kenogami), June 11, 1959.

PAUL GAUDREAULT,
Secretary-Treasurer.

346 Mellon Street,
Arvida, (Jonquière-Kenogami), P.Q.,
Telephone: LIberté 8-5101. 50819

Vente — Loi de faillite

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure en faillite, N° 238 (1958), Dans l'affaire de la faillite de Jules Cornellier, garagiste de 855 rue Notre-Dame, Repentigny, P. Qué. débiteur.

Avis public est par le présent donné qu'en vertu d'une ordonnance du Tribunal rendue le 20ième jour d'avril 1959, je vendrai l'immeuble ci-après décrit par encan, public avec effet du décret:

"Un emplacement ayant front sur la route numéro 2 (Montréal-Québec) dans la ville de Repentigny, comté de l'Assomption, province de Québec, connu comme la subdivision numéro deux du lot numéro trente-huit (38-2) sur le plan officiel et livre de renvoi pour la paroisse de Repentigny, mesurant cent dix pieds et un dixième de pied (110.1") de largeur par deux cent vingt pieds (220') de profondeur et contenant vingt-quatre mille deux cents pieds et quatre-vingt-cinq centièmes de pied (24,200.85') en superficie, mesure anglaise plus ou moins, avec les édifices y érigés."

Avec les constructions et dépendances dessus érigées tel que le tout se trouve présentement, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées auxdits immeubles.

Pour être vendus à l'enchère publique au garage même, à 855 rue Notre-Dame Repentigny, P. Que., le TRENTIÈME jour de JUIN 1959, à ONZE heures de l'avant-midi, (heure avancée).

Conditions: Comptant ou à la satisfaction du syndic.

Pour autres renseignements et cahier de charges, s'adresser aux soussignés.

Montréal ce 26ième jour de mai 1959.

Les Syndics,
J. G. FERNAND BISSONNETTE
& LAURENT LANGEVIN.

Bureau: Bisonnette & Fournier,
152 rue Notre-Dame Est,
Montréal, P. Qué.
Bureau: Laurent Langevin,
St-Hyacinthe, P. Que. 50693-22-2-o

Sale — Bankruptcy Act

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court (Sitting in Bankruptcy), No. 238 (1958). In the matter of the bankruptcy of Jules Cornellier, garage-keeper, of 855 Notre-Dame Street, Repentigny, P. Que., debtor.

Public notice is hereby given that by virtue of a judgment of the Court rendered the twentieth day of April, 1959, I shall sell the immoveable hereinafter described by public auction with the effect of a sale by Sheriff:

"An emplacement fronting on Route number 2 (Montreal-Quebec) in the town of Repentigny, county of l'Assomption, Province of Quebec, known as being subdivision number two of lot number thirty-eight (38-2) on the official plan and book of reference for the parish of Repentigny, measuring one hundred and ten feet and one tenth of a foot (110.1") in width by two hundred and twenty feet (220') in depth containing twenty-four thousand two hundred feet and eighty-five hundredths of a foot (24,200.85') in area, English measure mor or less, with the buildings thereon erected."

With the structures and dependencies thereon erected, all of which as it actually stands, with all the servitudes both active and passive, apparent and unapparent attaching to said immoveables.

To be sold by public auction at said garage, 855 Notre-Dame Street, Repentigny, P.Q., the THIRTIETH day of JUNE 1959, at ELEVEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time).

Conditions: cash or to the satisfaction of the trustee.

For further information and the list of charges, apply to the undersigned.

Montreal, this 26th day of May 1959.

J. G. FERNAND BISSONNETTE
& LAURENT LANGEVIN,
Trustees.

Office: Bissonnette & Fournier,
152 Notre Dame Street East,
Montreal, P. Que.
Office: Laurent Langevin,
St. Hyacinthe, P. Que. 50693-22-2

Vente par licitation

Canada, Province de Québec, district d'Arthabaska, Cour Supérieure N° 13912. J. Henri Ramsay, journalier, Arthabaska, demandeur vs Wilfrid Ramsay, dit Jack ouvrier, Arthabaska, défendeur.

AVIS DE LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Arthabaska dans le district d'Arthabaska, le 3 avril 1959 dans une cause dans laquelle J. Henri Ramsay, journalier d'Arthabaska est demandeur, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit:

"Un terrain ou emplacement dans la ville d'Arthabaska, sur le côté nord-est de la rue Beauchesne, contenant cent trente (130) pieds de front sur cent quarante (140) pieds de profondeur, connu et désigné au cadastre officiel du village d'Arthabaska-ville comme faisant partie du N° ceux cent quatre-vingt-quatorze (P. 294) prenant en front au sud-ouest à la dite rue au sud-est à Joseph Dubois au nord et en arrière à Joseph Grégoire avec bâtisses dessus construites et servitudes actives et passives."

L'immeuble ci-dessus décrite sera mis à l'enchère et adjugée au plus offrant et dernier enchérisseur, le ONZIÈME jour de JUILLET 1959 à DIX heures et TRENTE du matin, Cour tenante, dans la salle d'audience du palais de Justice d'Arthabaska, sujet aux charges clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du Protonotaire de ladite cour et que toutes oppositions afin d'annuler, afin de charger ou afin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du Protonotaire à ladite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toutes oppositions afin de conserver, devra être déposée dans les six jours après l'adjudication et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Victoriaville, le 3 juin 1959.

Le Procureur du demandeur,

50762-23-2-o PIERRE JUTRAS.

Sale by Licitation

Canada, Province of Quebec, district of Arthabaska, Superior Court, No. 13912. J. Henri Ramsay, laborer, Arthabaka plaintiff, vs Wilfrid Ramsay, called Jack, workman, Arthabaska, defendant.

NOTICE OF LICITATION

Notice is given that in virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Arthabaska in the district of Arthabaska, on April 3, 1959, in a case in which J. Henri Ramsay, laborer of Arthabaska is plaintiff, ordering the licitation of a certain immoveable designated as follows:

"A lot of land or emplacement in the town of Arthabaska, on the northeast side of Beauchesne Street, containing one hundred and thirty (130) feet in frontage by one hundred and forty (140) feet in depth, known and designated on the official cadaster of the village of Arthabaska-town as forming part of No. two hundred and ninety-four (Pt. 294) taking in front, on the southwest, the said street, on the southeast, by Joseph Dubois, on the north and in rear, by Joseph Grégoire, with buildings thereon erected and passive and active servitudes."

The immoveable above described will be sold by auction and adjuged to the highest and last bidder on the ELEVENTH day of JULY, 1959, HALF past TEN o'clock (10.30) in the forenoon, Court sitting in the Court room of the Court House Arthabaska, subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the list of charges filed in the office of the protonotary of the said Court. Any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the prothonotary of the said Court at least 12 days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication and any opposition for payment be filed within six days following the adjudication; and failing the interested parties to file the said opposition within the delays hereby limited, they shall be fore closed from so doing.

Victoriaville, June 3, 1959.

PIERRE JUTRAS,

50762-23-2 Attorney for the Plaintiff.

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

BEAUCE

Fieri Facias de Terris
District de Beauce

Cour Supérieure, St-Joseph de Beauce, N° 26,567. } CHARLES FORTIN, garagiste de St-Joseph de Beauce et y faisant affaires sous la raison sociale de Fortin Service Station, contre JULES AIMÉ POULIN de St-Odilon, Dorchester, à savoir:

Un emplacement à St-Odilon, pris et détaché du lot numéro deux cent soixante-dix-sept (P. 277) du cadastre pour le canton Cranbourne, compris en largeur entre l'emplacement de Gérard Maheux du côté nor-douest jusqu'à six

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEAUCE

Fieri Facias de Terris
District of Beauce

Superior Court, St-Joseph de Beauce, N° 26,567. } CHARLES FORTIN, garage-keeper of St-Joseph de Beauce, carrying on business under the style and name of Fortin Service Station, versus JULES AIMÉ POULIN, of St. Odilon, Dorchester, to wit:

An emplacement at St-Odilon, taken and detached from lot number two hundred and seventy-seven (P. 277) of the cadaster of the township of Cranbourne, containing in width, as from the emplacement of Gérard Maheux on the north-

pieds au sud-est de la maison, et en profondeur entre le chemin public et ledit Gérard Maheux, au nord-est, avec bâtisses.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale, en la paroisse de St-Odilon, Dorchester, le QUATRIÈME jour de JUILLET prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J. S. POULIOT.
St-Joseph de Beauce, 26 mai 1959. 50689-22-2-o
[Première insertion: 30 mai 1959]
[Seconde insertion: 13 juin 1959]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Beauce

St-Joseph de Beauce, N° 24,797. à savoir: FLORIAN VACHON, commerçant, 254, rue Dennison, Granby, contre ANTOINE RANCOURT, St-Zacharie, Dorchester, à savoir: Un emplacement avec bâtisses faisant partie du lot numéro 32A (ptie 32A) du cadastre officiel pour le rang cinq du canton de Metgermette Nord dans le comté de Dorchester mesurant cinquante pieds de largeur sur cent pieds de profondeur mesures anglaises; borné au nord-ouest par le chemin de front, au nord-est par le terrain d'Antoine Gagné, au sud-ouest à celui de Lionel Giroux, au sud-est à celui de Joseph Lachance.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale, en la paroisse de St-Zacharie, le DIX-SEPTIÈME jour de JUILLET prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
St-Joseph de Beauce, J. S. POULIOT.
9 juin 1959. 50809-24-2-o
[Première insertion: 13 juin 1959]
[Seconde insertion: 27 juin 1959]

BONAVENTURE

Canada — Province de Québec
District de Bonaventure

Cour Supérieure, N° 388,868. LÉONARD CYR, de Carleton-sur-Mer, défendeur reconventionnel et demandeur principal. vs MARY MAY LAPOINTE, épouse de Léonard Cyr, de Carleton-sur-Mer, demanderesse principale et demanderesse reconventionnelle.

DESCRIPTION

"Un certain terrain ou lopin de terre, formant partie du lot numéro un et deux-C (ptie de 1 & 2-C), du premier rang, partie ouest, du canton Maria; mesurant cent soixante pieds de front au chemin public sur cent vingt-cinq pieds de profondeur; borné au nord par le chemin public, à l'est par un chemin de douze pieds de largeur sur le même lot, au sud par la venderesse et à l'ouest par la partie du même lot appartenant à Josué LeBlanc."

Pour être vendu à la porte de l'église de Carleton, comté et district de Bonaventure, le TRENTIÈME jour de JUIN, mil neuf cent cinquante-neuf (le 30 juin 1959) à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, F. J. LeGRESLEY.
New Carlisle, 16 mai 1959. 50615-21-2-o

---

westerly side as far as six feet to the southeast of the house, and in depth, as from the public highway to the said Gérard Maheux, north-easterly, with buildings.

To be sold at the door of the Parochial Church, in the parish of St. Odilon, Dorchester, the FOURTH day of JULY next at TEN o'clock in the forenoon.

J. S. POULIOT,
Sheriff's Office, Sheriff.
St-Joseph de Beauce, May 26, 1959. 50689-22-2
[First insertion: May 30, 1959]
[Second insertion: June 13, 1959]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Beauce

St-Joseph de Beauce, No. 24,797. to wit: FLORIAN VACHON, dealer, 254 Dennison Street, Granby, versus ANTOINE RANCOURT, St. Zacharie, Dorchester, to wit: An emplacement with buildings forming part of lot number 32A (P. 32A) of the official cadaster for range five of the township of Metgermette North in the county of Dorchester, measuring fifty feet in width by one hundred feet in depth, English measure; bounded northwesterly by the front road, northeasterly by the land of Antoine Gagné, southwesterly by that of Lionel Giroux, southeasterly by that of Joseph Lachance.

To be sold at the door of the parochial church in the parish of St. Zacharie, the SEVENTEENTH day of JULY next at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, J. S. POULIOT,
St. Joseph de Beauce, Sheriff.
June 9, 1959. 50809-24-2
[First insertion: June 13, 1959]
[Second insertion: June 27, 1959]

BONAVENTURE

Canada — Province of Quebec
District of Bonaventure

Superior Court, No. 388,868. LÉONARD CYR, of Carleton sur Mer, cross-defendant and chief plaintiff vs MARY MAY LAPOINTE, wife of the said Léonard Cyr, of Carleton sur Mer, chief plaintiff and cross-plaintiff.

DESCRIPTION

"A certain piece or parcel of land, forming part of lot number one and two-C (pt 1 & 2-C), of the first range, west part, of the township of Maria; measuring one hundred and sixty feet in width at the public highway and one hundred and twenty-five feet in depth; bounded towards the north by the public highway, towards the east by a road of twelve feet wide on the same lot, towards the south by the vendor and towards the east by part of the same lot belonging to Josué LeBlanc."

To be sold at the parochial church door of Carleton county and district of Bonaventure, on the THIRTIETH day of JUNE, one thousand nine hundred and fifty-nine (June 30th. 1959) at TEN o'clock in the forenoon.

F. J. LeGRESLEY,
Sheriff's Office Sheriff,
New Carlisle, May 16th, 1959. 50615-21-2-o

GASPÉ

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure, Gaspé, N° 5114.

LA CAISSE POPULAIRE DE STE ANNE DES MONTS, corps politique et incorporé, en vertu de la Loi Syndicats Coopératifs de Québec (chapitre 290 S.R.Q. 1941), ayant son siège social à Ste Anne des Monts dans le district judiciaire de Gaspé, demandeur, vs ROMUALD PELLETIER, demeurant à Murdochville, comté de Gaspé-Nord, et J. ALEXANDRE DANSEREAU, syndic licencié, Montréal et défendeurs J. ROCH THIBAULT, Ste-Anne des Monts, régistrateur, comté de Gaspé-Nord, P.Q., mis-en-cause.

La propriété à vendre est la suivante:

"Un terrain de forme irrégulière sis et situé au premier rang de la paroisse de Ste-Anne des Monts, mesurant une largeur de cent trente-cinq pieds et quatre dixièmes (135.4′) à la ligne nord-ouest et de cent sept pieds (107′) à celle sud-ouest par une profondeur de cent trente-cinq pieds et neuf dixièmes (135.9′) à la ligne nord-est de quatre-vingts pieds (80′) à celle sud-ouest, le tout plus ou moins mesure anglaise, ce terrain, désigné comme faisant partie du lot portant le numéro vingt-cinq, subdivision F-un (ptie de 25-F-1) aux plans et livre de renvoi du cadastre officiel revisé pour le Fief Ste-Anne des Monts Notre Dame, est borné comme suit: au nord-ouest par partie du lot 25-F-1 de The British American Oil Ltd, au nord-est par une rue, au sud-est par le lot 25-F03 de Charles Auguste Leclerc et au sud-ouest par le lot 25-F-5 de Paul et Bertrand Vaillancourt; avec et y compris les bâtisses présentement construites sur le résidu nord-ouest dudit lot 25-F-1 et que l'emprunteur déménagera à ses propres frais sur le terrain présentement hypothéqué."

Pour être vendue à la porte de l'église de Ste-Anne des Monts, MARDI le QUATORZIÈME jour de JUILLET, mil neuf cent cinquante-neuf, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
J. F. MEAGHER.

Bureau du Shérif,
Percé, le 8 juin 1959.

50807-24-2-o

GASPÉ

Fieri Facias de Terris

Superior Court, Gaspé, No. 5114.

LA CAISSE POPULAIRE DE STE ANNE DES MONTS, a body politic and incorporated under the Quebec Cooperative Syndicates Act (chapter 290 R.S.Q. 1941), having its head office at Ste-Anne des Monts in the judicial district of Gaspé, plaintiff, vs ROMUALD PELLETIER, residing at Murdochville, county of Gaspé-North, and J. ALEXANDRE DANSEREAU, licenced trustee, Montreal, defendants, and J. ROCH THIBAULT, Ste-Anne des Monts, registrar, county of Gaspé-North, P.Q., mis-en-cause.

The property for sale is the following:

"A lot of land of irregular form situated in the first range of the parish of Ste-Anne des Monts, measuring in width one hundred and thirty-five feet and four tenths (135.4′) on the northwest line and one hundred and seven feet (107′) on the southwest line by a depth of one hundred and thirty-five feet and nine tenths (135.9′) on the northeast line eighty feet (80′), on the southwest line, the whole more or less, English measure, this lot of land, designated as forming part of lot bearing number twenty-five, subdivision F-one (Pt. of 25-F-1) on the revised official plan and in the book of reference for the Ste-Anne Fief of Monts Notre-Dame, is bounded as follows: on the northest, by part of lot 25-F-1 of the The British American Oil Ltd., on the northeast by a street, on the southeast by lot 25-F03 of Charles Auguste Leclerc and on the southwest by lot 25-F-5 of Paul and Bertrand Vaillancourt; with and comprised therein the buildings presently erected on the residue northwest of the said lot 25-F-1 and which the borrower will move at his own expense on the lot of land presently mortgaged."

To be sold at the church door of Ste-Anne des Monts, TUESDAY, the FOURTEENTH day of JULY, one thousand nine hundred and fifty-nine, at TEN o'clock in the forenoon.

J. F. MEAGHER,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Percé, June 8, 1959.

50807-24-2

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure, Gaspé, N° 5169.

PHILLIPPE MOREAU, commerçant de Petite Rivière ouest, comté de Gaspé, P.Q. demandeur, vs ARMAND BISSON, journalier de Petite Rivière ouest, comté de Gaspé, P.Q., défendeur.

La propriété à vendre est la suivante:

"Un certain lopin de terre faisant partie du lot N° 217, sis et situé dans la municipalité de Grande-Rivière, mieux connu et désigné comme étant partie du lot N° 217, premier rang de la Seigneurie de Grande-Rivière, mesurant un demi-arpent par quatorze arpents et étant borné comme suit: au nord par le trait carré des "Quatorze"; à l'est par Alvarez Bisson, au sud par le Golfe St-Laurent et à l'ouest par Camille Méthot.

Pour être vendue à la porte de l'église de Grande-Rivière, MARDI le QUATORZIÈME jour de JUILLET, 1959, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
J. F. MEAGHER.

Bureau du Shérif,
Percé, le 8 juin 1959.

50808-24-2-o

Fieri Facias de Terris

Superiro Court, Gaspé, No. 5169.

PHILLIPPE MOREAU, dealer of Petite Rivière West, county of Gaspé, P.Q. plaintiff, vs ARMAND BISSON, journeyman of Petite Rivière West, county of Gaspé, P.Q., defendant.

The property to be sold is the following:

"A certain plot of land forming part of lot No. 217, lying and situate in the municipality of Grande-Rivière, better known and designated as being part of lot No. 217, range one of the Seigniory of Grande-Rivière, measuring a half arpent by fourteen arpents and being bounded as follows: northerly by the "trait carré des "Quatorze"; easterly by Alvarez Bisson, southerly by the Gulf of St. Lawrence and westerly by Camille Méthot.

To be sold at the door of the church of Grande-Rivière, TUESDAY the FOURTEENTH day of JULY, 1959, at TEN o'clock in the forenoon.

J. F. MEAGHER,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Percé, June 8, 1959.

50808-24-2

HULL

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour Supérieure, N° 6866. { LA BANQUE PROVINCIALE DU CANADA, corps politique et incorporé, ayant son siège social et sa principale place d'affaires dans les cités et district de Montréal, demanderesse; vs RENÉ LAVIGNE, de Breckenridge, district de Hull, défendeur.

1° La moitié ouest du lot numéro 25-A, rang 6, aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Hull, bornée vers le nord par la ligne de division des rangs six et sept, vers l'est par la moitié est dudit lot 25-A, vers le sud par le lot 25-B et vers l'ouest par partie du lot 26; contenant en superficie 55 acres plus ou moins;

2° Le lot numéro 25-*b*, rang 7, aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Hull, borné vers le nord par le lot 25-A, vers l'est par partie du lot 24-A, vers le sud par la ligne de division des rangs six et sept, et vers l'ouest par partie du lot 26-B; mesurant vingt-six chaînes et quarante-deux chaînons de front par vingt chaînes et quatre-vingt-quinze chaînons de profondeur, contenant en superficie 55 acres et une verge et six perches; avec toutes les bâtisses y érigées.

3° Le quart sud-est du lot numéro 22, rang 5, aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Hull, borné vers le nord par partie dudit lot 22, vers l'est par partie du lot 21-B, vers le sud par la ligne de division des rangs quatre et cinq, et vers l'ouest, par le résidu dudit lot 22. Avec bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances".

Pour être vendus en bloc, à la porte de l'église paroissiale St-Paul, en la ville d'Aylmer, district de Hull, le VINGT-SIXIÈME jour de JUIN 1959, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
R. ST-PIERRE.

Bureau du Shérif,
ce 19 mai, 1959.

50644-21-2-o

HULL

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Superior Court, No. 6866. { THE PROVINCIAL BANK OF CANADA, body politic and incorporated, having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff; vs RENÉ LAVIGNE, of Breckenridge, district of Hull, defendant.

1. The westerly half of lot number 25-A, range 6, on the official plan and in the book of reference for the township of Hull, bounded on the north by the dividing line of ranges six and seven, on the east, by the easterly half of the said lot 25-A, on the south, by lot 25-B and on the west, by part of lot 26; containing in area 55 acres more or less;

2. Lot number 25-*b*, range 7, on the official plan and in the book of reference for the township of Hull, bounded on the north by lot 25-A, on the east, by part of lot 24-A, on the south, by the dividing line of ranges six and seven, and on the west, by part of lot 26-B; measuring twenty-six chains and forty-two links in front by twenty chains and ninety-five links in depth, containing in area 55 acres, one yard and six rods; with all the buildings thereon erected.

3. The southeasterly quarter of lot number 22, range 5, on the official plan and in the book of reference for the township of Hull, bounded on the north by part of the said lot 22, on the east, by part of lot 21-B, on the south, by the dividing line of ranges four and five, and on the west, by the residue of the said lot 22. With buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold in block, at the parochial church door of St. Paul, in the town of Aylmer, district of Hull, on the TWENTY-SIXTH day of JUNE, 1959, at THREE o'clock in the afternoon.

R. ST-PIERRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
May 19, 1959.

50644-21-2-o

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour Supérieure, N° 6937. { J. D. STEPHENSON, commerçant, domicilié et résidant à Wright, district de Hull, demandeur; vs CECIL MONETTE, de Gracefield, district de Hull, défendeur.

"Un immeuble connu et désigné selon les titres de l'emprunteur, comme étant une partie du lot numéro vingt-six (ptie 26) rang cinq (r. V) du canton de Wright, et maintenant connu et désigné comme étant en entier les lots numéros vingt-six seize et vingt-sept trente-neuf (26-16 et 27-39) dudit rang cinq du cadastre revisé d'une partie du canton de Wright, comté de Gatineau, mesurant ensemble quatre-vingt-deux pieds (82′) de profondeur dans les lignes nord-est et sud-ouest sur une largeur de cent pieds (100′) dans les lignes nord-ouest et sud-est et borné comme suit: vers le nord-est par le lot vingt-sept trente-huit, propriété de H. M. Ellard ou représentants; vers le sud-est par les lots vingt-six quinze et vingt-sept trente-un, maintenant propriété de Sa Majesté La Reine (nouvelle route numéro onze); au sud-ouest par le lot vingt-six non-subdivisé et au nord-ouest partie par le lot vingt-six non-subdivisé et partie par le lot vingt-sept non-subdivisé; avec toutes les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Superior Court, No. 6937. { J. D. STEPHENSON, dealer, domiciled and residing at Wright, district of Hull, plaintiff vs CECIL MONETTE, of Gracefield, district of Hull, defendant.

"An immoveable known and designated accordint to the borrower's titles, as being a part of lot number twenty-six (p. 26), range five (r.V), of the township of Wright, and presently known and designated as being, as a whole, lots numbers twenty-six sixteen and twenty-seven thirty-nine (26-16 and 27-39) of said range five of the revised cadaster of a part of the township of Wright, county of Gatineau, measuring altogether eighty-two feet (82′) in depth within the northeasterly and southwesterly lines, by a width of one hundred feet (100′) within the northwesterly and southeasterly lines and bounded as follows: northeasterly by lot twenty-seven thirty-eight, belonging to H. M. Ellard or representatives; southeasterly by lots twenty-six fifteen and twenty-seven thirty-one, presently belonging to Her Majesty The Queen (new highway number eleven); southwesterly by the unsubdivided lot twenty-six and northwesterly, partly by unsubdivided lot twenty-six and partly by unsubdivided lot twenty-seven; with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2° Une partie des lots portant les numéros douze et treize (ptie 12-13) du rang "A" du canton de Northfield laquelle partie se décrit comme suit: partant à la rivière Gatineau, à la ligne entre les lots numéros onze et douze, de là, longeant cettedite ligne une longueur de treize cents pieds, plus ou moins, jusqu'au terrain de Salomon Lafrenière ou représentants; de là, traversant lesdits lots douze et treize jusqu'à la ligne entre les lots treize et quatorze; de là, longeant cettedite ligne entre les lots treize et quatorze pour rejoindre la rivière Gatineau; de là, longeant cettedite rivière pour revenir au premier point de départ; bornée au nord par partie du lot quatorze, au sud, par partie du lot onze, à l'est par le résidu desdits lots douze et treize, et à l'ouest par la rivière Gatineau, avec toutes les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

3° Cette partie du lot numéro quatorze (ptie 14) dans le rang "A" du canton de Northfield, comté de Gatineau et ledit terrain borné comme suit; au nord par partie du lot 15A, au sud par partie du lot 13; à l'ouest par la rivière Gatineau et à l'est par le chemin public; avec bâtisses y érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendus en bloc à la porte de l'église paroissiale La Visitation, à Gracefield, district de Hull, le SEIZIÈME jour de JUILLET, 1959 à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
R. ST-PIERRE.

Bureau du Shérif,
Hull, ce 9 juin 1959.

50828-24-2-o

2. A part of lots bearing numbers twelve and thirteen (p. 12-13) of range "A" of the township of Northfield, which part is described as follows: commencing at the Gatineau River, at the line between lots numbers eleven adn twelve, thence along this said line for a distance of thirteen hundred feet, more or less, as far as the land of Salomon Lafrenière or representatives, thence, crossing said lots twelve and thirteen as far as the line between lots thirteen and fourteen; thence, along this said line between lots thirteen and fourteen as far as the Gatineau River; thence, running along this said river returning to the first point of commencement; bounded northerly by a portion of lot fourteen, southerly by a portion of lot eleven, easterly by the residue of said lots twelve and thirteen, and westerly by the Gatineau River, with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

3. That part of lot number fourteen (p. 14) in range "A" of the township of Northfield, county of Gatineau, and the said land bounded as follows: northerly by part of lot 15A, southerly by part of lot 13; westerly by the Gatineau River and easterly by the public highway; with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold "en bloc" at the door of the parochial church of La Visitation, at Gracefield, district of Hull, the SIXTEENTH day of JULY 1959, at THREE o'clock in the afternoon.

R. ST-PIERRE,
Sheriff.

Shériff's Office,
Hull, this June 9, 1959.

50828-24-2

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province de Québec
District de Rimouski et Québec

Cour Supérieure, N° 231-280. CHARLES BÉLANGER, agent manufacturier domicilié à 1489 Balmoral, Sherbrooke, P.Q. demandeur, vs DAME MARIE ANGE BÉLANGER, veuve non remariée de J. P. Devlin, Providence, Etat Rhodes Island, U.S.A. défenderesse.

Partie indivise, soit dix-neuf trois cent soixantième (P. I. 19/360) d'un terrain ou emplacement situé sur le premier rang du Canton St-Denis, désigné sous le numéro vingt-et-un (21) du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Félicité, de forme irrégulière, contenant cent-vingt-et-une perches en superficie, borné au nord, partie à la propriété de Charles Normand, partie au Fleuve St-Laurent, au sud, à la propriété de Paul Lavoie, à l'est, à la propriété de Jacob Boucher et à l'ouest, à celle de Charles Normand, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Ste-Félicité, le SEIZIÈME jour de JUILLET 1959, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,
JACQUES MARTIN.

Bureau du Shérif,
Rimouski, 8 juin 1959.

50810-24-2-o

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province of Quebec
District of Rimouski and Quebec

Superior Court, No. 231-280. CHARLES BÉLANGER, manufacturer's agent, domiciled at 1489 Balmoral, Sherbrooke, P.Q., plaintiff, vs DAME MARIE ANGE BÉLANGER, unremarried widow of J. P. Devlin, Providence, in the State of Rhodes Island, U.S.A., defendant.

The undivided part, i.e. nineteen three hundred and sixtieth (U.P. 19/360) of a piece of land or emplacement situated on range one of the Township of St. Denis, designated under number twenty-one (21) of the official cadaster of the parish of Ste. Félicité, of irregular shape, containing one hundred and twenty-one roads in area, bounded northerly, partly by the property of Charles Normand, partly by the St. Lawrence River, southerly, by the property of Paul Lavoie, easterly, by the property of Jacob Boucher and westerly, by that of Charles Normand, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Ste. Félicité, the SIXTEENTH day of JULY, 1959, at TWO o'clock in the afternoon.

JACQUES MARTIN,
Deputy Sheriff.

Sheriff's Office,
Rimouski, June 8, 1959.

50810-24-2

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, Montréal, N° 369-942. ROGER TRUDEAU, faisant affaires seul sous les nom et raison sociale de "National Crédit Investigation Bureau Reg'd" des cité et district de Montréal, demandeur, vs ADRIEN BOUCHARD,

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, Montreal, No. 369-942. ROGER TRUDEAU, carrying on business alone under the name and style of "National Crédit Investigation Bureau Reg'd" of the city and district of Montreal, plaintiff, vs ADRIEN BOUCHARD,

gentilhomme d'Amqui, district de Rimouski, défendeur.

Un terrain situé au village d'Amqui, faisant partie et distrait du lot connu et désigné sous le numéro quatre-vingt-huit-B-deux du cadastre officiel du rang un du canton Lepage, ledit terrain étant maintenant connu et désigné sous le numéro quatre-vingt-huit-B-deux-dix (88-B-2-10) du cadastre officiel du rang un du canton Lepage, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, ledit terrain borné à l'avant par la rue de l'église-sud à l'arrière par le terrain occupé par Dame Vve J. B. Blanchet, d'un côté par une ruelle et de l'autre côté par un terrain occupé par Lionel Caron, a charge d'une rente foncière de $10.00 par année à Émile Roussel.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Bénoit Labre d'Amqui, le DIX-SEPTIÈME jour de JUILLET 1959, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député Shérif,
Bureau du Shérif, JACQUES MARTIN.
8 juin 1959. 50811-24-2-o

gentleman, of Amqui, district of Rimouski, defendant.

A piece of land situated in the village of Amqui, forming part of and excluded from lot known and designated under number eighty-eight-B-two of the official cadaster of range one of the township of Lepage, the said land being presently known and designated under number eighty-eight-B-two-ten (88-B-2-10) of the official cadaster of range one of the township of Lepage, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, the said land bounded in front by church street, south, in the rear by the land occupied by Dame Vve J. B. Blanchet, on one side by a land and on the other side by a piece of land occupied by Lionel Caron, burdened with a ground rent of $10.00 per year in favour of Émile Roussel.

To be sold at the door of the church of the parish of St. Bénoit Labre d'Amqui, the SEVENTEENTH day of JULY, 1959, at TWO o'clock in the afternoon.

JACQUES MARTIN,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
June 8, 1959. 50811-24-2

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de Saint-Hyacinthe

Cour Supérieure, N° 9856. { LÉONARD AUTO SUPPLY, corps politique et incorporé, ayant une place d'affaires en les cité et district de Montréal, demanderesse vs CAMILLE LAPOINTE, de Saint-Dominique, comté de Bagot, district de Saint-Hyacinthe, défendeur.

Saisi comme appartenant au défendeur:

Un terrain situé en la paroisse de Saint-Dominique, dans le comté de Bagot, de la contenance de 85 pieds de largeur, m.a., par 110 pieds de profondeur, même mesure, désigné comme étant partie des lots deux cent trente-six et deux cent trente-sept (P. 236 et P. 237) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Dominique, borné comme suit: en front, par le chemin public, en profondeur et d'un côté par le terrain de Roger Brodeur, de l'autre côté par le terrain de Dorian Boucher.

Avec bâtisse ayant servi de poste d'essence, y érigée, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Dominique, comté de Bagot, le JEUDI, le DIX-HUITIÈME jour de JUIN, 1959, à DIX et TRENTE heures a.m.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, R. BOUSQUET.
Saint-Hyacinthe, le 5 mai 1959. 50546-20-2-o

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Saint-Hyacinthe

Superior Court, No. 9856. { LÉONARD AUTO SUPPLY, body politic and corporate having a place of business in the city and district of Montreal, plaintiff; vs CAMILLE LAPOINTE, of Saint-Dominique, county of Bagot, district of Saint-Hyacinthe, defendant.

Seized as belonging to the defendant:

A piece of land situated in the parish of Saint Dominique, in the county of Bagot, of an area of 85 feet in width, E.M., by 110 feet in depth, same measure, designated as being part of lots two hundred and thirty-six and two hundred and thirty-seven (P. 236 and P. 237) of the official cadaster of the parish of Saint Dominique, bounded as follows: in front, by the public highway, in depth and on one side by the land of Roger Brodeur, on the other side by the land of Dorian Boucher.

With a building having served as a filling-station, thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parochial church of Saint-Dominique, county of Bagot, THURSDAY the EIGHTEENTH day of JUNE 1959, at TEN-THIRTY o'clock a.m.

R. BOUSQUET,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Hyacinthe, May 5, 1959. 50546-20-2

TÉMISCAMINGUE

Fieri Facias de Terris
District de Témiscamingue

Cour Supérieure, N° 849. { OMER MARCHAND, demandeur vs ARNABD BEAUPRÉ, défendeur.

1° Le lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiel du cadastre pour le canton Guérin dans le district de Témiscamingue comme étant le lot numéro vingt B (20 B) dans le rang I contenant environ 70 acres en superficie avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances;

2° Le lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiel du cadastre pour le canton de

TÉMISCAMINGUE

Fieri Facias de Terris
District of Témiscamingue

Superior Court, No. 849. { OMER MARCHAND, plaintiff vs ARNABD BEAUPRÉ, defendant.

1. That lot known and designated on the official plan and book of reference of the cadaster for the township of Guérin in the district of Témiscamingue as being lot number twenty B (20 B) in range I, of an area of some 70 acres with buildings thereon erected, appurtenances and dependencies;

2. That lot known and designated on the official plan and book of reference of the cadaster

Guérin dans le district de Témiscamingue comme étant le lot numéro vingt et un (dans le rang I) lot contenant environ 106 acres, en superficie avec les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Guérin JEUDI le VINGT-CINQUIÈME jour de JUIN 1959 à DIX heures de l'avant-midi (heure avancée).

Le Shérif,
Bureau du Shérif, JULES GRENIER.
Ville-Marie ce 5 mai 1959. 50611-21-2-o
[Première publication: 23 mai 1959]

for the township of Guérin in the district of Témiscamingue as being lot number twenty-one (in Range I) lot of an area of some 106 acres with buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the door of the parochial church of Guérin, THURSDAY, the TWENTY-FIFTH day of JUNE 1959, at TEN o'clock in the forenoon (daylight saving time).

JULES GRENIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Ville-Marie, this May 5, 1959. 50611-21-2
[First insertion: May 23, 1959]

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, N° 28079. { FERNAND ROBERT, maître-plombier, faisant affaires seul, sous le nom de Fernand Robert Enrg domicilié à Ste-Thérèse de Blainville, dans les comté et district de Terrebonne, demandeur, vs ROLLAND LAMARRE, juge municipal, domicilié au numéro 1630, rue Lajoie, à Montréal, dans le district de Montréal. défendeur.

AVIS DE VENTE

Un certain emplacement portant le numéro: P 166 des plan et livre de renvoi officiel du cadastre de la paroisse de St-Sauveur situé dans la paroisse de Sainte-Anne des Lacs avec bâtisses y érigée et plus particulièrement un hôtel portant le nom du "Domaine des Lacs".

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse Ste-Anne des Lacs, JEUDI, le VINGT-CINQUIÈME jour de JUIN 1959 à NEUF heures TRENTE de l'avant-midi (25 juin 1959 à 9.30 a.m.).

Le Shérif,
Bureau du Shérif, GEO. AUCLAIR.
St-Jérôme, ce 14 mai 1959. 50612-21-2-o

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, No. 28079. { FERNAND ROBERT, master-plumber, carrying on business alone under the name of Fernand Robert Enrg, domiciled at Ste-Thérèse de Blainville, in the county of and district of Terrebonne, plaintiff, vs ROLLAND LAMARRE municipal judge, domiciled at number 1630 Lajoie Street, Montreal, in the district of Montreal, defendant.

NOTICE OF SALE

A certain emplacement bearing number: P 166 on the official plan and in the book of reference for the cadaster of the parish of St. Sauveur situated in the parish of Sainte-Anne des Lacs, with building thereon erected and more especially a hotel bearing the name of "Domaine des Lacs".

To be sold at the church door of the parish of Ste-Anne des Lacs, on THURSDAY, the TWENTY-FIFTH day of JUNE, 1959, at NINE-THIRTY in the morning (June 25, 1959, at 9.30 a.m.).

GEO. AUCLAIR,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint-Jérôme, May 14, 1959. 50612-21-2

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, N° 23391. { ERNEST LAPOINTE & HORACE LAPOINTE, agents exécuteurs testamentaires de Alfred Lapointe dit Robin, en son vivant rentier domicilié dans les cité et district de Montréal, demandeurs vs JOSEPH POTHIER, domicilié au numéro 3973, 4ième Avenue, à l'Abord à Plouffe, district de Montréal, défendeur.

AVIS DE VENTE

"Un immeuble situé à la Pointe Calumet ayant front sur la Vingt-Septième Avenue ouest, connu et désigné sous les numéros trente-sept, trente-huit et trente-neuf, de la subdivision officielle du lot numéro cent neuf (N. S. 109-37-38 et 39) aux plan et libre de renvoi officiels de la paroisse de St-Joseph du Lac mesurant chacun desdits lots, cinquante pieds de largeur par cinquante pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, avec les bâtisses y érigées, portant le numéro civique 45 de ladite Vingt-Neuvième Avenue, Pointe Calumet, avec les servitudes y attachées et les droits y inhérents et droit de passage en faveur desdits lots dans les rues mentionnées sur le plan de subdivision du lot numéro 109 et dans le chemin qui conduit à Pointe Calumet et avec droit à la grève en com-

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, No. 23391. { ERNEST LAPOINTE & HORACE LAPOINTE, agents, testamentary executors for Alfred Lapointe, said Robin, in his lifetime, annuitant, domiciled in the city and district of Montreal, plaintiffs, vs JOSEPH POTHIER, domiciled at number 3973, 4th Avenue, at L'Abord à Plouffe, district of Montreal, defendant.

NOTICE OF SALE

"An immoveable situated at Pointe Calumet having frontage on Twenty-Seventh Avenue west, known and designated under numbers thirty-seven, thirty-eight and thirty-nine, of the official subdivision of lot number one hundred and nine (N. S. 109-37-38 and 39) on the official plan and in the book of reference for the parish of St. Joseph du Lac, measuring each of the said lots, fifty feet in width by fifty feet in depth, English measure and more or less, with buildings thereon erected, bearing civic number 45 of the said Twenty-Ninth Avenue, Pointe Calumet, with the servitudes thereto attached and the rights inherent thereto and right of way in favor of the said lots in the streets mentioned on the plan of the subdivision of lot number 109 and in the road which leads to Pointe Calumet and with

mun avec tous autres qui y ont droit, sur un terrain ayant une largeur de cent trente-cinq pieds, mesure anglaise, sur la profondeur qu'il y a à partir de la rue à aller à la rivière, sur ledit lot numéro cent neuf à l'endroit désigné par le vendeur."

Pour être vendu à la porte de l'église de Pointe Calumet, JEUDI le VINGT-CINQUIÈME jour de JUIN 1959 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
GEO. AUCLAIR.

Bureau du Shérif,
St-Jérôme, 14 mai 1959. 50613-21-2-o

right to the beach in common with all others who have a right thereto, on a lot of land having a width of one hundred and thirty-five feet, English measure, along the depth to be found starting from the street as far as the river, on the said lot number one hundred and nine at the place designated by the vendor."

To be sold at the church door of Pointe Calumet, on THURSDAY, the TWENTY-FIFTH day of JUNE, 1959, at TWO o'clock in the afternoon.

GEO. AUCLAIR,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Saint-Jérôme, May 14, 1959. 50613-21-2

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 24

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:

Davidson vs Zikman 2499

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

546-A — Établissements commerciaux de Mégantic 2501
546-B — Construction (Électricien) région de Hull 2501
546-C — Coiffeur pour dames, région de Hull 2504
546-D — Barbiers, coiffeur et coiffeuse, comtés de Beauharnois *et al* 2509
546-E — Construction, région de Montréal 2502
546-F — Construction, Province sauf région de Montréal 2502
546-G — Construction région de Montréal 2513
559 — Concernant certains actes administratifs du département des pêcheries et de la chasse 2499
560 — Concernant certaines modifications aux règlements de la Loi des écoles professionnelles privées 2500

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 2461

AVIS DIVERS:

Association des Surintendants, Assistant-Surintendants et techniciens de la Cité de Québec (Formation) 2517
Chantier Coopératif de St-Edmond les Plaines (Fondation) 2517
Coopérative d'Habitation Notre-Dame de la Paix (Fondation) 2518
Electronic Communications Limited (Directeurs) 2518
La Caisse Populaire Notre-Dame de Fatima, Cité de Jacques-Cartier (Fondation) 2517
Lakeshore Construction Inc. (Directeurs) 2518
Ligue du Progrès Économique de St-Bruno Inc. — Economic Progress League of St. Bruno Inc. (Règlements) 2517
Springer Cooperative (Fondation) 2516
Syndicat de l'U.C.C. de Dubuisson (Nom changé) 2517
Union des Employés Catelli-Habitant (Nom changé) 2516

CHARTES — ABANDON DE:

Chevalier Lingerie Inc. 2518
Rousel Ltd 2519

Index of the Quebec Official Gazette, No. 24

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Davidson vs Zikman 2499

ORDERS IN COUNCIL:

546-A — Commercial establishments of Megantic 2501
546-B — Construction (Electrician) region of Hull 2501
546-C — Ladies hairdressing, region of Hull 2504
546-D — Barbering and hairdressing, counties of Beauharnois *et al* 2509
546-E — Construction, region of Montreal 2502
546-F — Construction, Province excepting region of Montreal 2502
546-G — Construction, region of Montreal 2513
559 — Concerning certain administrative acts of the Department of Game and Fisheries 2499
560 — Concerning certain amendments to the regulations of the Private Vocational Schools Act 2500

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 2461

MISCELLANEOUS NOTICES:

Association des Surintendants, Assistant-Surintendants et techniciens de la Cité de Québec (Formation) 2517
Chantier Coopératif de St-Edmond les Plaines (Foundation) 2517
Coopérative d'Habitation Notre-Dame de la Paix (Foundation) 2518
Electronic Communications Limited (Directors) 2518
La Caisse Populaire Notre-Dame de Fatima, Cité de Jacques-Cartier (Foundation) 2517
Lakeshore Construction Inc. (Directors) 2518
Economic Progress League of St. Bruno Inc.— Ligue du Progrès Économique de St-Bruno Inc. (By-laws) 2517
Springer Cooperative (Foundation) 2516
Syndicat de l'U.C.C. de Dubuisson (Name changed) 2517
Union des Employés Catelli-Habitant (Name changed) 2516

CHARTERS — SURRENDER OF:

Chevalier Lingerie Inc. 2518
Rousel Ltd 2519

COMPAGNIE AUTORISÉE À FAIRE DES AFFAIRES:

Bekins Moving and Storage Company Limited 2519

COMPAGNIES DISSOUTES:

Alex Kindler & Co. Ltd. — Alex Kindler & Co. Ltée 2519
Ansam Development Inc. 2519
Antonio Archambault Ltée 2520
Associated Air Coach Services Inc. 2520
Canadian Commodity Clearing Association Inc. 2520
Cartier-Malartic Gold Mines, Limited 2520
Chicougamau Explorers Ltd 2521
Elim Realty Limited 2521
Godard & Lacasse Inc. 2521
Goldare Development Limited 2521
Grace Investment Company Limited 2522
Home Heating Corporation 2522
J. R. Loyer Cie Ltée 2522
MacDonald House Holdings Co. Ltd. 2522
Palomer Knitting Mills Ltd 2523
Raelis Company Inc. 2523
Sound Investment Corporation 2523
Teledistribution Inc. 2523
The Page Fence and Wire Products Company Limited 2524
Valeurs Foncières Ltée 2524

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

AFFAIRES MUNICIPALES:

St-Janvier-de-la-Croix 2524
St-Médard 2525
St-Narcisse de Beaurivage 2525

AGRICULTURE:

Cercle Agricole de la paroisse de St-Zacharie 2525

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Municipalité scolaire de:

Alma, ville 2527
Annonciation 2527
Beauceville 2526
Bécancour, paroisse 2526
Champlain 2527
Examens des adpirants inspecteurs d'école 2528
Frontenac 2528
Jonquière, cité 2527
Jonquière, ville et Kénogami cité 2526
Maricourt 2526
St-Jean de Brébeuf, cath. 2527
St-Mathias 2528
St-Rémi 2526
St-Romuald-de-Moffet 2525
St-Vincent-de-Paul 2527

TERRES ET FORÊTS:

Service du Cadastre:

Beauport, paroisse 2529
Sherbrooke, cité, Quartier Centre 2529
St-Hilarion, paroisse 2529
St-Michel de Vaudreuil, paroisse 2529
Waterloo, village 2529

TRAVAIL:

Industrie ou métiers de:

Boulangerie, patisserie, région de Trois-Rivières (Modification) 2532
Construction, région de Québec (Modification) 2533

COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:

Bekins Moving and Storage Company Limited 2519

COMPANIES DISSOLVED:

Alex Kindler & Co. Ltd. — Alex Kindler & Co. Ltée 2519
Ansam Development Inc. 2519
Antonio Archambault Ltée 2520
Associated Air Coach Services Inc. 2520
Canadian Commodity Clearing Association Inc. 2520
Cartier-Malartic Gold Mines, Limited 2520
Chibougamau Explorers Ltd 2521
Elim Realty Limited 2521
Godard & Lacasse Inc. 2521
Goldare Development Limited 2521
Grace Investment Company Limited 2522
Home Heating Corporation 2522
J. R. Loyer Cie Ltée 2522
MacDonald House Holdings Co. Ltd. 2522
Palomer Knitting Mills Ltd 2523
Raelis Company Inc. 2523
Sound Investment Corporation 2523
Teledistribution Inc. 2523
The Page Fence and Wire Products Company Limited 2524
Valeurs Foncières Ltée 2524

DEPARTMENTAL NOTICES:

MUNICIPAL AFFAIRS:

St-Janvier-de-la-Croix 2524
St-Médard 2525
St-Narcisse de Beaurivage 2525

AGRICULTURE:

Farmers Club for the parish of St-Zacharie 2525

EDUCATION:

School Municipality of:

Alma, town 2527
Annonciation 2527
Beauceville 2526
Bécancour, parish 2526
Champlain 2527
Examination for school inspection candidates 2528
Frontenac 2528
Jonquière, city 2527
Jonquière, town and Kégnogami city 2526
Maricourt 2526
St-Jean de Brébeuf, cath. 2527
St-Mathias 2528
St-Rémi 2526
St-Romuald-de-Moffet 2525
St-Vincent-de-Paul 2527

LANDS AND FOREST:

Cadastral Branch:

Beauport, parish 2529
Sherbrooke, city, Ward Centre 2529
St-Hilarion, parish 2529
St-Michel de Vaudreuil, parish 2529
Waterloo, village 2529

LABOUR:

Industry or Trades of:

Baking and Pastry Making, region of Trois-Rivières (Amendment) 2532
Construction, region of Quebec (Amendment) 2533

Construction, Trois-Rivières (Avis)... 2530
Granit Province (Modification)..... 2530
Métallurgie, région de Québec (Prélèvement)..... 2536
Vêtements, hommes et garçons Province (Prélèvement)..... 2537

Examens du Barreau:

Abitibi-Témiscamingue (examen)..... 2540
Hull, étude..... 2540
Montréal, examen..... 2540
Montréal, étude..... 2539

Lettres patentes:

Addicks Machine Co. Ltd..... 2462
Ahuntsic Telecommunications Inc..... 2463
Ameublement Général Inc..... 2463
Arvida Terrazo & Tile Co. Ltd.— Arvida Terrazo & Tuile Ltée..... 2463
Aspler & Aspler Inc..... 2464
Awanee Investment Inc..... 2464
Basle Investment Corp..... 2464
Beauchamp Explosifs Inc..... 2465
Better Distributors Limited..... 2465
B. N. A. Transport Service Ltée..... 2465
Boucher & Frères Inc..... 2466
Canadian Velvet Bent Limited..... 2466
Cenco Building Company Limited..... 2466
Chicoutimi Ready-Mix Inc..... 2467
Cie de Construction Octogone Inc..... 2467
Cie de Literie Provinciale Ltée —Provincial Bedding Co. Ltd..... 2467
Cine Art Film Distributing Co. Ltd..... 2468
Contrecoeur Realties Ltd..... 2468
Corporation de l'Institut de Cardiologie de Montréal..... 2468
Crédit Nova Inc..... 2469
Cresswell Realty Co..... 2469
Crystal Investment Corp..... 2469
Custom Development Ltd..... 2470
Deacon Enterprises Ltd..... 2470
Delano Development Corp..... 2470
Descarries, Vinet and Company, Limited..... 2471
Edgar Duval Inc..... 2471
E. J. Kirwan Cartage Ltd..... 2471
Elizabeth Realty Ltd..... 2472
Elm Investment Corp..... 2472
Fer Ornemental Windsor Inc..... 2472
Gaudreault Plastering Ltd..... 2473
Gavex Corp..... 2473
Girouard Construction Inc..... 2473
G. R. Lecompte Construction Ltée..... 2474
G. & W. Realties Inc..... 2474
Hallé Service Inc..... 2474
Hôtel Cartierville Limitée..... 2475
H. P. Tremblay Construction Ltée..... 2475
Hudson Water Works Ltd..... 2475
Immeubles Belnor Ltée..... 2476
Industrial Refuse Disposal Inc..... 2476
Institut Côté Inc..... 2476
International Land Promoter Ltd..... 2477
Interprovincial Development Co. Ltd... 2477
Iyar Investment Corp..... 2477
Jas Realty Corp..... 2478
J. B. A. Lachance Inc..... 2478
J. L. Courtemanche Inc..... 2478
J. R. Construction Incorporée..... 2479
Labelle Land Investment Corporation.. 2479
Labelle Rémi & Associés Inc.— Labelle Rémi & Associates Inc..... 2479
La Cie de Placements Valla Inc..... 2480
La Compagnie Cormier & Gaudet Limitée..... 2480
La Ligue des Propriétaires de Desbiens. 2480

Building, Trois-Rivières (Notice)..... 2530
Granite, Province (Amendment)..... 2530
Metal, Quebec District (Levy)..... 2536
Clothing, Men's and Boy's, Province (Levy)..... 2537

Bar Examinations:

Abitibi-Témiscamingue (examination) . 2540
Hull, study..... 2540
Montreal, examination..... 2540
Montreal, study..... 2539

Letters Patent:

Addicks Machine Co. Ltd..... 2462
Ahuntsic Telecommunications Inc..... 2463
Ameublement Général Inc..... 2463
Arvida Terrazo & Tile Co. Ltd.— Arvida Terrazo & Tuile Ltée..... 2463
Aspler & Aspler Inc..... 2464
Awanee Investment Inc..... 2464
Basle Investment Corp..... 2464
Beauchamp Explosifs Inc..... 2465
Better Distributors Limited..... 2465
B. N. A. Transport Service Ltée..... 2465
Boucher & Frères Inc..... 2466
Canadian Velvet Bent Limited..... 2466
Cenco Building Company Limited..... 2466
Chicoutimi Ready-Mix Inc..... 2467
Cie de Construction Octogone Inc..... 2467
Provincial Bedding Co. Ltd.— Cie de Literie Provinciale Ltée..... 2467
Cine Art Film Distributing Co. Ltd..... 2468
Contrecoeur Realties Ltd..... 2468
Corporation de l'Institut de Cardiologie de Montréal..... 2468
Crédit Nova Inc..... 2469
Cresswell Realty Co..... 2469
Crystal Investment Corp..... 2469
Custom Development Ltd..... 2470
Deacon Enterprises Ltd..... 2470
Delano Development Corp..... 2470
Descarries, Vinet and Company, Limited..... 2471
Edgar Duval Inc..... 2471
E. J. Kirwan Cartage Ltd..... 2471
Elizabeth Realty Ltd..... 2472
Elm Investment Corp..... 2472
Fer Ornemental Windsor Inc..... 2472
Gaudreault Plastering Ltd..... 2473
Gavex Corp..... 2473
Girouard Construction Inc..... 2473
G. R. Lecompte Construction Ltée..... 2474
G. & W. Realties Inc..... 2474
Hallé Service Inc..... 2474
Hôtel Cartierville Limitée..... 2475
H. P. Tremblay Construction Ltée..... 2475
Hudson Water Works Ltd..... 2475
Immeubles Belnor Ltée..... 2476
Industrial Refuse Disposal Inc..... 2476
Institut Côté Inc..... 2476
International Land Promoter Ltd..... 2477
Interprovincial Development Co. Ltd... 2477
Iyar Investment Corp..... 2477
Jas Realty Corp..... 2478
J. B. A. Lachance Inc..... 2478
J. L. Courtemanche Inc..... 2478
J. R. Construction Incorporée..... 2479
Labelle Land Investment Corporation.. 2479
Labelle Rémi & Associates Inc.— Labelle Rémi & Associés Inc..... 2479
La Cie de Placements Valla Inc..... 2480
La Compagnie Cormier & Gaudet Limitée..... 2480
La Ligue des Propriétaires de Desbiens. 2480

L'Association des Citoyens de Tracy Inc. 2481
L'Association des Distributeurs de Gaz Propane de la Province de Québec Inc. 2481
Leacraft Corp. 2482
L E A F Rotang Limitée 2482
Le Club Bonaventure Inc.— Bonaventure Club Inc. 2482
Le Gymnase du Centre Sportif de Port-Alfred, Incorporée 2483
Lerme Development Corp. 2483
Les Constructions V. P. Ltée 2483
Les Éditions de Charlevoix Inc. 2484
Les Entreprises Mascouche Inc. 2484
Les Entreprises Ray-Vic Inc. 2484
Librairie Universelle Inc. 2485
Lionel Dubuc Inc. 2485
Lu Co Placements Inc. 2485
Lunar Investment Inc. 2486
Marchal (Canada) Inc. 2486
Meunerie Richard Ltée 2486
Muir G. M. Realty Inc. 2487
New Style Upholstering Inc. 2487
Nomo Trading Inc. 2487
Old Europe Meat Market Ltd. 2488
Orchid Investments Inc. 2488
Pat-An-Ray Construction Inc. 2488
Patry & Therrien Ltée 2489
Pelletier Fourrures Inc. 2489
P. Jacob & Fils Ltée 2489
Placement Régional (Rouyn) Inc. 2490
Placements Charlesbourg, Limitée 2490
Poly-Construction Inc. 2490
Promotions Industrielles et Commerciales Limitée 2491
Radio CJFP Ltée 2491
Regional Gas & Welding Supplies Ltd. 2491
Reisler-Gold Investments Ltd. 2492
Restan Investments Ltd. 2492
St. George Management Corporation 2492
St-Pierre & Beaulac Inc. 2493
Salon Vanité Inc. 2493
Scarfmaster Inc. 2493
Service des Loisirs Notre Dame des Anges de Cartierville 2494
Shemen Investment Corp. 2494
Smolar Realties Ltd. 2495
Sun Fashions Ltd. 2495
Sushine Realty Ltd. 2495
Thaddée Marois Inc. 2496
Trasat Automobiles Incorporée — Transat Automobiles Incorporated 2496
Trenholme Holdings Corp. 2496
Twinnie Realty Corp. 2496
Utility Import-Export Co. of Canada Ltd. 2497
Victoriaville Transport Inc. 2497
Weedon Dry Foods Company Limited 2497
Woodrow Realty Co. Ltd. 2498
Worms Unlimited Inc. 2498
Zako Holdings & Investment Corp. 2498

MINISTÈRE DES FINANCES:

Assurances:

Besnard, Court & Company 2540

NOMINATIONS:

Divers 2541

SIÈGES SOCIAUX:

Camionnage Candiac Trucking Inc. 2542
Cardigan Investment Company 2543
Cie de Construction Octogone Inc. 2542
Clare Investment Company 2544

L'Association des Citoyens de Tracy Inc. 2481
L'Association des Distributeurs de Gaz Propane de la Province de Québec Inc. 2481
Leacraft Corp. 2482
L E A F Rotang Limitée 2482
Bonaventure Club Inc.— Le Club Bonaventure Inc. 2482
Le Gymnase du Centre Sportif de Port-Alfred, Incorporée 2483
Lerme Development Corp. 2483
Les Constructions V. P. Ltée 2483
Les Éditions de Charlevoix Inc. 2484
Les Entreprises Mascouche Inc. 2484
Les Entreprises Ray-Vic Inc. 2484
Librairie Universelle Inc. 2485
Lionel Dubuc Inc. 2485
Lu Co Placements Inc. 2485
Lunar Investment Inc. 2486
Marchal (Canada) Inc. 2486
Meunerie Richard Ltée 2486
Muir G. M. Realty Inc. 2487
New Style Upholstering Inc. 2487
Nomo Trading Inc. 2487
Old Europe Meat Market Ltd. 2488
Orchid Investments Inc. 2488
Pat-An-Ray Construction Inc. 2488
Patry & Therrien Ltée 2489
Pelletier Fourrures Inc. 2489
P. Jacob & Fils Ltée 2489
Placement Régional (Rouyn) Inc. 2490
Placements Charlesbourg, Limitée 2490
Poly-Construction Inc. 2490
Promotions Industrielles et Commerciales Limitée 2491
Radio CJFP Ltée 2491
Regional Gas & Welding Supplies Ltd. 2491
Reisler-Gold Investments Ltd. 2492
Restan Investments Ltd. 2492
St. George Management Corporation 2492
St-Pierre & Beaulac Inc. 2493
Salon Vanité Inc. 2493
Scarfmaster Inc. 2493
Service des Loisirs Notre Dame des Anges de Cartierville 2494
Shemen Investment Corp. 2494
Smolar Realties Ltd. 2495
Sun Fashions Ltd. 2495
Sushine Realty Ltd. 2495
Thaddée Marois Inc. 2496
Transat Automobiles Incorporated — Transat Automobiles Incorporée 2496
Trenholme Holdings Corp. 2496
Twinnie Realty Corp. 2496
Utility Import-Export Co. of Canada Ltd. 2497
Victoriaville Transport Inc. 2497
Weedon Dry Foods Company Limited 2497
Woodrow Realty Co. Ltd. 2498
Worms Unlimited Inc. 2498
Zako Holdings & Investment Corp. 2498

DEPARTMENT OF FINANCE:

Insurance:

Besnard, Court & Company 2540

APPOINTMENTS:

Miscellaneous 2541

HEAD OFFICES:

Camionnage Candiac Trucking Inc. 2542
Cardigan Investment Company 2543
Cie de Construction Octogone Inc. 2542
Clare Investment Company 2544

Edgar Corporation 2542
International Land Promoter Ltd 2542
Lanark Investment Company 2543
La Salle Foods Limited — Produits Alimentaires La Salle Limitée 2543
Lyster Lake Tungsten Ltd 2544
Meath Investment Company 2545
Montreal Shoe Stores Limited 2544
Newport Construction Corporation 2543
Northway Realties Limited 2545
Placements Regional (Rouyn) Inc. 2545
Radnor Investment Company 2545
Rhodes Advertising Services Inc. 2546
St-Denis Euchre & Recreation Club Inc. (correction) 2542
Terrebonne Holdings Corp. 2543
Ulster Investment Company 2546

SOUMISSIONS:

Arvida, comm. scolaire cath. 2552
Ham-Nord, comm. scolaire 2549
St-François, ville 2548
St-Gérard-des-Laurentides, comm. scolaire 2546
St-Jean-de-la-Lande, comm. scolaire ... 2550

VENTE, LOI DE FAILLITE:

Cornellier, Jules 2553

VENTE PAR LICITATION:

Ramsay vs Ramsay 2554

VENTES PAR SHÉRIFS:

BEAUCE:

Fortin vs Poulin 2554
Vachon vs Rancourt 2555

BONAVENTURE:

Cyr vs Lapointe 2555

GASPÉ:

La Caisse Populaire de Ste-Anne-des-Monts vs Pelletier 2556
Moreau vs Bisson 2556

HULL:

La Banque Provinciale du Canada vs Lavigne 2557
Stephenson vs Monette 2557

RIMOUSKI:

Bélanger vs Bélanger 2558
Trudeau vs Bouchard 2558

SAINT-HYACINTHE:

Leonard Auto Supply vs Lapointe 2559

TÉMISCAMINGUE:

Marchand vs Beaupré 2559

TERREBONNE:

Lapointe *et al* vs Pothier 2560
Robert vs Lamarre 2560

Edgar Corporation 2542
International Land Promoter Ltd 2542
Lanark Investment Company 2544
La Salle Foods Limited — Produits Alimentaires La Salle Limitée 2543
Lyster Lake Tungsten Ltd 2544
Meath Investment Company 2545
Montreal Shoe Stores Limited 2544
Newport Construction Corporation 2543
Northway Realties Limited 2545
Placements Regional (Rouyn) Inc. 2545
Radnor Investment Company 2545
Rhodes Advertising Services Inc. 2546
St-Denis Euchre & Recreation Club Inc. (correction) 2542
Terrebonne Holdings Corp. 2543
Ulster Investment Company 2546

TENDERS:

Arvida, Cath. School Comm. 2552
Ham-Nord, School Comm. 2549
St-François, town 2548
St-Gérard-des-Laurentides, School Com. 2546
St-Jean-de-la-Lande, School Comm. ... 2550

SALE, BANKRUPTCY ACT:

Cornellier, Jules 2553

SALE BY LICITATION:

Ramsay vs Ramsay 2554

SHERRIFFS' SALES:

BEAUCE:

Fortin vs Poulin 2554
Vachon vs Rancourt 2555

BONAVENTURE:

Cyr vs Lapointe 2555

GASPÉ:

La Caisse Populaire de Ste-Anne-des-Monts vs Pelletier 2556
Moreau vs Bisson 2556

HULL:

The Provincial Bank of Canada vs Lavigne 2557
Stephenson vs Monette 2557

RIMOUSKI:

Bélanger vs Bélanger 2558
Trudeau vs Bouchard 2558

SAINT HYACINTHE:

Léonard Auto Supply vs Lapointe 2559

TÉMISCAMINGUE:

Marchand vs Beaupré 2559

TERREBONNE:

Lapointe *et al* vs Pothier 2560
Robert vs Lamarre 2560

QUÉBEC: — Imprimé par RÉDEMPTI PARADIS, imprimeur de la Reine.

QUEBEC: — Printed by RÉDEMPTI PARADIS, Queen's Printer.